



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du mardi 14 mars 2023

N°03 – D.14.03.2023

L'an deux mil vingt-trois, le quatorze mars à huit heures trente, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

4.1. Compte Financier et 4.2 Affectation des résultats 2022
Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus)

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BERRUT Catherine, PERSICO Simon, MERLE Elsa, BALICCO Laurence, SCHWARTZ Jean-Luc, LETUE Frédérique, LAURENT Alain, ADAM Véronique, VINCENT Thierry, DEVILLERS Thibaut, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, VAN DER HEIJDE Caroline, WARIN Malo, BORDAS Christian, SAMSON Yves, SIMIAND Marie-Christine, MERMILLOD Martial, LE ROY Anne, WITINDI Matis.

Membres représentés : SCOLAN Virginie (donne procuration à MERLE Elsa), BARBIER Emmanuel (donne procuration à ADAM Véronique), LAMBLIN Jacob (donne procuration à LETUE Frédérique), BORRAS Isabelle (donne procuration à BALICCO Laurence), HASSANI Jawhara (donne procuration à WARIN Malo), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à LAKHNECH Yassine), PUGEAT Véronique (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BORDAS Christian), FEIGE Jean-Jacques (donne procuration à SAMSON Yves), BOLF Edith (donne procuration à LAURENT Alain), DAUGUET Pascale (donne procuration à BERRUT Catherine), TERRIER Laurent (donne procuration à LE ROY Anne).

Membres absents ou excusés : tous les autres membres.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **520 150 982** € d'autorisations d'engagements dont :
 - **404 956 972** € en personnel ;
 - **84 742 881** € en fonctionnement ;
 - **30 451 129** € en investissement.
 -
- **524 007 704** € de crédits de paiements dont :
 - **404 902 614** € en personnel ;
 - **78 317 065** € en fonctionnement ;
 - **40 788 025** € en investissement.
 -
- **499 640 548** € de recettes.
- **- 24 367 156** € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **80 409 818** € de trésorerie (soit une variation de **+18 007 118** € par rapport au compte financier 2021)
- **1 734 925** € de résultat patrimonial
- **6 965 919** € de capacité d'autofinancement
- **41 276 590** € de fonds de roulement (soit une variation de **-6 755 222** € par rapport au compte financier 2021)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **-1 734 925** € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2022 hors tableau des emplois de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2022 hors tableau des emplois de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le tableau des emplois du compte financier 2022 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	25
Voix défavorable	0
Abstentions	8

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le tableau des emplois du compte financier 2022 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation des résultats 2022 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation des résultats 2022 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'opération Plan Campus).

Publié le : 04/04/2023
Transmis au Rectorat le : 04/04/2023

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 14 mars 2023

Pour le Président et par délégation

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général des services
Jérôme PARET
Le Directeur général des services,
Jérôme PARET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du mardi 14 mars 2023

N°04 – D.14.03.2023

L'an deux mil vingt-trois, le quatorze mars à huit heures trente, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

4.1. Compte financier 2022 et 4.2. Affectation des résultats 2022

Etablissement principal Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'opération Plan Campus)

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BERRUT Catherine, PERSICO Simon, MERLE Elsa, BALICCO Laurence, SCHWARTZ Jean-Luc, LETUE Frédérique, LAURENT Alain, ADAM Véronique, VINCENT Thierry, DEVILLERS Thibaut, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, VAN DER HEIJDE Caroline, WARIN Malo, BORDAS Christian, SAMSON Yves, SIMIAND Marie-Christine, MERMILLOD Martial, LE ROY Anne, WITINDI Matis.

Membres représentés : SCOLAN Virginie (donne procuration à MERLE Elsa), BARBIER Emmanuel (donne procuration à ADAM Véronique), LAMBLIN Jacob (donne procuration à LETUE Frédérique), BORRAS Isabelle (donne procuration à BALICCO Laurence), HASSANI Jawhara (donne procuration à WARIN Malo), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à LAKHNECH Yassine), PUGEAT Véronique (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BORDAS Christian), FEIGE Jean-Jacques (donne procuration à SAMSON Yves), BOLF Edith (donne procuration à LAURENT Alain), DAUGUET Pascale (donne procuration à BERRUT Catherine), TERRIER Laurent (donne procuration à LE ROY Anne).

Membres absents ou excusés : tous les autres membres.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 4432 ETPT sous plafond et 1395 ETPT hors plafond
- 533 201 897 € d'autorisations d'engagements dont :
 - 405 483 715 € en personnel ;
 - 91 479 902 € en fonctionnement ;
 - 36 238 279 € en investissement.
- 548 688 094 € de crédits de paiements dont :
 - 405 429 357 € en personnel ;
 - 85 849 047 € en fonctionnement ;
 - 57 409 690 € en investissement.
- 523 564 004 € de recettes ;
- - 25 124 090 € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 130 633 783 € de trésorerie (soit une variation de +31 937 606 € par rapport au compte financier 2021)
- -1 770 775 € de résultat patrimonial
- 6 993 823 € de capacité d'autofinancement
- 50 760 816 € de fonds de roulement (soit une variation de - 6 616 183 € par rapport au compte financier 2021)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de -1 770 775 € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2022 de l'établissement principal Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'opération Plan Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2022 de l'établissement principal Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'opération Plan Campus).

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation des résultats 2022 de l'établissement principal Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'opération Plan Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation des résultats de l'établissement principal Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'opération Plan Campus).

<p>Publié le : 04/04/2023</p> <p>Transmis au Rectorat le : 04/04/2023</p>

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 14 mars 2023

Pour le Président et par délégation

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général des services
Jérôme PARET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du mardi 14 mars 2023

N°05 – D.14.03.2023

L'an deux mil vingt-trois, le quatorze mars à huit heures trente, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

4.1. Compte financier 2022 et 4.2. Affectation des résultats 2022
Opération Plan Campus

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BERRUT Catherine, PERSICO Simon, MERLE Elsa, BALICCO Laurence, SCHWARTZ Jean-Luc, LETUE Frédérique, LAURENT Alain, ADAM Véronique, VINCENT Thierry, DEVILLERS Thibaut, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, VAN DER HEIJDE Caroline, WARIN Malo, BORDAS Christian, SAMSON Yves, SIMIAND Marie-Christine, MERMILLOD Martial, LE ROY Anne, WITINDI Matis.

Membres représentés : SCOLAN Virginie (donne procuration à MERLE Elsa), BARBIER Emmanuel (donne procuration à ADAM Véronique), LAMBLIN Jacob (donne procuration à LETUE Frédérique), BORRAS Isabelle (donne procuration à BALICCO Laurence), HASSANI Jawhara (donne procuration à WARIN Malo), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à LAKHNECH Yassine), PUGEAT Véronique (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), DESPREZ Frédéric (donne procuration à BORDAS Christian), FEIGE Jean-Jacques (donne procuration à SAMSON Yves), BOLF Edith (donne procuration à LAURENT Alain), DAUGUET Pascale (donne procuration à BERRUT Catherine), TERRIER Laurent (donne procuration à LE ROY Anne).

Membres absents ou excusés : tous les autres membres.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **13 050 914** € d'autorisations d'engagements dont :
 - **526 743** € en personnel ;
 - **6 737 021** € en fonctionnement ;
 - **5 787 150** € en investissement.
 -
- **24 680 390** € de crédits de paiements dont :
 - **526 743** € en personnel ;
 - **7 531 982** € en fonctionnement ;
 - **16 621 665** € en investissement.
 -
- **23 923 456** € de recettes.
-
- **- 756 934** € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **50 223 966** € de trésorerie (soit une variation de **+13 930 489** € par rapport au compte financier 2021)
- **- 35 850** € de résultat patrimonial
- **27 904** € de capacité d'autofinancement
- **9 484 226** € de fonds de roulement (soit une variation de **+139 039** € par rapport au compte financier 2021)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **-35 850** € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2022 de l'opération Plan Campus.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2022 de l'opération Plan Campus.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation des résultats 2022 de l'opération Plan Campus.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	41
Membres présents	21
Membres représentés	12
Nombre de votants	33
Voix favorables	27
Voix défavorable	0
Abstentions	6

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation des résultats 2022 de l'opération Plan Campus.

Publié le : 04/04/2023
Transmis au Rectorat le : 04/04/2023

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 14 mars 2023

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général des services
Jérôme PARET

Le Directeur général des services,
Jérôme PARET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



COMPTES ANNUELS 2022

SOMMAIRE

BILAN	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXE	6
I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	
I-1) FAITS CARACTERISTIQUES	7
I-2) COMPARABILITE DES COMPTES	9
I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	9
I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10
I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10
I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13
I-3-4) CREANCES	13
I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	13
I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF	13
I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13
I-3-8) CHARGES A PAYER	14
I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR	15
I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE	15
II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	
II-1) ACTIF IMMOBILISE	16
II-1-1) IMMOBILISATIONS	19
II-1-2) AMORTISSEMENTS	20
II-1-3) FINANCEMENT DE L'ACTIF	21
II-2) CREANCES ET DETTES	22
II-3) TRESORERIE NETTE	28
II-4) FONDS PROPRES	29
II-5) PROVISIONS	30
II-6) COMPTES DE REGULARISATION (CCA - PCA)	31

SOMMAIRE

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

III-1) PRODUITS	32
III-2) CHARGES	34

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	36
IV-2) EFFECTIFS	37
IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	37
IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	38
IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN	39
IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES	39

BILAN

ACTIF	Bilan au	31/12/2022			PASSIF	Bilan au	31/12/2022
	31/12/2021	Brut	Amortissements et dépréciations	Net		31/12/2021	
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	1 016 715	5 087 223	4 352 314	734 909	Financements reçus	481 193 141	512 696 960
Immobilisations corporelles	611 113 863	855 649 043	226 750 428	628 898 615	Financements de l'actif - Etat	389 101 131	429 317 207
Terrains	214 155 141	234 279 459	27 038 429	207 241 030	Financement de l'actif par des tiers	92 092 009	83 379 753
Constructions	315 780 404	402 958 769	82 193 494	320 765 275			
Installations techniques, matériels, et outillage	23 951 310	91 149 818	68 749 611	22 400 207			
Collections	146 232	148 918	3 830	145 088			
Biens historiques et culturels					Réserves	115 637 260	115 637 260
Autres immobilisations corporelles	19 466 958	64 689 372	48 765 065	15 924 307	Report à nouveau	-6 280 069	-9 635 724
Immobilisations mises en concession					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	13 126 679	-1 770 775
Immobilisations corporelles en cours	37 613 817	62 422 707	0	62 422 707	Provisions réglementées		
Avances et acomptes sur commandes							
Immobilisations grevées de droits					TOTAL FONDS PROPRES	603 677 011	616 927 720
Immobilisations corporelles (biens vivants)					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Immobilisations financières	443 362 394	448 185 432	6 553 149	441 632 283	Provisions pour risques	491 912	591 915
					Provisions pour charges	3 675 582	4 026 977
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 055 492 972	1 308 921 697	237 655 891	1 071 265 807	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 167 494	4 618 892
ACTIF CIRCULANT					DETTES FINANCIERES		
Stocks					Emprunts obligataires		
					Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	503 840 572	499 599 608
					Dettes financières et autres emprunts		
					TOTAL DES DETTES FINANCIERES	503 840 572	499 599 608
Créances	216 976 860	250 059 201	880 403	249 178 797	DETTES NON FINANCIERES		
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	193 287 266	222 216 485		222 216 485	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 677 115	21 247 704
Créances clients et comptes rattachés	21 701 048	24 657 334	880 403	23 776 931	Dettes fiscales et sociales	10 239 450	10 655 179
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				0	Avances et acomptes reçus	217 184 206	282 194 596
Avances et acomptes versés sur commandes	860 034	1 824 929	0	1 824 929	Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		0
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				0	Autres dettes non financières	5 379 132	5 353 788
Créances sur les autres débiteurs	1 128 512	1 360 453	0	1 360 453	Produits constatés d'avance	16 064 512	17 275 855
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	6 063 698	7 047 583		7 047 583	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	265 544 415	336 727 122
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	223 040 558	257 106 784	880 403	256 226 381	TRESORERIE		
TRESORERIE					Autres éléments de trésorerie passive	0	
Valeurs mobilières de placement							
Disponibilités	98 695 962	130 381 154		130 381 154	TOTAL TRESORERIE	0	0
Autres					Comptes de régularisation		
TOTAL TRESORERIE	98 695 962	130 381 154	0	130 381 154	Ecarts de conversion Passif		
Comptes de régularisation					TOTAL GENERAL	1 377 229 492	1 457 873 341
Ecarts de conversion Actif							
TOTAL GENERAL	1 377 229 492	1 696 409 635	238 536 294	1 457 873 341			

COMPTE DE RESULTAT					
CHARGES	Exercice 2022	Exercice 2021	PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Achats	105 068	108 814	Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	453 795 626	441 555 907
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	63 392 425	53 150 086	Subventions pour charges de service public	387 547 603	376 042 639
Charges de personnel	400 467 566	388 960 717	Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	63 681 419	62 176 753
Salaires, traitements et rémunérations diverses	241 803 758	233 427 319	Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Charges sociales	156 550 585	153 582 872	Dons et legs	238 898	150 799
Intéressement et participation			Produits de la fiscalité affectée	2 327 706	3 185 716
Autres charges de personnel	2 113 224	1 950 526			
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	28 342 415	22 545 879	Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	50 022 085	49 934 305
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	54 965 649	30 113 690	Ventes de biens ou prestations de services	31 210 144	31 311 645
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	547 273 123	494 879 186	Produits des cessions d'éléments d'actif	413 160	353 017
CHARGES D'INTERVENTION			Autres produits de gestion	18 398 780	18 269 642
Dispositifs d'intervention pour compte propre			Production stockée et immobilisée		
Transferts aux ménages			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Transferts aux entreprises			Autres produits	45 892 253	21 138 579
Transferts aux collectivités territoriales			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	623 662	605 683
Transferts aux autres collectivités			Reprises du financement rattaché à un actif	45 268 591	20 532 896
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme			TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
Dodations aux provisions et dépréciations			TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	547 273 123	494 879 186
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-	PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	547 273 123	494 879 186	Produits des participations et prêts		
CHARGES FINANCIERES			Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Charges d'intérêts	4 102 574	4 346 237	Intérêts sur créances non immobilisées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Pertes de change	10 056	45 638	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières			Gains de change	9 376	36 397
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	104 362	267 448	Autres produits financiers		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 216 992	4 659 323	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
Impôt sur les sociétés			TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9 376	36 397
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)		13 126 679	RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	1 770 775,26	
TOTAL CHARGES	551 490 115	512 665 187	TOTAL PRODUITS	551 490 115	512 665 187

ANNEXE

PREAMBULE

L'annexe constitue un document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence de l'information financière des établissements publics nationaux, et donc des Universités.

Il s'agit d'un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat. L'information fournie doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe d'importance relative. Ainsi, l'annexe contient-elle toutes les informations significatives susceptibles d'éclairer les administrateurs et les autorités de tutelle de l'établissement, et plus largement tout lecteur des états financiers.

L'annexe se fonde sur les travaux de l'agence comptable, responsable de la tenue des comptes et de la production des états financiers. La qualité des informations présentées et la sincérité générale du document dépendent étroitement du partenariat unissant l'agence comptable et les services financiers, qui concourent tous deux étroitement au correct exercice de la chaîne comptable et financière.

Précisons que l'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES

A - Crise sanitaire « COVID-19 »

L'année 2022 s'est caractérisée par un allègement progressif des contraintes de la crise sanitaire due au COVID, permettant à l'établissement d'exercer finalement ses activités dans les conditions habituelles. Cette reprise d'activité s'est traduite par un dynamisme retrouvé de certaines dépenses, à l'instar des fluides, frais de déplacement ou de colloques par exemple.

B – Les tensions inflationnistes

L'UGA a été soumise, au cours de 2022, à l'augmentation généralisée des fluides ainsi qu'à la hausse du point d'indice de 3,5%. Ces évolutions n'ont pas été entièrement compensées par des abondements budgétaires, impliquant in fine des coûts supplémentaires pour l'établissement.

C – La revalorisation de l'actif

Dans le cadre de l'établissement de ces comptes individuels et consolidés, l'Université Grenoble Alpes (UGA) est exposée depuis plusieurs années à une problématique portant sur la correcte valorisation et comptabilisation de ses actifs immobiliers, faisant l'objet d'une réserve récurrente de la part des commissaires aux comptes de l'établissement. Pour disposer de valeurs actualisées, l'UGA a diligenté une intervention du service France Domaine et de nouvelles évaluations ont été réalisées au cours de l'exercice 2018. Elles ont été intégrées dans les comptes de l'UGA au titre de l'exercice 2022. Dans les faits, les travaux ont consisté en la sortie de l'ensemble des actifs historiques de l'établissement, en contrepartie de l'intégration systématique

des valeurs actualisées. En outre, des travaux d'ajustement des amortissements ainsi que des financements extérieurs de l'actif ont été menés, pour garantir le traitement exhaustif de la démarche.

D - Transfert de l'IAE et de Polytech à Grenoble INP

Un processus de transfert progressif est mis en œuvre à compter de septembre 2020 afin de transférer à l'INP (Institut National Polytechnique) de Grenoble deux composantes de l'UGA, à savoir l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) et l'école d'ingénieurs Polytech.

La démarche doit aboutir au contrôle de la totalité des activités d'enseignement et de recherche, des personnels, du patrimoine et des ressources financières par l'INP au cours de 2023.

Au 31 décembre 2022, deux conventions ont été établies pour arrêter les divers aspects financiers :

- une convention de reversement, recensant les charges et produits enregistrés par chaque établissement et relevant de la comptabilité de l'autre établissement ;
- une convention « empreinte » déterminant une compensation financière pour les charges assumées par l'INP à l'occasion du transfert, l'UGA continuant de percevoir l'intégralité de la dotation de l'Etat par le biais de la subvention pour charges de service public (SCSP).

E. Pérennisation de l>IDEX

La dotation non consommable n'a pas été enregistrée au bilan de l'établissement au 31.12.2022. Des démarches sont en cours auprès de la DRFIP 75 afin d'obtenir l'accès de l'UGA sur le compte du trésor.

Concernant les intérêts de la dotation non consommable permettant le financement des projets IDEX, ils faisaient l'objet jusqu'en 2021, d'une comptabilisation à l'avancement. A ce titre, les dépenses annuellement engagées faisaient l'objet d'un produit à recevoir, garantissant ainsi la neutralisation des flux sur cette période. Cette méthode s'appuyait sur le caractère probatoire des financements obtenus, qui devaient faire l'objet d'une justification in fine pour acquérir un statut définitif. Or, par décision de transmission en 2021, l'ANR a décidé la pérennisation des IDEX pouvant impliquer l'acquisition immédiate des droits induits. Pour autant, il n'existe pas à ce jour de schémas de comptabilisation arrêtés par les services de l'Etat. Susceptibles d'être précisés en 2023, l'établissement se conformera dès lors à ces derniers. Dans cette attente, la méthode à l'avancement a donc été conservée en 2022.

I-2) COMPARABILITE DES COMPTES

Le périmètre comptable de l'établissement n'a subi aucune évolution entre 2021 et 2022.

I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- Selon le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP),
- Selon les principes édictés par le Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP) publié par arrêté du 1^{er} juillet 2015 modifié par arrêté du 16 février 2020,
- Selon l'Instruction Comptable Commune (ICC) de la DGFIP du 17 décembre 2019 (BOFIP-GCP-19-0055 du 16.01.2020 / NOR : CPAE1937939J)
- Selon le plan de compte spécifique à l'enseignement supérieur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode évoqués supra.
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leurs coûts d'acquisition.

I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Biens acquis

Les immobilisations propriété de l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires : dépenses directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

Biens mis à disposition et contrôlés par l'université

Le patrimoine immobilier mis à disposition et contrôlé par l'université a été inscrit au bilan pour une valeur actualisée dans le cadre de l'opération de revalorisation de l'actif conclue au cours de l'exercice 2022.

La contrepartie de l'inscription du patrimoine immobilier à l'actif constitue un Financement Externe de l'Actif ; en conséquence, et conformément à l'instruction sur les financements de l'actif, l'université reprend le financement en résultat d'exploitation à hauteur de la charge d'amortissement comptabilisée.

Décomposition du patrimoine immobilier

Le traitement comptable n'est pas homogène dès lors que les immeubles issus de l'ex Université Stendhal sont décomposés ce qui n'est pas le cas des constructions en provenance des deux autres ex Universités. L'instruction DGFIP du 9 avril 2014 a rendu optionnel, l'application de la méthode des composants, toutefois la méthode retenue doit être appliquée à l'ensemble des biens de même nature. Depuis 2016, le traitement comptable retenu par l'UGA est le suivant :

- Les composants préexistants à la fusion continuent d'être gérés en tant qu'immobilisations amorties séparément,
- Les nouvelles constructions suivent la règle définie à l'UGA qui consiste à ne pas décomposer.

Amortissements

Les durées d'amortissement appliquées aux acquisitions s'appuient sur des fourchettes selon le tableau ci-après approuvé par le conseil d'administration du 16 décembre 2019 :

Catégorie d'immobilisation	Compte comptable	Durée Amortissement
Brevets	205	3 à 10 ans
Licences et logiciels informatiques	20531/20532	3 à 5 ans
Aménagement et agencement de terrains	212	15 à 35 ans
Construction de bâtiment	2131/2141	30 à 50 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	2135/2145	20 à 35 ans
Installations techniques complexes	2151/2154	8 à 15 ans
Matériels scientifiques	2154	3 à 15 ans
Outils et autres agencements	2155	3 à 15 ans
Matériels pédagogiques	2156	3 à 10 ans
Agencements divers dans constructions dont l'établissement n'est pas propriétaire ou n'a pas reçu en dotation	2181	10 à 20 ans
Matériel de transport	2182	5 à 10 ans
Matériel de bureau	2183	5 à 7 ans
Matériel informatique	2183	3 à 5 ans
Mobilier	2184	5 à 10 ans
Matériels divers	2188	3 à 10 ans
Serveurs informatiques	21832	3 à 10 ans

Modalités de calcul des amortissements : l'amortissement est calculé selon la méthode du prorata temporis.

I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont principalement constituées des titres de participation.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'acquisition est appréciée notamment en fonction de la quote-part de l'actif net réévalué, de la rentabilité et de la valeur économique de l'investissement.

I-3-4) CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire déterminée en fonction de sa recouvrabilité est inférieure à la valeur comptable.

I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

Au 31 décembre, la valeur d'inventaire correspond au cours de clôture.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour la différence.

I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Conformément à l'instruction comptable commune, une distinction est effectuée entre les financements reçus de l'Etat et les financements reçus de tiers autres que l'Etat.

Pour chaque source de financement, les financements rattachables à un actif déterminé sont distingués de ceux non rattachables. Les financements rattachés à des actifs clairement identifiés évoluent symétriquement aux amortissements et dépréciations de l'actif financé.

Les financements associés à des immobilisations en cours sont comptabilisés au sein des financements non rattachés à des actifs.

I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément à l'instruction commune du 21 décembre 2018 (fascicule 12), c'est-à-dire lorsqu'il existe une obligation envers un tiers à la date de clôture, s'il y a une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes et sans contrepartie équivalente et s'il est possible d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante.

Au cours de l'exercice 2021, un travail de recensement et de regroupement d'informations relatif à la présence d'amiante au sein des bâtiments de l'université a été effectué. Il souligne la présence d'amiante dans un nombre significatif d'implantations (13) dont le traitement exposerait l'établissement à un risque financier, sans qu'aucune découverte n'ait été répertoriée au cours de 2022. En outre, l'analyse ne permet pas de disposer d'une évaluation précise des sommes concernées, ni de la distinction entre les interventions potentiellement urgentes et celles ne nécessitant aucune intervention dans les conditions actuelles. Pour leur part, les faits générateurs du passif, matérialisés par les diagnostics techniques amiante (DTA), ont été systématiquement produits au cours d'années antérieures.

Aucune obligation ne peut donc, *strico sensu*, être rattachée à 2022.

L'absence d'évaluation précise de l'exposition financière de l'établissement, de l'échéance et de la maturité des risques, s'opposent à l'enregistrement d'un passif au bilan de l'université. Cependant, leur évolution fait désormais l'objet d'un suivi comptable et financier régulier au sein de l'établissement

I-3-8) CHARGES A PAYER

Fournisseurs

Les charges à payer sont identifiées d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

Personnel

Les principales charges à payer relatives à la masse salariale sont les suivantes :

Congés payés des agents titulaires hors enseignants-chercheurs et des personnels contractuels

L'ensemble des droits à congés acquis et non pris à la clôture de l'exercice, qu'ils concernent des fonctionnaires titulaires (hors enseignants chercheurs) ou des agents contractuels de droit public, fait l'objet d'une inscription au passif.

Les coûts, utilisés pour déterminer les charges à payer, ont été déterminés par catégories (A, B, C) et par statut (personnel titulaire ou non titulaire).

La charge à payer est valorisée sur la base des droits acquis de septembre à décembre, sous déduction d'un nombre constaté de jours déjà consommés à la date de clôture, et du salaire moyen par catégorie de personnel. Le calcul des coûts moyens journaliers par catégorie retenu pour le calcul de la charge à payer CP s'appuie sur le nombre de jours ouvrés annuel.

Compte épargne temps

Pour les CET inférieurs ou égaux à 15 jours, ces jours peuvent être pris sous forme de congés. Il n'y a pas de paiement possible. Il y a donc lieu de comptabiliser une provision qui est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours et en cas de demande de paiement, il y a lieu de constituer une charge à payer. Elle est calculée en fonction de la valorisation journalière réglementaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours pour lesquels aucune demande de paiement n'a été faite, il y a lieu de comptabiliser une provision. Elle est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Heures complémentaires

Les heures complémentaires sont les heures d'enseignement réalisées par les enseignants chercheurs au-delà de leur quota d'heures sur l'année universitaire.

Une partie des heures complémentaires réalisés au titre d'une année universitaire portant sur 2 exercices N et N+1 correspond à des services faits durant la période septembre-décembre de l'année N. Elle sera mise en paiement en N+1 après réalisation du service statutaire.

Les services prévisionnels ne sont pas visibles dans le système d'information des ressources humaines au moment du recensement des charges à payer. L'évaluation de la charge est faite sur la base de la réalisation de l'année antérieure car le volume d'heures complémentaires d'une année sur l'autre est régulier du fait que les maquettes pédagogiques ont un périmètre constant.

Vacations d'enseignement

Les vacances d'enseignement sont les heures d'enseignement faites par les intervenants extérieurs à l'établissement et par les personnels contractuels et titulaires n'ayant pas de service statutaire d'enseignement

L'évaluation de la charge est basée

- Sur les heures effectuées entre le 1/9/N et le 31/8/N+1 qui n'ont pas été payées en N+1.
- Sur les heures effectuées entre le 1/10 et le 31/12 de l'année N, celles-ci sont mises en paiement début de l'année N.

Rappels de salaires

Les charges à payer correspondent à l'estimation des rappels de salaires effectivement versés sur l'exercice suivant.

Toutes les charges à payer relatives à la masse salariale donnent également lieu à comptabilisation des charges patronales correspondantes selon la nature des charges de personnel (traitement de base ou rémunérations accessoires) et la catégorie de salarié (titulaire ou contractuel).

Forfait Mobilité Durable (FMD)

De nouveaux textes réglementaires élargissent le nombre de bénéficiaires du forfait mobilité durable, dans le cadre d'une utilisation régulière d'un mode de transport assimilable au co-voiturage ou d'une modalité "douce" (vélo, trottinette...).

Le paiement en 2023 des forfaits relatifs à 2022 a concerné 2300 agents éligibles.

RIFSEEP - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

La régularisation de la revalorisation du RIFSEEP des BIATSS a été engagée en 2022, à la suite d'une allocation d'enveloppes complémentaires par le MESR. Leur montant cumulé a ainsi atteint 602 632 €.

I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir sont identifiés d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE

Les prestations de recherches sont comptabilisées sur la base des échéanciers des conventions, ces derniers reflètent généralement l'avancement scientifique. Précisons que l'université gère tous les nouveaux contrats sur financements publics selon la méthode de comptabilisation des subventions reçues (instruction DGFIP du 20.11.2013).

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

Au 31.12.2022, l'actif immobilisé brut s'élève à **1 308 919 K€**.

L'actif immobilisé net atteint 1 071 265 K€ fin 2022 (1 055 492 K€ au 31/12/2021), déduction faite des amortissements et dépréciations à hauteur de 237 656 K€, soit une variation de 15 773 K€ pour 2022.

Les acquisitions (hors évaluation de France Domaine) effectuées au cours de l'exercice 2022 atteignent **52 844 K€** pour l'exercice 2022.

Concernant les logiciels, (comptes 20531-20532), elles s'élèvent **193 K€** et comptabilisent en autres :

Développement application mobile et web : 30 K€

Logiciel de modélisation moléculaire : 12 K€

Licences 360 Eyes : 27 K€

Evolution application web : 35 K€

Développement application WEB JDL : 12 K€

Terminaux d'affichage : 18 K€

Concernant les Constructions (compte 213-214), elles s'élèvent **3 749 K€**. Elles comptabilisent en autres les travaux suivants :

Remplacement tableau haute tension : 233 K€

Création salle de cours les Alpilles : 150 K€

Extension chalets Chavanne et Balmes – Les Houches : 1 038 K€

Eclairage public – plan de relance : 479 K€

Travaux de voirie, réseaux et distribution : 387 K€

Concernant les installations spécifiques et complexes acquises sol propre (compte 215), elles s'élèvent à **4 336 K€** et comptabilisent entre autres les installations suivantes :

Installation éclairage de sécurité : 26 K€
Réfection faux plafonds douches et WC : 12 K€
Mise en place de fermeture rebord de toiture : 22 K€
Rénovation logement : 39 K€
Rénovation Chimie C suite sinistre explosion : 80 K€
Déploiement plan de comptage CVC : 23 K€

Profilomètre stylet Dektak : 59 K€
Câblage VDI : 126 K€
Acquisition système stéréovision : 151 K€
Millimeter-Wave Source Module 220-325Ghz : 53 K€
Ensemble de 2 caméras rapides : 236 K€
Console électronique spectromètre RMN : 270 K€
2 Caméras OCAM 2K : 278 K€
Système d'amplification enregistrement neurophysiologique : 59 K€
Sonde HR-MAS pour spectromètre RMN : 50 K€
Tomographe de fluorescence : 99 K€
Système d'acquisition d'images numériques : 200 K€

Les acquisitions pour les autres Immobilisations Corporelles (compte 218) s'élèvent à **4 919 K€** dont les acquisitions les plus importantes sont les suivantes :

2 Véhicules (Duster + Peugeot 3008 hybride) : 57 K€
5 vélos + 5 triporteurs électriques : 29 k€
Ordinateurs – tablettes – écrans – Serveurs - Périphériques : 3 646 K€
Mobilier divers : 201 K€
Vidéoprojecteurs : 213 K€
Matériels audiovisuels (cameras, appareil photo, barre de visio, ...) : 160 K€

Les Immobilisations en cours :

Sur l'exercice 2022, les immobilisations en cours totalisent un montant de **62 422 K€** (Acquisition et mise en service) contre **37 614 K€** en 2021, soit une augmentation de **24 808 K€**.

Des travaux de rénovation, réhabilitation et aménagement de bâtiments (compte 2313) 3 117 K€

Créations et installations techniques (compte 2315) : 177 K€

Intégration audiovisuelle INSPE (compte 2318) : 24 k€

UPGRADE sur microscope à deux photons (compte 2318) : 50 K€

Les Sorties d'inventaire :

Les principales sorties d'inventaire votées aux CA du 15/03/2022 et 13/10/2022 concernent des mises au rebut en masse ainsi que la sortie des bâtiments et terrains de l'INSPE :

- Les bâtiments de l'ESPE Grenoble et Bonneville pour un montant de 13 327 K€
 - Biens avec une VNC supérieure à 10 000.00 € pour un montant de 188 K€
 - Biens avec une VNC inférieure à 10 000.00 € pour un montant de 22 712 K€
- Ces sorties ne prennent pas en compte celles liées à l'intégration des valeurs France Domaine.

Les Immobilisations financières : elles passent de 443 M€ fin 2021 à **442 M€** (valeur nette).

- Ce poste concerne les participations au capital d'entités privées, à savoir :
 - La filiale de valorisation de la recherche **FLORALIS** pour un montant de **5 500 K€**, filiale détenue à 100 % depuis 2014. Une dépréciation pour 4 444 K€ est toujours maintenu au compte 29 pour tenir compte de la valeur nette de la participation de l'UGA au capital de la filiale.
 - La société **SUPERGRID** conformément aux engagements pris dans le cadre de ce consortium et de l'augmentation de la participation de l'UGA ce qui porte le niveau de participation à 979 K€ à fin 2022. Sachant que la société est en déficit et que ses capitaux propres sont inférieurs à son capital social, il a été comptabilisé une dépréciation de 104 K€ au compte 29.
 - La **SATT Linksiium** : une prise de participation pour un montant de **1 129 K€** constituée d'une régularisation de prise de participation faite en 2014 par l'UJF (Université Joseph Fourier) pour 153 K€ et d'une prise de participation faite en 2020 pour 976 K€. La SATT étant en déficit, il a été comptabilisé d'une part une dépréciation à hauteur de 1 129 K€ au compte 29 et d'autre part une reprise du financement pour le même montant afin de déprécier, en parallèle, le financement de cette participation et ainsi neutraliser l'impact sur le résultat.
 - Prise de participation sociétés Microlight, Sentin'Health, Sisprobe, Skopai pour **24 K€**.
 - D'une prise de participation à hauteur de 5 K€ aux PUG -Presses Universitaires de Grenoble.

- La comptabilisation d'une créance sur l'Etat pour 39 953 K€ afin de mettre à l'actif le montant du remboursement de l'emprunt restant à devoir sur le PPP GREENER.
- Elles sont également constituées de placements ou de prêts :
 - De placements financiers de l'ex-UPMF valorisés à **487 K€** (fonds gérés par Dexia Dexcapi) dont un placement « Eckstein » pour 94 K€,
 - De la convention UJF avec la MGEN pour **22 K€** et Dépôt de garantie pour **32 K€**.
 - De prêts accordés à Floralis pour le financement de diverses sociétés (startup) pour 48 K€.
- Elles comprennent également les **400 000 K€** de la **dotation non-consomptible (DNC)** de l'opération Campus (suite à l'intégration de la COMUE au 1^{er} janvier 2020)

II-1-1) IMMOBILISATIONS

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS	31/12/2021	Augmentations			Diminutions			31/12/2022
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mad / Transferts	Evaluation France Domaine	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Evaluation France Domaine	
Immobilisations Incorporelles	4 902 933	29 370	192 998		-29 370	-8 708		5 087 223
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 902 933	29 370	192 998		-29 370	-8 708		5 087 223
Immobilisations Corporelles	845 273 441	14 692 112	13 004 317	190 555 638	-295 198	-37 145 690	-232 861 293	793 223 327
Terrains et aménagements	239 101 613			42 503 014		-9 500 187	-37 827 981	234 276 459
Constructions	429 578 561	11 445 369	3 748 933	148 052 624	-273 497	-4 672 547	-184 920 674	402 958 769
Installations techniques, matériels et outillages	110 274 874	3 225 041	4 336 032			-19 284 297	-7 401 841	91 149 809
Collections	149 362					-444		148 918
Autres immobilisations corporelles	66 169 032	21 701	4 919 352		-21 701	-3 688 215	-2 710 797	64 689 372
Immobilisations Corporelles en cours	37 613 817	361 579	39 646 533		-14 758 492	-440 730		62 422 707
Participations et créances rattachées à des participations	5 610 551	0	0		0	-62 500		5 548 051
Titres de participation	5 500 002							5 500 002
Créances rattachées à des participations	110 549					-62 500		48 049
Autres Immobilisations Financières	444 200 630	0	159 580		0	-1 722 829		442 637 381
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	2 015 917		127 942					2 143 859
Dépôts et cautionnements versés	400 021 759		31 638					400 053 397
Autres créances immobilisées	42 162 954					-1 722 829		40 440 125
TOTAUX	1 337 601 373	15 083 060	53 003 428	190 555 638	-15 083 060	-39 380 457	-232 861 293	1 308 918 688

II-1-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les amortissements et dépréciations ont varié de la façon suivante :

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31/12/2021	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	31/12/2022
Immobilisations Incorporelles	3 886 218	474 804	-8 708	4 352 314
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 886 218	474 804	-8 708	4 352 314
Immobilisations Corporelles	271 773 396	54 200 534	-99 223 502	226 750 428
Terrains	24 946 471	2 091 957	0	27 038 429
Constructions	113 798 157	39 138 901	-70 743 564	82 193 494
Installations techniques, matériels et outillages	86 323 564	6 406 202	-23 980 155	68 749 611
Collections	3 130	700		3 830
Autres immobilisations corporelles	46 702 074	6 562 775	-4 499 783	48 765 065
Immobilisations Corporelles en cours				
Participations et créances rattachées à des participations	4 444 870	0	0	4 444 870
Titres de participation	4 444 870	0	0	4 444 870
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	2 003 917	104 362	0	2 108 279
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	2 003 917	104 362	0	2 108 279
Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0
TOTAUX	282 108 401	54 779 700	-99 232 210 *	237 655 891

*SUR LES 99 232 210 € DE DIMINUTION DES AMORTISSEMENTS, 74 361 476 € CONCERNENT LES SORTIES RELATIVES AUX EVALUATIONS DE FRANCE DOMAINE

II-1-3) TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

RUBRIQUE	31/12/2021	Financements reçus	Financ. Reçus Evaluation France Domaine	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut	Sorties de financements Evaluation France Domaine	31/12/2022
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	389 101 131	27 908 384	170 718 866	-38 628 589	-406 159	-119 376 425	429 317 208
Financements non rattachés à un actif	-39 578 010	24 650 304	0	0	0		-14 927 706
Financements rattachés à un actif	428 679 141	3 258 080	170 718 866	-38 628 589	-406 159	-119 376 425	444 244 914
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	301 998 422		170 718 866	-31 055 903	-346 945	-102 459 811	338 854 629
Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	1 039 588	0		2 326	-444		1 041 470
Financement des autres actifs	125 641 131	3 258 080	0	-7 575 012	-58 770	-16 916 614	104 348 815
- Etat	117 765 542	1 755 361		-4 918 951	-8 806	-16 916 614	97 676 532
- ANR IA	6 140 265	1 087 359		-2 155 205			5 072 419
- Autres	1 735 324	415 360		-500 856	-49 964		1 599 863
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	92 092 009	12 681 345	13 326 752	-6 733 076	-12 615 818	-15 371 460	83 379 752
- Autres collectivités (y compris taxe d'apprentissage)	87 906 836	11 369 556	13 326 752	-5 526 481	-12 615 818	-15 371 460	81 134 093
- Union Européenne	4 185 173	1 311 789		-1 206 595			4 290 367
TOTAUX	481 193 141	40 589 729	184 045 618	-45 361 665	-13 021 977	-134 747 885	512 696 960

II-2) CREANCES ET DETTES

• COMPTES D'ATTENTE

Du fait de la mise en place de la GBCP (gestion budgétaire et comptable issue des décrets de 2012), les recettes ne sont inscrites au budget de l'établissement que lorsqu'elles ont été rapprochés de leur encaissement. Dès lors, les encaissements reçus sont conservés en avances sur des comptes d'attente pour être ensuite sortis et rapprochés des titres de recettes lorsque ces derniers sont produits. Il est donc nécessaire que les factures de vente, d'acompte et d'avance soient émises et prises en charge avant le 31/12/2022 pour impacter les bons comptes de contrepartie en recettes et créer ainsi l'impact budgétaire en « mode GBCP » (recettes encaissées budgétaires).

Sur l'exercice 2022, une analyse régulière par l'agence comptable des comptes clients a permis d'identifier les reclassements à effectuer dans les comptes au 31 décembre 2022. Ce reclassement est effectué de manière extracomptable à la demande des commissaires aux comptes en vue de la certification des comptes de l'UGA.

Ainsi, sur les 90 088 K€ en compte d'attente au 31/12/2022 (29 139 K€ en 2021), un total de 89 242 K€ a pu être identifié et faire l'objet de ce reclassement extracomptable (sans être rapproché comptablement).

Il est à noter que la forte augmentation des comptes d'attente durant cet exercice 2022 est dû à la perception des versements de l'ANR au titre de la fin de la période probatoire (non versés en 2021) et des échéances trimestrielles au titre de la dévolution des projets IDEX, LABEX et IDEFI. Elle est également dû à l'encaissement du dernier versement fait par le Ministère de la SCSP 2022.

Les sommes identifiées et donc reclassées dans le bilan concernent essentiellement :

- Les « avances reçues » sur contrats (comptes 4419 et 419) pour 71 420 K€ :
L'analyse du compte 419 (avances reçues sur les contrats gérés en prestations) a permis d'identifier 1 366 K€ d'encaissements qui aurait dû être classés au compte 4419 (avances reçues sur les contrats gérés en subventions) et qui ont donc été reclassés dans le bilan.
- 3 096 K€ correspondent à des encaissements qui n'ont pas été identifiés à temps pour être rapprochés avec les titres de recettes au compte 411.
- 11 406 K€ sont identifiés pour des subventions suivies au compte 4417 qui font fait l'objet d'une comptabilisation en factures à établir dont 6 135 K€ au titre de la SCSP 2022.
- Environ 1 948 K€ d'encaissements correspondent à des sommes à traiter au titre des opérations pour comptes de tiers.
- Et 1 032 K€ correspondent à des reversements à effectuer.

Au final, il ressort un montant de **845 K€** pour lequel le travail de reclassement n'a pu être mené, les informations disponibles étant insuffisantes pour identifier ces sommes. Pour rappel, cette analyse des comptes d'attente avait abouti à un montant de versements reçus non identifiables pour 736 K€ en 2021.

D'une manière générale, l'agence comptable se mobilise pour affecter au plus vite l'ensemble des sommes reçues. Ce travail permet de maîtriser la part des sommes non identifiées : en dépit d'une multiplication par 3 du montant des sommes inscrites en comptes d'attentes entre 2021 et 2022, la part restante à identifier reste stable par rapport aux exercices précédents.

A ce titre, il apparaît important de maintenir le lien entre les différents services de l'UGA pour recueillir les informations nécessaires à l'identification.

Il semble aussi primordial d'émettre et de prendre en charge les factures de vente, d'acompte et d'avance régulièrement, pour permettre l'émargement des encaissements reçus et réduire ainsi les comptes d'attente qui sont automatiquement alimentés à chaque encaissement reçu.

Ce travail constitue un chantier prioritaire pour la Direction Recettes de l'Agence Comptable.

Les tableaux des créances et des dettes tiennent compte de ce travail de reclassement, ainsi que la présentation du bilan.

Libellés	Comptes	31/12/2022 dans SIFAC	Retraitement	31/12/2022 au BILAN
Comptes d'attente	4718	-90 087 732	89 242 126	-845 606
Avances clients sur commandes en cours	419	-2 225 765	1 366 011	-859 754
Avances sur subventions	4419-44191	-196 063 073	-72 786 368	-268 849 442
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401	-1 190 842	-4 247	-1 195 089
Excédent à reverser	466	-137 513	-1 032 475	-1 169 988
Autres dettes	467-471-473-478	-3 251 669	-79 563	-3 331 232
Subventions à recevoir (sur titres recettes émis)	441d	5 618 607	-11 406 765	-5 788 158
Créances clients	411-412-416	12 691 307	-3 096 308	9 594 999
Opérations particulières avec entités publiques	4434	0	-1 948 116	-1 948 116
Autres comptes débiteur (ORV Paie)	463	72 695	-1 665	71 029
Compte trésor (retour de fonds)	5151	130 564 523	-252 414	130 312 109
Chèques impayés	5117	60 204	-215	59 989

- CREANCES

Compte	CREANCES	Montant net retraite au bilan	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an
Créances de l'actif immobilisé		400 588 728	0	400 588 728
	Créances rattachées à des participations	48 049		
26710000	Creances rattachees a des participations	48 049		48 049
	Autres créances immobilisées	400 540 679		
27510000	Dépôts	400 053 191		400 053 191
27550000	Cautions	206		206
27610000	Créances diverses	487 282		487 282
Créances de l'actif circulant		256 226 381	26 436 788	229 789 592
	Créances sur des entités publiques, ...	222 216 485		
44110000	Subventions d'investissement	1 240 843	1 240 843	
44170000	Subventions d'exploitation	-7 029 001	-7 592 292	563 291
44343100	Opérations pr cptes tiers entités publiques	-1 948 116	-1 948 116	
44567000	Crédit de TVA	1 317 732	1 317 732	
44586000	TVA sur factures non parvenues	541 050	541 050	
44871000	Subvention d'investissement à recevoir	27 658 450		27 658 450
44877000	Subvention d'exploitation à recevoir	200 435 527	6 839 834	193 595 693
	Créances clients et comptes rattachés	23 776 931		
41110000	Clients Ventes de biens ou prestations de services	8 728 100	8 728 100	
41200000	Clients Etudiants, élèves, stagiaires	0		0
41600000	Clients douteux ou litigieux	866 899		866 899
41810000	Clients Factures à établir	15 062 335	14 080 638	981 697
49110000	Dépréciation Clients divers	-880 403		-880 403
	Avances et acomptes versées sur commandes	1 824 929		
40910000	Fournisseurs - Avances versées sur commandes	1 824 929	1 663 080	161 849
	Créances sur les autres débiteurs	1 360 453		
46300000	Autres comptes débiteurs demandes de reversement	71 029	68 746	2 284
46780000	Autres	726 536	726 536	
47211100	DPAO Avances sur mission	72 124	72 124	
47211200	DPAO Services bancaires	3 923	3 923	
47213000	Dépenses payées avant ordonnancement fournisseurs	426 863	426 863	
47250000	Dépenses des régisseurs à vérifier	-1 569	-1 569	
47280000	Autres dépenses à régulariser	61 546	61 546	
	Charges constatées d'avance	7 047 583		
48600000	Charges constatées d'avance	7 047 583	7 047 583	
	TOTAL	656 815 108	26 436 788	630 378 320

Actif immobilisé + 1 an 100%

Actif circulant à + 1 an 90%

Total créances à + 1 an 96%

Les créances se décomposent en 2 catégories : les créances de l'actif immobilisé et les créances de l'actif circulant.

En ce qui concerne les créances de l'actif immobilisé soit **400 588 K€**, le degré de liquidité est à plus d'1 an pour l'ensemble de celui-ci.

Ce montant est élevé suite à l'intégration au 1^{er} janvier 2020 dans les comptes de l'UGA de la dotation non consommable (DNC) du plan Campus de 400 000 K€.

Concernant les créances de l'actif circulant pour un total de **256 226 K€**, on constate que le degré de liquidité n'est pas le même en fonction de la nature de la créance.

➤ Créances sur des entités publiques : **222 216 K€**

Certains financeurs versent leurs subventions sur plusieurs exercices, à l'instar de l'ANR. Il convient donc d'inscrire une partie des recettes sur subventions en échéance supérieure à 1 an, soit un montant de 563 K€. En outre, du fait du reclassement du dernier encaissement reçu au titre de la SCSP 2022 non titré, le compte se situe en négatif.

Les subventions à recevoir (PAR au comptes 44871 et 44877) pour 228 094 K€, concernent des contrats qui ne sont pas terminés et pour lesquels la facture finale n'est pas encore émise. Ce poste comprend également le PAR qui vient régulariser la notification définitive de la SCSP 2022. Le degré de liquidité est donc là inférieur à 1 an.

➤ Créances clients et comptes rattachées : **23 777 K€**

Certaines de ces créances disposent d'un degré de liquidité à plus d'1 an. Il s'agit notamment des créances sur clients douteux (dossiers en contentieux confiés à des huissiers de justice) et d'autres créances pour des clients en difficulté financière (redressement et liquidation judiciaire, plan de sauvegarde) pour 866 K€. Dès lors, la provision visant à couvrir ce risque a été ajustée fin 2022, en fonction de l'évolution de la situation des dossiers. Portée à hauteur de 880 K€ (compte 49 – dépréciation des comptes de tiers), elle permettra de compenser les éventuelles admissions en non-valeur enregistrées lors du dénouement de ces dossiers contentieux, par l'intermédiaire de reprises sur provisions.

En ce qui concerne les produits à recevoir (PAR) sur les prestations de recherche, ces créances disposent aussi d'un degré d'exigibilité à plus d'1 an pour un montant de 982 K€.

➤ Avances et acomptes sur commandes fournisseurs : **1 825 K€** dont 162 K€ en échéances de plus d'1 an.

➤ Créances sur autres débiteurs : **1 360 K€** : il s'agit de dépenses payées avant ordonnancement (PDAO) pour 503 K€, le reste concernant des dépenses à régulariser. Le degré de liquidité est essentiellement à moins d'1 an hormis quelques dossiers litigieux (2 K€).

Du fait de l'importance des programmes pluriannuels, 90 % des créances de l'actif circulant ont un degré de liquidité à plus d'1 an.

Sur le périmètre global des créances, on constate un taux de liquidité de plus d'1 an de 96 %.

• **DETTES**

Compte	DETTES	Montant net retraité au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an	Échéances + 5 ans
Dettes financières		-499 599 608	-4 206 873	-18 028 286	-477 364 449
	Dettes financières et autres emprunts				
16550000	Cautionnements	-1 005		-1 005	
16740000	Avances de l'etat et des collectivites publiques	-400 000 000			-400 000 000
16870000	Autres dettes	-99 598 603	-4 206 873	-18 027 281	-77 364 449
Dettes non Financières		-336 727 122	-54 475 397	-282 251 725	0
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-21 247 704			
40110000	Fournisseurs-Achats de biens ou presta.de services	-1 195 089	-1 195 089		
40170000	Retenues de garantie et oppositions	0	0		
40410000	Fournisseurs d'immobilisations	-53 609	-4 282	-49 327	
40470000	Fournisseurs d'immobilisat°-retenues garantie	-182 672	-181 870	-802	
40810000	Fournisseurs - Factures non parvenues	-6 870 361	-6 870 361		
40811000	Fournisseurs-Factures non parvenues-Biens&Services	-10 636 721	-10 636 721		
40840000	Fournisseurs-Fact non parvenu.Immo non auxiliairisé	-1 049 750	-1 049 750		
40841000	Fournisseurs-Fact non parvenu.Immo	-1 259 503	-1 259 503		
	Dettes fiscales et sociales	-10 655 179			
42860000	Personnel-autres charges a payer	-9 422 708	-9 422 708		
44587000	TVA sur facturation à établir	-680 471	-680 471		
44860000	État autr coll. publiques - Charges a payer	-552 000	-552 000		
	Avances et acomptes reçues	-282 194 596			
41910000	Clients - Avances reçues sur commande en cours	-859 754		-859 754	
41920000	Clients Etudiants,élèves,stagiaires avances reçues	0	0		
44191000	Avances sur subventions	-268 849 442		-268 849 442	
44193200	Avances sur revenus de dotation financement actifs	-12 485 400		-12 485 400	
	Autres dettes non financières	-5 353 788			
46631000	Virements a réimputer non auxiliairisé	-16 260	-16 260		
46633000	Virements a réimputer (fournisseur)	-100 290	-100 290		
46640000	Excedents de versement à rembourser	-1 053 438	-1 053 438		
46710000	Aide à la mobilité internationale	-690 179	-690 179		
46740000	Taxe d'apprentissage	-274 922	-274 922		
46780000	Autres	0			
47110000	Recettes perçues avant émission de titre	-441 250	-441 250		
47150000	Recettes des regisseurs a verifier	-195 634	-195 634		
47182100	Autres recettes a classer client	-639 463	-639 463		
47182800	Autres recettes à classe	-195 552	-195 552		
47183000	Autres recettes a classer fournisseurs	-10 591	-10 591		
47310000	Recettes à transférer	-1 710 302	-1 710 302		
47312100	Recettes à transférer auxiliairisé client	-18 907	-18 907		
47400000	Comptes d'attente	-7 000		-7 000	
	Produits constatés d'avance	-17 275 855			
48700000	Produits constatés d'avance	-17 275 855	-17 275 855		
	TOTAL	-836 326 730	-58 682 269	-300 280 011	-477 364 449
	Taux de liquidité		7%	36%	57%

Le total des dettes d'élève à **836 327 K€** en tenant compte de la dotation non-consomptible de l'Etat pour le plan Campus, soit 436 327 K€ sans la DNC. Le degré d'exigibilité du passif dépend de la nature de la dette.

- Pour les dettes financières : **499 600K€** dont 400 000 K€ de DNC (compte 1674) et 99 599 K€ concernant l'emprunt PPP restant à rembourser au 31.12.2022 aux 3 « PPPistes » dans le cadre des contrats PPP GREENER, PILISI et SHS au titre du R1-capital (compte 1687).
- Pour les dettes non financières pour un total de **336 727 K€**, elles se décomposent ainsi :
 - Fournisseurs et comptes rattachés (21 248 K€) : il s'agit de l'ensemble des factures fournisseurs qui doivent être payées réglementairement sous 30 jours, à savoir les factures en attente de règlement (1 431 K€) dont l'échéance est à moins d'1 an d'une part et les charges à payer (factures non parvenues) pour 19 816 K€ (17 507 K€ en fonctionnement et 2 309 K€ en investissement) dont les échéances sont à moins d'1 an.
 - Dettes fiscales et sociales (10 655 K€) : ce sont des charges à payer (CAP) sur masse salariale (9 423 K€), de la TVA collectée sur les flux croisés entre l'UGA et sa filiale FLORALIS (680 K€) et une charge à payer (CAP) au titre des taxes foncières TFPB dues sur l'année 2019 au titre des bâtiments PPP (552 K€). Ces dettes relèvent d'une échéance à moins d'1 an.
 - Avances reçues et acomptes (282 194 K€ aux comptes 419 et 4419) : cela concerne des versements reçus pour des prestations de recherche et des subventions sur contrats de recherche pour lesquelles le contrat est toujours en cours dont les échéances sont à plus d'1 an. Le poste des avances tient compte également des revenus perçus au titre de la dotation non consomptible (12 485 K€).
 - Autres dettes non financières (5 353 K€) : ce sont des encaissements en attente de reclassement vers les comptes clients ou de rapprochement aux titres de recettes (3 219 K€), des excédents de versements à rembourser (1 053 K€), le solde sur la subvention « Aide à la Mobilité Internationale » (690 K€), des reliquats de taxe d'apprentissage (275 K€).
 - Produits constatés d'avance (17 276 K€) : il s'agit de rattacher la part des recettes titrées en 2022 mais qui concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières).

II-3) TRESORERIE NETTE

La situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

Données exprimées en euros		31/12/2021	Mouvements	31/12/2022
Dépôt de fonds et caisse	5151 -5159+531	98 646 670	31 917 853	130 564 523
Valeurs à l'encaissement	511	-42 135	22 794	-19 341
Régies et menues dépenses	543+545+548	91 642	-3 041	88 601
TRESORERIE ACTIVE		98 696 177	31 937 606	130 633 783
Cautionnements	165	-1 005	0	-1 005
DETTES FINANCIERES		-1 005	0	-1 005
TRESORERIE NETTE		98 695 172	31 937 606	130 632 778

La trésorerie de l'UGA s'élève à **131 633 K€** fin 2022 dont 252 K€ de retours de fonds

II-4) FONDS PROPRES

Les fonds propres de l'université sont composés des éléments suivants :

- La valeur de biens remis en dotation, sous déduction des amortissements neutralisés,
- Les réserves de l'établissement, représentant le montant cumulé des résultats des exercices précédents des ex-universités,
- Le report à nouveau regroupant des écritures de régularisations et des résultats en attente d'affectation définitive dans les réserves,
- Le résultat de l'exercice,
- Les financements en provenance de l'Etat et de son opérateur public, l'ANR,
- Les financements en provenance d'autres tiers, collectivités locales ou établissements publics, Union européenne.

Le tableau de variation des fonds propres se présente ainsi :

Comptes	31/12/2021	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Reprise en résultat des financements	Correction erreur	Sorties de financements	Sorties de financements Evaluation France Domaine	Financ. Reçus	Financ. Reçus Evaluation France Domaine	31/12/2022
101 & 104	389 101 131			-38 628 589		-406 160	-119 376 425	27 908 384	170 718 86	429 317 207
131 & 134	92 092 009			-6 733 076		-12 615 818	-15 371 460	12 681 345	13 326 752	83 379 752
106	115 637 260									115 637 260
11	-6 280 069	13 126 679			-16 482 335					-9 635 724
12	13 126 679	-13 126 679	-1 770 775							-1 770 775
	603 677 010	0	-1 770 775	-45 361 665	-16 482 335	-13 021 978	-134 747 885	40 589 729	184 045 618	616 927 719

Les corrections d'erreurs sont essentiellement constituées de l'impact de l'intégration des nouvelles évaluations du service France Domaine :

	Montant	Note de l'annexe
Valeur brute des biens avant revalorisation	-232 861 293	II-1-1)
Amortissements cumulés des biens avant revalorisation	74 361 476	II-1-2)
Financements comptabilisés avant réévaluation	134 747 885	II-1-3)
Valeur brute des biens après réévaluation	190 555 638	II-1-1)
Financements des biens après réévaluation	-184 045 618	II-1-3)
Autres corrections	<u>759 577</u>	
Correction d'erreur	-16 482 335	

II-5) PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

UGA AGREGE Année 2022	Tableau des provisions			
	31/12/2021	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/2022
Provisions pour risques	491 912	301 768	- 201 765	591 915
Provisions pour litiges	491 912	301 768	- 201 765	591 915
Autres provisions pour risques				-
Provisions pour charges	3 675 582	351 395	-	4 026 977
Provisions pour CET	3 620 897	344 419		3 965 316
Prov alloc perte d'emploi indemnités licenciement	54 685	6 976		61 661
Total des provisions	4 167 494	653 163	- 201 765	4 618 892

Les **provisions** de l'exercice 2022 comptabilisés pour **4 618 K€** (compte 15) concernent :

- o Une provision pour risques sur des litiges juridiques pour **592 K€** pour des dossiers suivis par le service juridique de l'université en cours d'instruction (592 K€) ainsi que le dossier FIPH (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées) dont le risque de redressement a été évalué à 60 K€.
- o Des provisions pour passifs pour **4 027 K€** dont l'essentiel (+ de 98%) concerne la provision pour CET le reste concernant les ARE (allocation de retour à l'emploi).

Par ailleurs, des **dépréciations** pour tenir compte des valeurs nettes des participations de l'UGA au capital de FLORALIS, de SUPERGRID et de la SATT Linksiem ont été comptabilisées pour **6 553 K€** ainsi que des dépréciations des comptes clients pour **880 K€** (clients douteux).

RUBRIQUE	Comptes	Solde ouverture	Dotations exercice	Reprises exercice	Solde clôture exercice
Dépréciations des immobilisations	2961/2971	6 448 787	104 362	-	6 553 149
Dépréciations des stocks en cours		-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	4911	1 184 895	130 659	- 435 150	880 403
Dépréciations des comptes financiers		-	-	-	-
Total des dépréciations		7 633 682	235 021	- 435 150	7 433 552

II-6) COMPTES DE REGULARISATION

Les charges constatées d'avance (CCA) pour un total de **7 047 K€** recouvrent les opérations liées à FLORALIS pour 6 221 K€ et le solde pour une série de petits mouvements habituels en lien avec la maintenance, les locations ou les abonnements. Ces CCA seront reportées (méthode de l'extourne) pour être rattachées en charges sur 2022.

Les produits constatés d'avance pour un total de **17 276 K€** concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières

FLORALIS :

L'UGA a obtenu un état détaillé des produits et des charges engagées par FLORALIS dans le cadre des contrats tripartites devant faire l'objet de flux croisés.

Sur la base de ces éléments, ont été comptabilisés en 2022 :

Sur les contrats en cours : Un produit à recevoir (PAR) de **2 961 K€ HT** et une charge à payer (CAP) de **2 705 K€ HT** sur la base d'un état détaillé de la situation comptable des contrats en cours et des pièces justificatives correspondantes (documents attestés par la direction de FLORALIS).

Sur les contrats clos : FLORALIS reverse des reliquats à l'UGA sur des contrats clos ce qui donne lieu à des PAR dans les comptes de l'UGA. En 2022, des PAR ont été comptabilisés à hauteur de **243 K€ HT**.

Contrats de « resourcing » : L'UGA confie à sa filiale FLORALIS des prestations de soutien au développement de l'activité de recherche de ses laboratoires. Des contrats de prestations (appelés « resourcing ») sont établis avec des échéances. En fin d'année, FLORALIS, sur la base de sa comptabilité analytique, détermine les produits sur contrats de prestations non encore consommés et comptabilise des PCA à due concurrence. C'est la raison pour laquelle l'UGA a enregistré en 2022 des CCA à hauteur de **6 221 K€** correspondant aux PCA comptabilisés par FLORALIS afin d'assurer la réciprocité des comptes avec sa filiale.

Reversement des frais de gestion (4%) : FLORALIS reverse à l'UGA des frais de gestion sur l'ensemble des contrats ce qui donne lieu à un PAR annuel : **199 K€ HT** en 2022.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

III-1) PRODUITS

Le total des produits de fonctionnement du compte de résultat d'exploitation s'élève à **549 710 K€**.

Produits sans contrepartie

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	453 795 626	441 555 907
Subventions pour charges de service public	387 547 603	376 042 639
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	63 681 419	62 176 753
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs	238 898	150 799
Produits de la fiscalité affectée	2 327 706	3 185 716

Il s'agit des subventions publiques (Etat, collectivités locales, Union européenne) comptabilisées au compte 74 pour un total de **453 795 K€** :

- **La SCSP, subvention pour charge de service public (c/7411)** s'élève 387 547 K€. Il est à noter une augmentation par rapport à 2021 sur ce poste.
- **Les Subventions de l'Etat et des entités publiques (c/741-744-748)** représentent 63 681 K€ dont 387 K€ au titre de la taxe d'apprentissage.

Il s'agit, également, des **produits de la fiscalité affectée** pour 2 327 K€ qui correspondent à l'enregistrement de la CVEC. Ce poste est en diminution par rapport à 2021 (3 185 K€) du fait d'un changement des modalités de versements survenu en fin d'exercice.

Produits avec contrepartie (produits directs d'activité)

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	50 022 085	49 934 305
Ventes de biens ou prestations de services	31 210 144	31 311 645
Produits des cessions d'éléments d'actif	413 160	353 017
Autres produits de gestion	18 398 780	18 269 642
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		

Les ventes et prestations de services en 2022 pour 31 210 K€ correspondent principalement à l'enregistrement de :

- Droits d'inscription pour 9 749 K€
- Formation continue et apprentissage pour 11 231 K€
- Mise à disposition de personnels pour 3 508 K€
- Locations de locaux pour 1 551 K€
- Etudes, prestations de recherche et publications pour 2 915 K€

Pour les produits de cession d'éléments d'actif s'élevant à 413 K€ : il s'agit notamment de la refacturation de travaux (FMT) dans le cadre du PPP Greener.

Les autres produits de gestion courante pour 18 398 K€ se composent essentiellement :

- 5 343 K€ pour des factures de vente vers FORMASUP,
- 3 402 K€ de PAR (produits à recevoir) envers la filiale FLORALIS dont 2 961 K€ au titre des flux croisés 2022 et 243 K€ pour les reliquats dû à l'UGA sur des contrats arrivés à terme fin 2022 et 198 K€ de frais de gestion,
- 3 276 K€ de refacturation concernant la gestion IAE et Polytech
- 2 260 K€ provenant de facturations au titre de l'aménagement Campus (refacturation d'eau ...).
- 837 K€ de cession de brevet.

Les autres produits (reprises sur financements, sur dépréciations et provisions) :

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
Autres produits	45 892 253	21 138 579
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	623 662	605 683
Reprises du financement rattaché à un actif	45 268 591	20 532 896

- **Les reprises de provisions pour risques et charges de fonctionnement de 201 K€** concernent des reprises de provisions sur des dossiers suivis par le service juridique de l'université.
- **Les reprises des dépréciations d'actifs circulants pour 422 K€** concernent des provisions pour clients douteux dont les dossiers se sont dénoués favorablement (les clients ont réglé leurs dettes) ou ont été admis en non-valeur (vote en CA).
- **Les reprises de financement** externe de l'actif (en lien avec les amortissements des biens rattachés à ces financements) ont été comptabilisées pour **45 269 K€** fin 2022 (20 533 K€ fin 2021) dont 75 K€ ont été comptabilisés au titre de la reprise des financements sur les biens financés sur conventions RA (Ressources affectées de 2009 à 2012).

Les produits financiers

Il a été comptabilisé **9 K€** de recettes sur des gains de change sur des opérations effectuées en devises étrangères.

III-2) CHARGES

Le total des charges du compte de résultat d'exploitation s'élève à **551 490 K€**.

Les achats et consommations

Pour un total de **63 392 K€**, ces achats concernent les dépenses enregistrées sur les comptes 60 (achats), 61 (services extérieurs) et 62 (autres services extérieurs) correspondant aux dépenses dites « en relation directe avec l'activité ». Elles sont nécessaires et indispensables à la viabilisation et au bon déroulement des activités de l'établissement : fluides, fournitures et petits équipements des composantes, laboratoires et services centraux, prestations de service assurés par des tiers extérieurs dans le cadre de contrats pour la maintenance des locaux et installations, les locations de photocopieurs et autres petits équipements.

Parmi ces dépenses, les postes les plus significatifs sont :

- Fournitures, matériels d'enseignements et de recherche 3584 K€
- Fournitures d'entretien 3 709 K€
- Frais de transport et frais de déplacements, frais de missions et de colloques 2 730 K€
- Frais de restauration et de réception 1 736 K€
- Frais de formation des personnels 1 644 K€
- Frais d'électricité 5 141 K€
- Frais de gaz et de chauffage 5 142 K€
- Frais de nettoyage 5 400 K€
- Frais de maintenance-réparation des biens 2 148 K€
- Frais de Gardiennage 979 K€
- Frais de Sous-traitance 2 613 K€
- Petits équipements 4043 K€
- Publications et frais de publicité et frais postaux 1 235 K€

Charges de personnel

Les charges de personnels sont composées comme suit :

Charges de personnel	2022
Salaires, traitements et rémunérations diverses	241 803 758
Charges sociales	156 550 585
Autres charges de personnel	2 113 224
TOTAL	400 467 566

Les charges de personnel s'élèvent à **400 468 K€**.

Autres charges de fonctionnement

Pour un total de **28 342 K€**, les principaux postes sont :

- Les redevances sur brevets (2 904 K€)
- Les reversements aux partenaires sur conventions (3 880 K€)
- Les annulations de recettes sur exercices antérieurs (954 K€)
- Versement des subventions et aides diverses (1 319 K€)

Charges d'intérêts

Elles concernent pour 4 102 K€ les intérêts d'emprunts et dettes assimilées

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions (comptes 68) ont été comptabilisés en 2022 pour **54 629 K€** et se décomposent en :

- Des dotations aux amortissements sur les biens immobilisés pour 53 754 K €
- Des dotations aux provisions et pour dépréciations (cf. chapitre II-5 sur le détail des provisions) pour 875 K€, qui permettent de couvrir les risques liés aux congés posés sur le CET (Compte Epargne Temps) et ARE (Allocation Recherche d'Emploi) pour 351 K€, les risques liés aux litiges 302 K€, les risques sur clients douteurs pour 117 K€ et pour tenir compte de la dévalorisation de la participation au capital de la société SUPERGRID et de la SATT LINKSIUM pour 104 K€ (c/6866).

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

IV-2) EFFECTIFS

En 2022, les effectifs rémunérés, en dehors des heures complémentaires et vacances d'enseignement, s'élèvent à 5 827 ETPT (équivalents temps plein travaillés) pour un plafond d'emplois de 5 938 ETPT. Ces effectifs rémunérés sont répartis en 2 682 ETPT en personnels non enseignants et 3 145 ETPT en personnels enseignants.

IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La CAF atteint 6 993 K€ sur l'exercice.

Par ailleurs le différentiel entre les dotations aux amortissements et provisions et les reprises de financements (neutralisation des amortissements) et des reprises de provisions crée un impact net sur la CAF 2022 de 8 485 K€.

UGA 2022	
Résultat	-1 770 775
+ Dot aux amortissements et provisions	54 629 282
- Reprises des quotes-parts de financement d'actifs	-45 268 591
- Reprises provisions et dépréciations	-623 662
- Produit de cession d'actifs	-413 160
+ VNC (Valeur nette comptable des actifs cédés)	440 730
CAF	6 993 823

IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Le fonds de roulement net global incluant les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur actif circulant, passe de **57 377 K €** (31.12.2021) à **50 761 €** (31.12.2022), soit une diminution de 6 616 K €. Il représente **36 jours** de dépenses de fonctionnement 2022 (en dépenses décaissables).

Le besoin en fonds de roulement BFR de fin d'exercice est négatif (- 79 873 K€) constituant ainsi une situation favorable en termes de trésorerie puisqu'un besoin négatif (dettes supérieures aux créances) signifie qu'il n'y a pas nécessité de faire appel au fonds de roulement pour financer les besoins de trésorerie.

IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Etat néant.

IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Soldes liés à FLORALIS	2021	2022
Titres de participation (brut)	5 500 002	5 500 002
Créances rattachées à des participations	110 549	48 049
Créances clients et comptes rattachés	4 908 116	4 617 898
Charges constatées d'avance	-5 285 142	- 6 221 223
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 466 399	3 446 614
PAR flux croisés FLORALIS	4 199 932	3 552 933
CAP flux croisés FLORALIS	3 310 079	3 246 298

Une dépréciation des titres de participation reste comptabilisée au compte 296 pour 4,4 M€.

Informations financières sur FLORALIS	2021	2022*
Chiffre d'affaires	11 833 149	11 510 409
Résultat de l'exercice	117 174	104 259
Capitaux propres (avant résultat)	1 230 623	1 347 797
Capitaux propres (avec résultat)	1 347 797	1 452 056

* Sur la base des comptes provisoires 2022 transmis à l'UGA et non encore certifiés par le commissaire aux comptes de la filiale.



RAPPORT DE L'ORDONNATEUR exercice 2022

Conseil d'administration du 14 mars 2023

DIRECTION DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DELEGUEE DES RESSOURCES HUMAINES



Table des matières

I.	L'ANALYSE DU RESULTAT 2022 EN COMPTABILITE BUDGETAIRE	4
1.	L'exécution des dépenses	5
2.	L'exécution des recettes	10
II.	L'ANALYSE DE L'EXECUTION EN COMPTABILITE GENERALE ET L'EVOLUTION PAR RAPPORT AU COMPTE FINANCIER 2021	14
1.	Les produits de fonctionnement de l'établissement	18
1.1	Vision d'ensemble des produits.....	18
1.2	Les subventions de l'Etat	19
1.3	Les autres subventions.....	21
1.4	Les ressources propres.....	22
2.	Les charges de l'Établissement	26
2.1	Les charges de rémunération et la consommation des ETPT	26
2.1	Les charges de fonctionnement.....	34
2.2	Répartition par secteurs et comptes comptables.....	35
2.3	Les charges décaissables classées par secteur d'activités	38
III.	LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE FONDS DE ROULEMENT	39
1.	Les amortissements et leur neutralisation	39
2.	Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement	40
3.	La soutenabilité financière	44

L'exercice financier 2022 est marqué par la reprise de l'activité après deux années très affectées par la crise induite par le Covid-19. Il est également marqué par le contexte de conflit en Ukraine et l'augmentation des prix en particulier des fluides qui s'en est suivie. Les charges de masse salariale connaissent une progression plus forte en raison de la hausse du point d'indice intervenue en juillet 2022 (+ 3% par rapport à 2021). Dans ce contexte, les charges de l'établissement ont augmenté de 6,1% par rapport à l'année 2021. Les produits ont progressé eux de 2,7%, grâce au dynamisme des ressources propres (+8,2%), notamment des subventions ANR. Ceci est en cohérence avec l'action 3.5.4 du contrat pluriannuel de l'UGA qui vise à disposer de stratégies d'accroissement des ressources propres.

L'UGA termine l'activité sur un léger déficit de 1,7 M€ (soit 0,13% du total des charges). Ce déficit est cependant inférieur à la prévision au budget initial qui tablait sur un chiffre de -2,3 M€, chiffre revu à la baisse au gré des différents budgets rectificatifs en lien avec l'évolution du coût des fluides. Au final, la hausse du coût des fluides n'a pas à l'origine de ce déficit puisque, grâce aux conditions climatiques clémentes et aux efforts de sobriété, elle a pu être contenue à un niveau légèrement inférieur à la compensation exceptionnelle de 2,9 M€ versée par l'Etat.

En revanche, la hausse du point d'indice que l'Etat n'a pas été compensé, comme il le devait pour ce qui concerne les personnels titulaires, a un impact net sur notre résultat de -5,4 M€. Par ailleurs, L'Etat a changé au cours de l'année 2022 la règle de reversement aux établissements de la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) en supprimant l'acompte et en effectuant le versement intégral en fin d'année universitaire. Ce changement de règle n'est pas neutre sur nos recettes de 2022 et donc sur le résultat puisque notre encaissement de CVEC en 2022 a été amputé de l'acompte au titre de l'année universitaire 2022/2023 qui aurait dû être de 0,9 M€. Sans ces deux éléments inattendus d'un impact cumulé de 6,3 M€, le résultat aurait été excédentaire de 4,6 M€ et donc supérieur aux projections initiales de la trajectoire financière qui visait un très faible déficit.

Signalons également que, le pic de la crise sanitaire passé, la reprise d'activité sur les contrats de recherche s'est accompagnée d'un peu de déficit par un effet de rattrapage des excédents exceptionnels de 2021. En effet, de nombreux contrats en 2021 avaient été clôturés en excédent faute pour leur porteur de pouvoir réaliser les dépenses dans les temps du fait de la crise sanitaire ; avec la reprise, ces dépenses ont pu être réalisées en 2022.

Notre politique d'investissement reste active, notamment grâce à la poursuite des opérations immobilières financées par le plan de relance mais également par des investissements sur fonds propres (dont 6,5 M€ de GER) en croissance tendancielle dans le secteur immobilier comme dans celui des équipements informatiques et scientifiques. Cette activité, faute d'un niveau d'autofinancement suffisant pèse sur le fonds de roulement qui s'est dégradé de l'équivalent de 12 jours de fonctionnement en 2022 : celui-ci, à hauteur de 50 M€ soit 32 jours de fonctionnement, reste cependant au-dessus du seuil de prudence de 15 jours, tout comme la trésorerie qui représente 82,5 jours de fonctionnement.

I. L'ANALYSE DU RESULTAT 2022 EN COMPTABILITE BUDGETAIRE

Le tableau 1 établit le solde budgétaire par comparaison entre toutes les recettes encaissées au cours de l'exercice 2022 et toutes les dépenses exécutées, qu'il s'agisse de masse salariale, de fonctionnement ou d'investissement.

Les dépenses se sont élevées à 533 202 k€ en autorisations d'engagement et 548 688 k€ en crédits de paiement alors que les recettes encaissées se sont chiffrées à 523 564 k€. Le solde budgétaire, en termes de crédits de paiement, se monte ainsi à - 25 124 k€. L'ampleur du déficit est pour une large part due à des décalages dans le versement de la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) qui n'ont pas permis l'émission d'un titre à fin 2022 pour le solde, ou encore à des retards de l'émission de titres de l'IdEx, comme cela sera évoqué dans l'analyse ci-dessous. Il s'explique aussi par le décalage en investissement entre la réalisation des dépenses et l'encaissement des subventions versées selon le niveau de réalisation des opérations. Le déficit est au final à peine supérieur à la prévision faite au BR 3 (23 932 k€) du fait d'une sous-exécution légèrement plus faible en dépenses qu'en recettes (cf. tableau 2).

Tableau 1 : Solde budgétaire 2022

En k€	DEPENSES						RECETTES				En k€
	Autorisations d'engagement (AE)			Crédits de paiement (CP)			Recettes encaissées (RE)				
	Budget Initial 2022	BR3 2022	Compte Financier 2022	Budget Initial 2022	BR3 2022	Compte Financier 2022	Budget Initial 2022	BR3 2022	Compte Financier 2022	Taux exécution RE	
Personnel <i>dont contrib CAS Pension</i>	410 795	410 402	405 484	410 795	410 402	405 429	476 746	493 932	479 337	97,0%	Recettes globalisées
	116 417	109 140		116 417	109 140		380 381	386 531	380 703	98,5%	Subvention charges de service public
							18 411	20 231	20 245	100,1%	Autres financements de l'Etat
							3 148	3 394	2 227	65,6%	Fiscalité affectée
Fonctionnement	91 981	100 657	91 480	92 460	102 319	85 849	20 168	21 140	25 352	119,9%	Autres financements publics
							54 637	62 637	50 810	81,1%	Recettes propres
							74 146	63 908	44 227	69,2%	Recettes fléchées*
							11 817	6 636	14 549	219,2%	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	46 955	46 662	36 238	69 644	69 051	57 410	60 653	55 793	29 176	52,3%	Autres financements publics fléchés
							1 676	1 479	502	34,0%	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES	549 731	557 721	533 202	572 899	581 772	548 688	550 892	557 840	523 564	93,9%	TOTAL DES RECETTES
			95,6%			94,3%					
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)				-	-	-	22 007	23 932	25 124		SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

Le tableau 2 reprend les taux d'exécution budgétaire par grande masse, en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) et en trace l'évolution par rapport à l'année 2021. Globalement, les taux d'exécution qui se situaient à 94,6% en AE et à 92,69 % en CP en 2021 se sont améliorés en moyenne de 1,31%. Cette amélioration s'explique par un ajustement plus rigoureux des recettes et dépenses en cours d'exercice jusqu'au dernier budget rectificatif de déprogrammation ; elle s'explique aussi par la reprise de l'activité en fonctionnement après deux années perturbées par la crise sanitaire.

Dans le détail, le taux d'exécution reste le plus élevé sur les dépenses de masse salariale et est égal à 98,8%. L'amélioration de l'exécution est particulièrement nette (+ 8,5%) sur le fonctionnement, où des efforts particuliers ont été faits en 2022 en matière de déprogrammation : il atteint presque 91% en AE et presque 84% en CP. En revanche, le taux d'exécution des dépenses d'investissement en AE s'est dégradé passant de 92% à 77,7% : il convient de rappeler dans ce cadre l'obligation qui s'appliquait alors d'engager les opérations éligibles aux financements du Plan de relance avant le 31 décembre 2021, ce qui explique le taux d'exécution élevé pour 2021. Les taux d'exécution en CP sont au contraire un peu plus élevés en 2022 qu'en 2021.

Enfin, le taux d'exécution budgétaire en recettes s'améliore légèrement (+0,6%) pour atteindre 93,9%.

Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaire 2022

<i>Budget global</i>	<i>Autorisations d'engagement (AE)</i>				<i>Crédits de paiements (CP)</i>			
	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Taux exécution 2022	Taux exécution 2021	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Taux exécution 2022	Taux exécution 2021
Masse salariale	410 402 k€	405 484 k€	98,80%	98,26%	410 402 k€	405 429 k€	98,79%	98,25%
Fonctionnement	100 657 k€	91 480 k€	90,88%	82,42%	102 319 k€	85 849 k€	83,90%	75,25%
Investissement	46 662 k€	36 238 k€	77,66%	92,03%	69 051 k€	57 410 k€	83,14%	81,78%
Total des dépenses	557 721 k€	533 202 k€	95,60%	94,60%	581 772 k€	548 688 k€	94,31%	92,69%
Total des recettes					557 840 k€	523 564 k€	93,86%	93,20%

1. L'exécution des dépenses

Dans cette section, l'analyse du taux d'exécution, synthétisée dans le tableau 2, est reprise pour chacune des grandes masses de dépenses : masse salariale, fonctionnement (hors masse salariale) et investissement.

- **Masse salariale**

La masse salariale se répartit en deux enveloppes (hors le Service à Comptabilité Distincte (SACD) Plan Campus) : l'UB Masse salariale et l'UB Recherche. Cette dernière correspond essentiellement aux postes financés sur projets (contrats).

Le tableau 3 distingue les charges hors contrats et conventions (Non affecté (NA)) et sur contrats et conventions.

Tableau 3 : Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale en 2022

Masse salariale		En autorisations d'engagement et en crédits de paiement		
		Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution
Budget global	Recherche	28 546 k€	27 497 k€	96,32%
	UB Masse salariale	381 322 k€	377 460 k€	98,99%
	Plan Campus	534 k€	527 k€	98,59%
	Total	410 402 k€	405 484 k€	98,80%
Non affecté	Recherche	1 159 k€	1 116 k€	96,27%
	UB Masse salariale	375 671 k€	372 432 k€	99,14%
	Plan Campus	534 k€	527 k€	98,59%
	Total	377 364 k€	374 075 k€	99,13%
Contrats	Recherche	27 387 k€	26 381 k€	96,33%
	UB Masse salariale	5 651 k€	5 028 k€	88,98%
	Total	33 038 k€	31 409 k€	95,07%

Le taux d'exécution totalise 99,13% sur le budget non affecté : ce taux proche des 100% est encore en augmentation par rapport à 2021 (98,2%). Le taux d'exécution sur les contrats dans le secteur de la recherche, tout en restant bon, est un peu plus bas et est égal à 96,3% : cela s'explique par les reprogrammations des dépenses au gré de l'avancement des travaux de recherche.

- **Fonctionnement**

Le tableau 4 présente par grand secteur le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en distinguant ce qui relève du budget non affecté et des contrats.

Sur le budget non affecté, le taux d'exécution des dépenses en autorisations d'engagement atteint 94,5%. Dans le détail, le taux d'exécution est un plus faible (87,8%) dans le secteur de la formation : l'exercice de déprogrammation, encore nouveau pour les composantes, s'est fait avec une certaine prudence. Nous projetons par conséquent un taux plus élevé pour 2023.

Tableau 4 : Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en 2022

Fonctionnement		En autorisations d'engagement (AE)			En crédits de paiement (CP)		
		Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution	Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution
Budget global	Formation	25 559 k€	21 550 k€	84,32%	25 565 k€	18 883 k€	73,86%
	Recherche	31 952 k€	28 676 k€	89,75%	31 912 k€	27 093 k€	84,90%
	Documentation	3 665 k€	3 412 k€	93,11%	3 795 k€	3 095 k€	81,54%
	Services support	32 037 k€	30 554 k€	95,37%	32 382 k€	28 760 k€	88,82%
	UB Masse salariale	570 k€	551 k€	96,70%	643 k€	486 k€	75,67%
	Plan Campus	6 875 k€	6 737 k€	97,99%	8 021 k€	7 532 k€	93,90%
	Total	100 657 k€	91 480 k€	90,88%	102 319 k€	85 849 k€	83,90%
Non affecté	Formation	19 203 k€	16 859 k€	87,80%	19 154 k€	14 745 k€	76,98%
	Recherche	13 369 k€	12 833 k€	95,99%	13 379 k€	12 342 k€	92,24%
	Documentation	3 492 k€	3 334 k€	95,48%	3 619 k€	3 016 k€	83,34%
	Services support	28 136 k€	27 376 k€	97,30%	28 418 k€	26 077 k€	91,76%
	UB Masse salariale	569 k€	550 k€	96,69%	642 k€	486 k€	75,63%
	Plan Campus	6 875 k€	6 737 k€	97,99%	8 021 k€	7 532 k€	93,90%
	Total	71 643 k€	67 689 k€	94,48%	73 233 k€	64 197 k€	87,66%
Contrats	Formation	6 356 k€	4 691 k€	73,80%	6 411 k€	4 137 k€	64,53%
	Recherche	18 583 k€	15 843 k€	85,25%	18 533 k€	14 751 k€	79,59%
	Documentation	173 k€	79 k€	45,42%	177 k€	79 k€	44,81%
	Services support	3 900 k€	3 178 k€	81,48%	3 964 k€	2 683 k€	67,70%
	UB Masse salariale	1 k€	1 k€	100,00%	1 k€	1 k€	100,00%
	Total	29 014 k€	23 791 k€	82,00%	29 086 k€	21 652 k€	74,44%

Le taux d'exécution des crédits de paiement (87,7%) est inférieur de 6,7 points à celui calculé sur les autorisations d'engagement. Il est cependant meilleur qu'en 2021 (82%). En considérant le budget global, l'écart entre les taux d'exécution en AE et en CP est égal à 10,5 points dans le secteur de la formation. Globalement les écarts entre les prévisions au BR3 et l'exécution en CP s'expliquent à la fois par des retards de décaissement (factures non parvenues), des reports de dépenses sur 2023 ou une moindre réalisation de dépenses sur 2022.

Hors contrats et conventions, les principaux écarts pour les secteurs de la formation des services support se détaillent comme suit :

Formation

- Moindres dépenses ou décalage sur 2023 de dépenses pour les Instituts universitaires de technologie (IUT) (408 k€), la Faculté de Médecine (397 k€), le Collège des études doctorales (CED) (250 k€), l'UFR Langage, lettres, arts du spectacle, information et communication, journalisme (LLASIC) (151 k€), le Centre universitaire d'études françaises (CUEF) (123 k€), la Faculté d'économie (105 k€), et pour des montants moins importants sur d'autres composantes ;
- Moindre consommation pour le Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) du fait de la fermeture de la piscine et report sur 2023 des factures de fluides (433 k€) ;
- Non consommation de l'intégralité des recettes CVEC perçues en 2022 ou avant, et report sur 2023 pour 483 k€ ;
- Report de versement à Grenoble INP – UGA (GINP – UGA) des recettes de formation continue 2022 de Polytech encore gérées par l'UGA (pack 2) sur 2023 pour 817 k€ (signature de la convention en 2023) ;
- Retard de versement à GINP – UGA des sommes dues au titre de la convention de reversement 2021 liée au transfert des composantes IAE et Polytech (émission tardive du bon de commande) pour 626 k€ ;

Services support

- Décalage des décaissements pour plusieurs factures relatives au patrimoine, dont les factures de fluides de fin d'année pour plus de 1,5 M€ ;
- Enveloppe centrale pour imprévus non consommée pour près de 350 k€.

A noter que certaines des dépenses non décaissées ont toutefois bien donné lieu à un service fait en 2022 et induisent un rattachement en comptabilité générale (cf. partie II).

UB Masse salariale

- Les dépenses de fonctionnement de l'UB Masse salariale correspondent au remboursement de personnels mis à disposition de l'UGA, au versement de certaines prestations sociales, aux dépenses engagées dans le cadre d'accidents du travail. Les crédits non consommés en 2022 sont dus principalement aux retards pris dans la signature de conventions de mise à disposition.

Sur les contrats, les taux d'exécution constatés sont plus bas : 82%, pour les autorisations d'engagement, et 74,4% pour les crédits de paiement. Ils sont liés à l'avancement des projets. L'enjeu est cependant moins important puisque les dépenses sont reportables sur les années suivantes.

- **Investissement**

Le tableau 5 détaille l'exécution des dépenses d'investissement par secteur.

Tableau 5 : Le taux d'exécution des dépenses d'investissement en 2022

Investissement	En autorisations d'engagement (AE)			En crédits de paiement (CP)		
	Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution	Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution
Formation	3 807 k€	3 251 k€	85,40%	3 451 k€	2 620 k€	75,94%
Recherche	8 481 k€	5 172 k€	60,98%	9 414 k€	6 118 k€	64,99%
Documentation	1 502 k€	1 081 k€	71,95%	1 530 k€	864 k€	56,47%
Services support	25 471 k€	20 947 k€	82,24%	37 443 k€	31 186 k€	83,29%
Plan Campus	7 400 k€	5 787 k€	78,20%	17 214 k€	16 622 k€	96,56%
Total	46 662 k€	36 238 k€	77,66%	69 051 k€	57 410 k€	83,14%

Le montant des dépenses décaissées en investissement s'élève à 57 410 k€ en 2022, réparties en 16 622 k€ pour l'opération Plan Campus et 40 788 k€ hors Plan campus.

Au sein de cette dernière enveloppe, la part concernant le patrimoine représente un peu plus de 29 000 k€ qui se décline comme suit :

- Diverses opérations de gros entretien renouvellement (GER)/ maintenance pour 6 388 k€
- Diverses opérations relevant du plan de relance totalisant 5 064 k€
- Opération 14 CPER XIV Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE)/ Cluster de l'éducation pour 4 359 k€
- Opération 19 SMART CAMPUS Galerie des Amphis Centre de Langues Vivantes égal à 4 001 k€
- Opération 12 CPER XIV Aménagement antenne Valence Briffaut se montant à 3 374 k€
- Opération 13 CPER XIV réaménagement IUT1 pour 3 010 k€
- Opération 15 CPER XIV réaménagement du Centre de Recherche en Santé Intégrative (CReSI) s'élevant à 1 838 k€
- Diverses autres opérations pour un total de 995 k€.

Les dépenses relatives aux autres services centraux, à la formation et à la recherche concernent essentiellement des acquisitions d'équipement.

Sur le SACD Plan Campus, les dépenses ont concerné :

- Le projet Maison universitaire des services aux étudiants (MUSE) pour 10 663 k€
- L'aménagement du Plan Campus pour 1 350 k€
- Les 3 PPP Grenoble énergie – enseignement et recherche (GreEnER), Pôle international pour l'innovation et les systèmes intelligents (PILSI, IMAG), SHS pour 4 604 k€ (remboursement emprunts).

2. L'exécution des recettes

Les recettes encaissées par secteurs se répartissent selon le tableau 6. Le taux d'exécution budgétaire mérite, comme pour les dépenses, d'être distingué hors contrats (« recettes non affectées ») et sur contrats.

Tableau 6 : Le taux d'exécution des recettes en 2022

Recettes		En autorisations d'engagement			En crédits de paiement		
		Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution	Crédits ouverts BR3	Crédits consommés	Taux exécution
Budget global	Formation	52 806 k€	35 384 k€	67,01%	50 779 k€	36 671 k€	72,22%
	Recherche	29 928 k€	61 670 k€	206,06%	49 626 k€	43 236 k€	87,12%
	Documentation	1 986 k€	1 655 k€	83,35%	1 972 k€	1 490 k€	75,54%
	Services support	83 847 k€	86 539 k€	103,21%	83 865 k€	70 219 k€	83,73%
	UB Masse salariale	352 029 k€	348 550 k€	99,01%	352 163 k€	348 024 k€	98,82%
	Plan campus	18 953 k€	24 201 k€	127,68%	19 435 k€	23 923 k€	123,09%
	Total	539 548 k€	557 999 k€	103,42%	557 840 k€	523 564 k€	93,86%
Non affecté	Formation	42 805 k€	29 837 k€	69,70%	41 241 k€	31 844 k€	77,21%
	Recherche	11 410 k€	10 982 k€	96,25%	11 342 k€	10 619 k€	93,62%
	Documentation	1 861 k€	1 579 k€	84,88%	1 861 k€	1 393 k€	74,86%
	Services support	48 778 k€	48 419 k€	99,26%	48 778 k€	45 303 k€	92,88%
	UB Masse salariale	351 854 k€	348 274 k€	98,98%	351 988 k€	347 718 k€	98,79%
	Plan campus	18 953 k€	24 201 k€	127,68%	19 435 k€	23 923 k€	123,09%
	Total	475 661 k€	463 292 k€	97,40%	474 646 k€	460 800 k€	97,08%
Contrats	Formation	10 001 k€	5 548 k€	55,47%	9 538 k€	4 827 k€	50,61%
	Recherche	18 518 k€	50 687 k€	273,72%	38 283 k€	32 617 k€	85,20%
	Documentation	125 k€	76 k€	60,65%	112 k€	97 k€	87,02%
	Services support	35 069 k€	38 121 k€	108,70%	35 087 k€	24 916 k€	71,01%
	UB Masse salariale	174 k€	276 k€	158,31%	174 k€	306 k€	175,65%
	Total	63 887 k€	94 707 k€	148,24%	83 195 k€	62 764 k€	75,44%

Hors contrats, l'écart entre les crédits ouverts (474 646 k€) et les crédits consommés (460 800 k€) en CP est de 13 8456k€ en tenant compte du Plan Campus et hors Plan Campus (455 211 k€ de crédits ouverts, 436 877 k€ de crédits consommés).

- Formation :

L'écart est de 9 397 k€, et est justifié par :

- Des émissions tardives de facturations ou des facturations reportées sur 2023 de recettes de formation continue de certaines composantes (UFR LLASIC, Faculté d'économie) ou autres recettes (Département Sciences Drôme Ardèche (DSDA)) ;

- Un écart de près de 900 k€ sur les encaissements CVEC en raison de l'évolution des modalités de versement, modifiées par le décret n°2022-1509 du 1er décembre 2022 (cf. Partie II, section 1.4) : seul le solde de l'année universitaire 2021-2022 a été perçu, il n'y a pas eu d'acompte pour l'année universitaire 2022-2023 ;
- Des prévisions qui se sont avérées surestimées au regard de l'activité, notamment pour le CUEF (écart de 273 k€) et le SUAPS (écart de 500 k€) ;
- Un retard d'encaissement des remboursements par GINP - UGA des charges de personnel financées sur ressources propres pour les composantes IAE et Polytech au titre de 2021 (du fait d'une facturation tardive), et report sur 2023 pour la facturation au titre de 2022 (montant égal à 5 591 k€) ;
- Des encaissements des recettes des droits d'inscription nationaux des composantes et du CED en central alors qu'il est prévu une répartition partagée entre central et composantes au budget initial (écart de 3 550 k€).

En contrepartie les recettes de formation continue encaissées continuent de progresser dans certaines composantes (principalement les IUT) en 2022 et il est constaté un rattrapage de remboursements du CHU Grenoble Alpes (CHUGA) (remboursement des honoraires des maîtres de stages universitaires pour la Faculté de Médecine par le CHUGA).

- Recherche :

L'écart est de 723 k€ hors contrats et porte essentiellement sur les Houches (inscriptions et subventions encaissées moins importantes que prévues).

- Services centraux et UB Masse salariale

L'écart cumulé totalise 3 475 k€ sur ces deux secteurs. En retraitant du montant des droits d'inscription, l'écart atteint 7 025 k€.

Le principal écart porte sur la SCSP. Le compte financier fait en effet apparaître un écart de 5 829 k€ entre la prévision et la réalisation en raison de la notification tardive de la SCSP définitive et du versement tardif du solde. Celui-ci n'a pu être titré sur 2022 et sera titré sur 2023 (un produit à recevoir a été comptabilisé en comptabilité générale et l'impact est par conséquent neutre sur le résultat comptable).

Pour rappel, le montant de SCSP est passé de 330 381 k€ au BI 2022 à 386 537 k€ au BR3 en fonction des ajustements des montants notifiés dans le courant de l'année 2022, avec notamment l'attribution d'une compensation pour le surcoût énergétique d'un montant de 2 900 k€.

Tableau 7 : Détail sur l'évolution de la prévision de SCSP en 2022

	BI 2022	BR2 2022/ Notif intermédiaire	BR3 2022	Total crédits ouverts	Notification définitive	Ecart
Masse salariale	342 909k€	1 914k€		344 823k€	345 740k€	916k€
Plan de relance	1 172k€	1 154k€		2 326k€	1 172k€	-1 154k€
Fonctionnement	36 300k€	188k€		36 488k€	37 496k€	1 009k€
Aide surcoût énergétique			2 900k€	2 900k€	2 900k€	0k€
	380 381k€	3 256k€	2 900k€	386 538k€	387 308k€	771k€

Le montant de la SCSP définitive s'avère supérieure aux prévisions avec toutefois des répartitions différentes à celles attendues : les crédits de masse salariale au titre du plan de relance n'ont ainsi pas été confirmés dans le cadre de la notification définitive (cf. tableau 13).

Les autres sources d'écarts entre prévision et atterrissage sont liées des surestimations de prévisions ou des reports de facturation (Direction de l'Aménagement (DA), salaires refacturés pour la DGD Ressources humaines (DGDRH)).

Sur projets et contrats, l'écart entre prévisions et réalisations s'élève à 20 431 k€, les principales sources d'écart comprennent :

- Un retard de l'avancement de projets (Formation et Recherche)
- Un retard dans l'émission de titres IdEx
- En contrepartie il convient de souligner le taux d'exécution des recettes d'investissement liées aux opérations patrimoniales, puisque les encaissements dépassent les prévisions de 5,5 M€.

II. L'ANALYSE DE L'EXECUTION EN COMPTABILITE GENERALE ET L'EVOLUTION PAR RAPPORT AU COMPTE FINANCIER 2021

Le passage du résultat de comptabilité budgétaire au résultat de comptabilité générale, tel qu'expliqué de façon simplifiée à la Figure 1, intègre plusieurs opérations comptables visant à rattacher l'ensemble des charges et produits à l'exercice dont

- La prise en compte des charges à payer de l'année (n) : intégration des charges ayant donné lieu à service fait sur l'année (n) mais en attente de facturation et par conséquent non réglées. Par ailleurs : neutralisation du paiement des charges à payer comptabilisées en année ($n-1$) ;
- La neutralisation des charges constatées d'avance (n) : neutralisation des charges ayant donné lieu à paiement sur l'année (n) mais se rattachant à l'exercice ($n+1$) ou ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des charges constatées d'avance sur ($n-1$) ;
- La prise en compte des produits à recevoir de l'année (n) : intégration des produits à rattacher à l'année (n) mais n'ayant pas donné lieu à facturation et par conséquent non encaissés. Par ailleurs, neutralisation du règlement des produits à recevoir comptabilisés en ($n-1$) ;
- La neutralisation des produits constatés d'avance (n) : neutralisation des produits ayant donné lieu à encaissement sur l'année (n) mais se rattachant à l'exercice ($n+1$) ou ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des produits constatés d'avance comptabilisés en ($n-1$) ;
- La prise en compte des opérations d'amortissements et de leur neutralisation ;
- La prise en compte des opérations liées aux provisions : constitution de nouvelles provisions et reprise/ajustement éventuel des provisions existantes ;
- La neutralisation des flux relatifs aux investissements.



Figure 1 : Schéma simplifié du passage de la comptabilité budgétaire à la comptabilité générale.

Les opérations liées aux amortissements et aux provisions sont présentées comme non décaissables dans les tableaux ci-dessous (ils ne donnent pas lieu à paiement ou remboursement).

Le tableau 8 reprend le compte financier de l'UGA (y compris Plan Campus) et fait apparaître des charges pour un montant de 551 490 k€, contre 539 790 k€ prévus au BR3, et des produits pour un montant de 549 719 k€, contre 541 271 k€ prévus au BR3.

Le dépassement des montants prévus porte uniquement sur les charges liées aux amortissements et les produits liés à la reprise d'amortissements en raison des opérations d'intégration de la nouvelle valeur de l'actif suite à l'évaluation de France Domaine. En charges nettes, nous constatons toutefois peu d'évolutions par rapport à ce qui était prévu (cf Partie III section 1).

Le résultat 2022 s'élève à – 1 771 k€, alors que le BR3 prévoyait un résultat à + 1 481 k€, soit un écart de 3 252 k€.

Tableau 8 : Compte de résultat 2022 de l'ensemble UGA + Plan Campus

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Personnel	388 961k€	405 002k€	400 468k€	Subventions de l'Etat	413 359k€	398 359k€	431 509k€
dont contributions employeur CAS Pension	106 417k€	109 140k€	107 293k€	Fiscalité affectée	3 186k€	3 394k€	2 328k€
Fonctionnement autre que les charges de personnel	110 578k€	134 788k€	151 023k€	Autres subventions	25 011k€	60 072k€	19 959k€
				Autres produits	71 109k€	79 447k€	95 924k€
TOTAL DES CHARGES (1)	499 539k€	539 790k€	551 490k€	TOTAL DES PRODUITS (2)	512 665k€	541 271k€	549 719k€
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	13 127k€	1 481k€	0k€	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0k€	0k€	1 771k€
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	512 665k€	541 271k€	551 490k€	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	512 665k€	541 271k€	551 490k€

Hors Plan Campus (cf. tableau 9), le résultat n'est guère différent : il correspond à - 1 734 k€.

Tableau 9 : Compte de résultat 2022 de l'établissement hors Plan Campus

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Personnel	388 488k€	404 468k€	399 949k€	Subventions de l'Etat	405 416k€	390 452k€	424 170k€
dont contributions employeur CAS Pension	106 417k€	109 140k€	107 293k€	Fiscalité affectée	3 186k€	3 394k€	2 328k€
Fonctionnement autre que les charges de personnel	97 926k€	122 679k€	139 173k€	Autres subventions	25 011k€	60 072k€	19 959k€
				Autres produits	66 333k€	74 711k€	90 931k€
TOTAL DES CHARGES (1)	486 414k€	527 147k€	539 122k€	TOTAL DES PRODUITS (2)	499 946k€	528 628k€	537 387k€
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	13 531k€	1 481k€	0k€	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0k€	0k€	1 735k€
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	499 946k€	528 628k€	539 122k€	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	499 946k€	528 628k€	539 122k€

En neutralisant les charges et produits liés aux amortissements, les écarts entre la prévision et la réalisation sont détaillés dans le tableau 10.

Tableau 10 : Analyse des écarts, distinction contrats/hors contrats

Compte de résultat	Total Prévu	Total CF 2022	Ecart	Prévu hors Contrats	CF 2022 hors Contrats	Ecart	Prévu sur Contrats	CF 2022 sur Contrats	Ecart
Charges hors 68 et 656	510 785k€	496 420k€	14 365k€	448 539k€	440 725k€	7 814k€	62 246k€	55 695k€	6 552k€
Produits hors 78 et 756	521 213k€	503 414k€	17 799k€	458 961k€	451 264k€	7 696k€	62 253k€	52 150k€	10 103k€

Hors contrats, l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à 7 814 k€. L'écart est du même ordre de grandeur en produits et se monte à 7 696 k€. Par conséquent cela n'impacte pas le résultat.

Sur contrats, l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à 6 552 k€, et s'explique par l'avancement des projets concernés. En revanche, l'écart entre prévu et comptabilisé en matière de produits s'élève à 10 103 k€. Les charges et produits sur contrats sont prévus plus ou moins en équilibre au budget en raison de l'application de la comptabilisation à l'avancement qui vise à neutraliser chaque année les décalages entre la réalisation des dépenses et l'encaissement des recettes.

Le décalage entre charges et produits au compte financier engendre un impact sur le résultat à hauteur de – 3 551 k€.

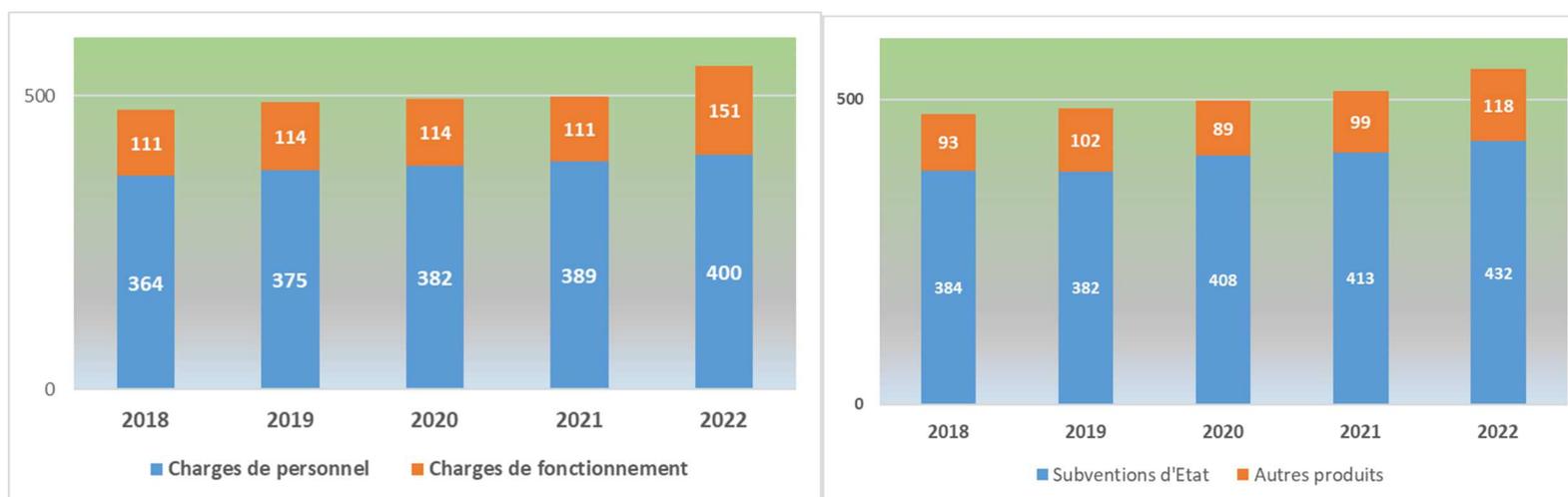
Cette situation sur les contrats s'explique principalement par plusieurs facteurs dont :

- La consommation de reliquats de contrats clôturés les années précédentes en excédent,
- La prolongation de contrats en 2022 clôturés en 2021 en excédent,
- La régularisation d'écritures comptables (erreur clôture de contrats...).

Les figures 2 et 2 bis montrent l'évolution des charges et des produits sur la période 2018 - 2022. Il convient cependant de rappeler que durant cette période le budget de l'UGA a connu plusieurs changements de périmètre et de méthodes comptables notamment en 2020/2021 à savoir l'intégration de la COMUE en 2020, la suppression des SACD avec la mise en place des unités de service, le transfert des composantes IAE et Polytech à GINP - UGA....

Il en ressort qu'après un creux largement expliqué par les impacts de la crise sanitaire sur l'activité ces deux dernières années, la progression des charges s'accélère en 2022 avec un retour à la normale mais également sous l'effet de l'inflation. Les produits ont connu, quant à eux, une progression plus régulière.

L'évolution pour 2022 doit aussi être relativisée par les opérations de revalorisation d'actif.



Figures 2 et 2bis : Evolution des charges et des produits 2018 - 2022 (M€)

Pour mémoire, le transfert des composantes IAE et Polytech, intervenu au 1er janvier 2021, impacte à la baisse certains postes de charges et de produits. Toutefois certaines charges, principalement de personnel relevant toujours du budget UGA, et certains produits étant encore comptabilisés sur le budget UGA (principalement formation continue de Polytech), des reversements réciproques des sommes dues à chaque partie doivent être réalisés. La convention de reversement 2022 est basée sur le même principe que la convention 2021. A ces flux s'ajoute la convention dite empreinte qui finalise l'équilibre financier du transfert.

1. Les produits de fonctionnement de l'établissement

1.1 Vision d'ensemble des produits

Les produits 2022 en droits constatés de l'UGA et de son SACD opération Plan Campus sont constitués des produits enregistrés, des avoirs et des opérations de clôture (produits à recevoir / produits constatés d'avance). Les tableaux 11 et 12 synthétisent les montants 2020, 2021 et 2022, respectivement pour le Plan Campus et hors Plan Campus, par grandes catégories d'origine :

- Les subventions en provenance de l'Etat (hors ANR),
- Les autres subventions,
- Les ressources propres (y compris ANR),
- Les ressources non encaissables constituées des prestations internes et des écritures liées aux reprises d'amortissement ou de provision.

Tableau 11 : Détails des produits Plan Campus (k€)

	2020	2021	2022	Ecart 21/22	Evol en %
Produits encaissables	7 435	8 737	8 356	-381	-4,4%
Ressources propres	7 435	8 737	8 356	-381	-4,4%
Produits non encaissables	3 972	3 982	3 976	-6	-0,2%
Reprises sur amortissements et provisions	3 972	3 982	3 976	-6	-0,2%
Total général	11 408	12 720	12 332	-388	-3,0%

Tableau 12 : Détails des produits hors Plan Campus (k€)

	2020	2021	2022	Ecart 21/22	Evol en %
☒ Produits encaissables	468 720	482 789	495 471	12 682	2,6%
Subventions Etat	372 030	379 206	390 021	10 815	2,9%
Autres subventions	19 496	24 225	19 571	-4 653	-19,2%
Ressources propres	77 193	79 358	85 879	6 520	8,2%
☒ Produits non encaissables	17 467	17 156	41 916	24 760	144,3%
Reprises sur amortissements et provisions	17 467	17 156	41 916	24 760	144,3%
Total général	486 187	499 946	537 387	37 442	7,5%

Il est constaté une hausse des subventions de l'Etat de 2,9% et des ressources propres de 8,2%. En revanche les autres subventions diminuent de 19,2%. La hausse des produits non encaissables fait l'objet d'une analyse distincte et est liée aux opérations d'intégration de la nouvelle valeur de l'actif.

1.2 Les subventions de l'Etat

Les subventions de l'Etat représentent 78,7% des produits encaissables du budget hors Plan Campus, la SCSP en représente 99,3% et s'élève à 387 574 k€ (tableau 13). L'augmentation de ce poste de produits est ainsi largement liée à la hausse de la SCSP : + 11,3 M€ par rapport à 2021.

Elle se décompose en une augmentation de 7 358 k€ de masse salariale et 3 986 k€ de fonctionnement, qui portent principalement sur les points suivants :

Masse salariale

- Crédits 2021 soclés à hauteur de 3 846 k€ (crédits LPR notamment) ;
- Poursuite des mesures liées à la loi de programmation de la recherche (LPR) : revalorisation du régime indemnitaire des enseignants chercheurs, contrats doctoraux, classement jeunes chercheurs, repyramidage ITRF, projets stratégiques Recherche Innovation (DSG)... avec un total de crédits supplémentaires accordés par rapport à 2021 de 1 020 k€ ;
- Financement de mesures réglementaires relatives à la rémunération ou à la protection des fonctionnaires telles que la participation au financement de mutuelles (901 k€), la revalorisation indemnitaire des filières administratives et sociales (892 k€), l'octroi d'une indemnité inflation (327 k€) sur l'année 2022 ;
- Crédits complémentaires pour la réforme des études de santé pour 594 k€ ;
- Crédits complémentaires DSG hors recherche et innovation pour 260 k€ (soutien actions de transformation structurelle et moyens STAPS).

A noter que les crédits relatifs au Plan de relance sont finalement quasiment au niveau de 2021 (1 172 k€) alors qu'une enveloppe supplémentaire avait été notifiée en cours d'année.

En revanche, concernant les crédits de la loi ORE, une décroissance s'observe puisque les montants accordés en 2022 s'élèvent à 628 k€ alors qu'ils s'élevaient en 2021 à 1 339 k€ (baisse de 711 k€).

Fonctionnement

- Soutien spécifique face au surcoût énergétique à hauteur de 2,9M€ ;
- Dotation 2022 « moyens aux laboratoires » pour 533 k€ ;
- Augmentation des crédits d'aide aux étudiants en situation de handicap pour 206 k€
- Financement de dépenses liées à la crise sanitaire (auto tests et chèque psy) en hausse de 192 k€.

Tableau 13 : Evolution SCSP 2021/2022

NATURE DES CREDITS		SCSP 2021	SCSP 2022	VARIATION	EXPLICATIONS
MASSE SALARIALE	Actions spécifiques	4 042k€	3 512k€	-530k€	
	Autres actions	365k€	1 910k€	1 545k€	
	Contrats Doctoraux	23k€	38k€	15k€	
	DSG		1 780k€	1 780k€	Bascule des financements entre 2021 et 2022 (actions spécifiques vers financements propres MS)
	IFSE	289k€	0k€	-289k€	
	Réforme scolarité INSPE		27k€	27k€	
	Loi ORE	1 339k€	628k€	-711k€	
	LPR	2 125k€	2 907k€	782k€	
	PLAN DE RELANCE	1 222k€	1 172k€	-50k€	
	PPCR	269k€	86k€	-182k€	
	Réforme études de Santé	132k€	726k€	595k€	
	SCSP	329 748k€	334 125k€	4 377k€	Crédits 2021 soclés
	Total MASSE SALARIALE		339 554k€	346 912k€	7 358k€
FONCTIONNEMENT	Actions spécifiques	1 301k€	4 846k€	3 545k€	Compensation surcoût énergétique 2022 + chèque psy et auto tests en hausse de 192 k€
	Exo droit inscription	3 030k€	3 030k€	0k€	
	LPR Moyens aux labos	829k€	533k€	-296k€	
	Opération Immobilières	200k€	200k€	0k€	
	PLAN DE RELANCE	100k€	0k€	-100k€	
	SCSP	31 217k€	32 054k€	837k€	Crédits LPR 21 soclés
Total FONCTIONNEMENT		36 676k€	40 662k€	3 986k€	
Total général		376 230k€	387 574k€	11 344k€	

1.3 Les autres subventions

Les tableaux 14 et 14bis présentent la décomposition des autres subventions respectivement par nature et par secteurs

Tableau 14 : Décomposition des autres subventions par nature

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2 021 €	2 022 €	2 021 €	2 022 €	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
⊕ Autre sub privé	182 571 €	258 518 €	2 661 008 €	2 828 525 €	75 947 €	0 €	167 517 €	0 €	243 464 €	8,6%
⊕ Autre sub public	1 203 151 €	1 412 408 €	2 680 836 €	1 261 275 €	209 257 €	0 €	-1 419 561 €	-1 €	-1 210 304 €	-31,2%
⊕ Dons et legs	61 741 €	136 653 €	89 058 €	102 246 €	74 912 €	1 €	13 187 €	0 €	88 100 €	58,4%
⊕ Subv atres coll publ	19 392 €	-195 557 €	12 514 €	17 546 €	-214 949 €	-11 €	5 032 €	0 €	-209 917 €	-657,9%
⊕ Subv de la région	448 500 €	233 220 €	3 134 228 €	3 753 735 €	-215 280 €	0 €	619 507 €	0 €	404 227 €	11,3%
⊕ Subv des communes	115 875 €	223 663 €	57 469 €	140 875 €	107 788 €	1 €	83 405 €	1 €	191 193 €	110,3%
⊕ Subv du département	161 653 €	189 853 €	315 738 €	466 949 €	28 200 €	0 €	151 212 €	0 €	179 412 €	37,6%
⊕ Subv org fin. privé				47 488 €	0 €	NA	47 488 €	NA	47 488 €	NA
⊕ Subv org inter	20 628 €	146 513 €	1 030 058 €	407 669 €	125 885 €	6 €	-622 389 €	-1 €	-496 504 €	-47,3%
⊕ Subvention UE			12 030 176 €	8 139 737 €	0 €	NA	-3 890 439 €	0 €	-3 890 439 €	-32,3%
Total général	2 213 511 €	2 405 271 €	22 011 085 €	17 166 045 €	191 760 €	0 €	-4 845 040 €	0 €	-4 653 280 €	-19,2%

Tableau 14 bis : Décomposition des autres subventions par secteurs

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
DOCUMENTATION	327 910 €	327 300 €	65 289 €	34 696 €	-610 €	-0,2%	-30 593 €	-46,9%	-31 203 €	-7,9%
FORMATION	741 289 €	436 678 €	2 112 936 €	2 098 384 €	-304 611 €	-41,1%	-14 553 €	-0,7%	-319 164 €	-11,2%
RECHERCHE	480 318 €	688 281 €	18 704 828 €	14 114 640 €	207 963 €	43,3%	-4 590 189 €	-24,5%	-4 382 226 €	-22,8%
SUPPORT	663 994 €	953 013 €	263 498 €	163 549 €	289 019 €	43,5%	-99 949 €	-37,9%	189 070 €	20,4%
UB PAIE			864 533 €	754 776 €	0 €	NA	-109 757 €	-12,7%	-109 757 €	-12,7%
Total général	2 213 511 €	2 405 271 €	22 011 085 €	17 166 045 €	191 760 €	8,7%	-4 845 040 €	-22,0%	-4 653 280 €	-19,2%

Les autres subventions représentent un peu moins de 4% des produits non encaissables. Elles enregistrent une diminution de 4 653 k€. Celle-ci porte essentiellement sur les subventions de l'Union Européenne sur le secteur de la recherche et s'explique par le non renouvellement d'ERC depuis deux ans.

Les charges exécutées du compte financier 2022 concernent notamment les projets portés par l'Institut des Science de la Terre (ISTerre) (2 332 k€), l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG) (1 516 k€), Grenoble Institut des Neurosciences (GIN) (489 k€), le laboratoire de sciences sociales (PACTE) (482 k€), l'Institut des Géosciences de l'Environnement (IGE) (361 k€).

1.4 Les ressources propres

Concernant le Plan Campus, les produits sont quasi exclusivement composés de la dotation ANR qui est enregistrée chaque année en fonction des charges réalisées. Les ressources propres s'élèvent ainsi à 8 356 k€ en 2022.

Hors Plan Campus, les ressources propres s'élèvent à 85 879 k€ et représentent 17,3% des produits encaissables de l'établissement. Elles sont en augmentation de 8,2% par rapport à 2021, augmentation qui concerne essentiellement les contrats ANR de la formation et la recherche comme le montrent les tableaux 15 et 15 bis.

Tableau 15 : Décomposition des ressources propres hors Plan Campus par nature

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
ANR	1 852 751 €	2 168 446 €	24 872 147 €	31 465 431 €	315 695 €	17,0%	6 593 284 €	26,5%	6 908 979 €	25,9%
Autres produits	19 171 772 €	20 676 141 €	315 216 €	212 959 €	1 504 369 €	7,8%	-102 257 €	-32,4%	1 402 112 €	7,2%
Droits Univ	9 459 258 €	9 749 195 €			289 937 €	3,1%	0 €	NA	289 937 €	3,1%
Form Continue et apprentissage	9 655 892 €	11 282 618 €			1 626 726 €	16,8%	0 €	NA	1 626 726 €	16,8%
Mise à dispo personnels	6 216 055 €	3 601 883 €	96 416 €	-92 911 €	-2 614 172 €	-42,1%	-189 327 €	-196,4%	-2 803 499 €	-44,4%
Produits prestations	1 560 436 €	2 211 625 €	2 186 154 €	1 888 025 €	651 189 €	41,7%	-298 130 €	-13,6%	353 060 €	9,4%
Taxe apprentissage	786 578 €	387 415 €			-399 163 €	-50,7%	0 €	NA	-399 163 €	-50,7%
taxes affectées (CVEC)	3 185 716 €	2 327 706 €			-858 010 €	-26,9%	0 €	NA	-858 010 €	-26,9%
Total général	51 888 457 €	52 405 030 €	27 469 934 €	33 473 504 €	516 572 €	1,0%	6 003 571 €	21,9%	6 520 143 €	8,2%

Tableau 15 bis : Décomposition des ressources propres hors Plan Campus par secteurs

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
Documentation	1 154 311 €	1 225 823 €	1 032 268 €	41 479 €	71 512 €	6,2%	-990 790 €	-96,0%	-919 278 €	-42,0%
FORMATION	27 618 693 €	28 169 535 €	1 674 289 €	5 682 397 €	550 843 €	2,0%	4 008 108 €	239,4%	4 558 950 €	15,6%
RECHERCHE	7 787 743 €	8 535 759 €	22 342 227 €	24 470 714 €	748 016 €	9,6%	2 128 487 €	9,5%	2 876 503 €	9,5%
SUPPORT	11 330 147 €	10 404 137 €	983 750 €	1 658 212 €	-926 010 €	-8,2%	674 462 €	68,6%	-251 548 €	-2,0%
UB PAIE	3 997 562 €	4 069 775 €	1 437 399 €	1 620 703 €	72 213 €	1,8%	183 304 €	12,8%	255 516 €	4,7%
Total général	51 888 457 €	52 405 030 €	27 469 934 €	33 473 504 €	516 572 €	1,0%	6 003 571 €	21,9%	6 520 143 €	8,2%

Les principales évolutions portent sur les postes suivants :

- Ressources propres ANR :

Le niveau de réalisé des produits sur contrats ANR reflète l'avancée des projets subventionnés.

Ainsi les produits ANR sont en augmentation du fait du reversement de l'IdEx formation à GINP - UGA (opérateur de cet axe) qui n'avait pas été réalisé en 2021 (constatation d'un produit à hauteur de la charge). La progression 2022 enregistre par ailleurs la reprise de plusieurs projets : *formation tout au long de la vie, flexible et orientée compétences* (FlexiTLV) et Graduate School@UGA (GS@UGA) pour la formation, IDÉES, IdEx pour les services support, labex pour la Recherche.

Concernant la Recherche, une hausse du préciput est également enregistrée en raison de l'évolution du mode de calcul.

- Droits Universitaires et redevances :

Sont comptabilisés dans cette rubrique les droits d'inscription nationaux en licence, master et doctorat (LMD), mais aussi les droits des diplômés établissement et les droits spécifiques.

Concernant les droits universitaires licence-master-doctorat (LMD), ils sont en légère baisse en 2022. Ce montant des droits universitaires ne tient pas compte des compensations d'exonération des étudiants boursiers qui sont perçues dans le cadre de la SCSP : la baisse des droits universitaires ne traduit pas nécessairement une baisse d'effectifs. La diminution de l'ordre de 400 k€ se répartit par composante comme suit (droits bibliothèques inclus) :

Tableau 16 : Répartition des droits d'inscription 2022 LMD par composantes

	Produits		Variations 21/22	
	2021	2022	€	%
CED	1 269 189 €	1 064 208 €	- 204 981 €	-16%
CSPM EUT	468 475 €	391 089 €	- 77 386 €	-17%
CSPM H3S	2 188 644 €	2 234 147 €	45 503 €	2%
CSPM S&T	817 761 €	767 001 €	- 50 760 €	-6%
DROIT	932 338 €	871 113 €	- 61 225 €	-7%
FEG	284 634 €	240 048 €	- 44 586 €	-16%
INSPE	111 861 €	104 728 €	- 7 133 €	-6%
IUGA	92 839 €	85 118 €	- 7 721 €	-8%
VALENCE	232 283 €	234 776 €	2 493 €	1%
Total général	6 398 024 €	5 992 228 €	- 405 796 €	-6%

Le nombre de doctorants payant les droits d'inscription diminue bien que le nombre de doctorants primo-entrants soit en augmentation.

Pour 2022 la baisse d'effectifs concerne à la fois les étudiants inscrits en licence (effet post Covid) et en master. Concernant les droits d'inscription en bachelor universitaire de technologie (BUT), ils sont en diminution du fait du développement de l'apprentissage.

D'autres droits sont au contraire en progression, c'est ainsi le cas du CUEF (+ 496 k€) qui a retrouvé une activité normale après deux années perturbées par la crise sanitaire ou encore les droits liés à l'apprentissage.

- Formation continue et apprentissage

Les produits de formation continue et apprentissage sont encore en augmentation : comme l'année dernière celle-ci résulte à la fois de la conjoncture favorable pour l'apprentissage (financements importants de l'État) et la mise en place du centre de formation pour apprentis (CFA) de l'UGA qui apporte plus de souplesse dans les ouvertures de filières et les recrutements. Une forte hausse est enregistrée en 2022 pour l'Ecole universitaire de technologie (EUT), notamment l'IUT1 qui augmente son nombre de contrats d'apprentissage et qui intègre dans le CFA de l'UGA 2 licences pro supplémentaires en 2022. A noter que cette hausse de produits ne se traduit pas complètement dans les charges pour les raisons suivantes :

- des effectifs supplémentaires qui sont venus compléter des groupes d'étudiants déjà existants ;
- une baisse des charges de refacturation Formasup pour la gestion des apprentis de l'ordre de 800 apprentis dans le CFA de l'UGA : soit environ 200 k€ d'économies pour des produits équivalents.

A noter que les produits Formasup sont également comptabilisés dans « autres produits ».

- Taxe d'apprentissage

La taxe d'apprentissage (TA) est affectée en produits de fonctionnement mais peut être également affectée au financement d'investissements. Elle est en baisse de 399 k€ par rapport à 2021 au compte de résultat. Cette diminution s'explique principalement par le fait que des régularisations d'encaissement avaient été opérés en 2021. En revanche, la TA a été davantage affectée en 2022 à des achats d'investissement : 614 k€ contre 571k€ en 2021.

- CVEC

La diminution de produits sur les reversements CVEC correspond uniquement à un changement de méthode. Les modalités de versement de la CVEC ont été modifiées en effet par le décret n°2022-1509. Depuis 2018, les produits perçus sur une année universitaire correspondaient à un acompte de 50% au titre de l'année universitaire $n/n+1$ (la part initiale sur la base des étudiants assujettis plus le solde de l'année $n-1$), et le solde de l'année universitaire $n-1/n$.

A partir de 2022, le pourcentage correspondant à la part initiale passe à 100% mais le versement n'intervient qu'en janvier 2023.

Sur l'année 2022 : l'UGA a perçu la CVEC uniquement pour le solde restant de l'année universitaire 2021-2022 et n'a pas perçu la part initiale pour l'année universitaire 2022-2023. Le montant des produits prévus et non perçus s'élève à 896 k€.

Le nouvel ajustement des dates de versement provoque ainsi un décalage entre 2022 et 2023 bien que les produits CVEC ne diminuent pas.

Les deux autres rubriques « Autres produits » et « Mises à disposition de personnel » doivent être examinées globalement. En effet certains produits ont fait l'objet de produits à recevoir en 2021 dans l'une des rubriques mais les écritures ont été réalisées dans l'autre en 2022 (remboursement des charges de personnel IAE/ Polytech).

Une diminution globale est toutefois à relever, portant notamment sur les flux croisés Floralis au titre de 2022 correspondant à moins d'émissions de factures sur les contrats concernés.

2. Les charges de l'Établissement

2.1 Les charges de rémunération et la consommation des ETPT

Le plafond des emplois de l'UGA et le suivi des ETPT

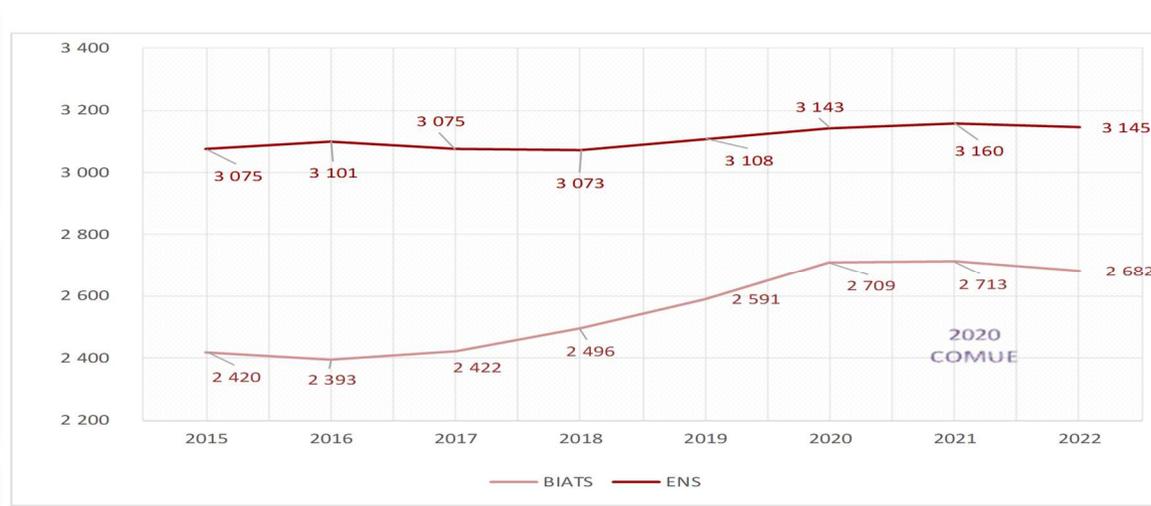
Le plafond d'emplois de l'UGA voté lors du dernier budget rectificatif s'élève à 5 938 ETPT : 4 502 ETPT sur plafond Etat et 1 436 ETPT sur plafond établissement. Le plafond notifié par le ministère pour les postes P1 s'élève à 4 732 ETPT soit une différence de 230 ETPT par rapport au plafond voté. La masse salariale allouée dans la SCSP ne permet pas de couvrir l'intégralité du plafond des emplois notifié. Le tableau 18 montre l'évolution du tableau des emplois de 2015 à 2022 alors que le tableau 19 présente l'évolution des ETPT sur cette même période.

Tableau 18 : Evolution du tableau des emplois (2015-2022)

Période d'Analyse		A Fin Décembre							
		intégration COMUE P1: 19 BIATS tit et 5 non titulaires 4 doctorants P2: 63 BIATS titulaires							
Postes Etat		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BIATSS	tit.	1 519	1 555	1 592	1 603	1 606	1 623	1 596	1 527
	Non tit	181	175	163	169	185	205	211	254
BIATSS		1 700	1 729	1 755	1 771	1 791	1 828	1 807	1 781
ENS / EC	tit.	2 049	2 042	2 043	2 041	2 039	2 035	2 015	1 987
	Non tit	734	723	707	673	637	634	644	665
ENS		2 782	2 765	2 749	2 713	2 676	2 670	2 659	2 652
Total		4 482	4 494	4 504	4 484	4 468	4 497	4 466	4 433
Postes Ressources Propres		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
BIATSS	CDI	96	99	93	91	100	123	148	192
	CDD	624	565	574	634	700	758	757	710
BIATSS		720	664	667	724	800	881	906	901
ENS / EC	CDI	25	26	26	27	29	30	31	34
	CDD	268	310	300	334	403	443	470	459
ENS		293	336	326	360	432	473	501	493
Total		1 013	1 000	993	1 085	1 232	1 355	1 407	1 395
Total		5 495	5 494	5 498	5 569	5 700	5 852	5 872	5 827

Plafond BR3 2022: 5 938
98,5%

Tableau 19 : Evolution des ETPT



L'évolution de la consommation en ETPT s'analyse comme suit :

Personnels BIATSS :

Sur le plafond 1, le nombre de titulaires BIATSS augmente entre 2015 et 2018 et se stabilise en 2019 : + 71 ETPT en 5 ans notamment grâce aux concours Sauvadet et à la création de 28 emplois FIORASO (une baisse du même ordre peut être observée sur les non titulaires permanents). L'augmentation sur 2020 provient de l'intégration des personnels de la COMUE à hauteur de 19 BIATSS titulaires et 5 BIATSS non titulaires. Cette augmentation est faiblement compensée par le plan de retour à l'équilibre qui impacte en 2020 la consommation BIATSS de 6 ETP à la baisse dont 2 ETP de titulaires. L'année 2021 est marquée par deux éléments : le contexte de la crise sanitaire induite par la Covid-19 qui a entraîné du retard sur les recrutements (sous-consommation) et les différés de campagne mis en place à la rentrée 2021 (baisse des titulaires et hausse des contractuels). Cette politique de remplacement mise en place dans le cadre de la trajectoire financière est largement visible en 2022 : 90% des départs ont été remplacés par des contractuels ce qui explique en partie la baisse de 69 titulaires et la hausse de 43 contractuels. Le solde correspond à des postes restés temporairement vacants suite à des difficultés de recrutement.

Sur le plafond 2, le nombre de CDD BIATSS augmente significativement entre 2017 et 2021 notamment suite à l'obtention de gros projets comme l'IdEx, FlexiTLV ou le *Multidisciplinary Institute in Artificial Intelligence* (MIAI) : +176 ETPT et à l'intégration de la COMUE correspondant à +63 ETP en 2020. A partir de 2021, le nombre de contractuels reste stable mais nous observons un transfert entre la ligne des CDD et celle des CDI. Cette hausse significative du nombre de CDI résulte de l'application du règlement de gestion déployé à l'UGA en 2016 qui permet de CDIser les contractuels permanents au bout de 4 ans.

Personnels Enseignants :

Sur le plafond 1, les EC titulaires sont en baisse depuis 5 ans suite à l'application du plan de retour à l'équilibre entre 2017 et 2021 et aux différés de campagne à partir de la rentrée 2021 (-56 ETP depuis 2017). Cette baisse devrait s'arrêter et se stabiliser en septembre 2023 (après 2 ans de différé). La politique de différé de recrutement entraîne en parallèle une hausse des CDD ENS et EC du plafond 1 à partir de 2021 car les postes différés sont pourvus par des CDD. La baisse importante observée sur les CDD ENS/EC de -100 ETP entre 2016 et 2020 s'explique principalement par la baisse des doctorants suite :
-au transfert d'une partie des doctorants des Ecoles Normales Supérieures aux ENS (-48 ETPT au total depuis la fusion).
-à l'application du plan de retour à l'équilibre depuis la rentrée 2017 sur les doctorants : -10 ETP à la rentrée 2017, -15 à la rentrée 2018, -15 à la rentrée 2019 et -16 à la rentrée 2020. A noter que le suivi des ETP est impacté temporairement par les prolongations accordées aux doctorants à cause de la Covid-1.

En contrepartie, sur plafond 2, les CDD ENS/EC (y/c doctorants) sont en augmentation de +200 ETP entre 2015 et 2021 : dont principalement 141 doctorants supplémentaires lors des 4 dernières années sur IdEx, 28 ETP de doctorants prolongés suite à la Covid-19 et 22 CDD sur la IOI ORE. La baisse sur 2022 s'explique par la diminution des prolongations « Covid » des doctorants.

Taux d'exécution sur les dépenses de Masse Salariale

Le suivi de la masse salariale UGA a été construit autour d'une structure financière simple et globalisée : une UB masse salariale qui intègre toutes les dépenses de masse salariale à l'exception des dépenses financées sur recettes propres de la recherche, qui sont dans l'UB recherche. Par définition, les dépenses qui restent imputées sur l'UB recherche sont intégralement financées et représentent un risque limité pour l'établissement. La tableau 20 présente le taux d'exécution de la masse salariale 2022.

Tableau 20 : Taux d'exécution de la masse salariale 2022

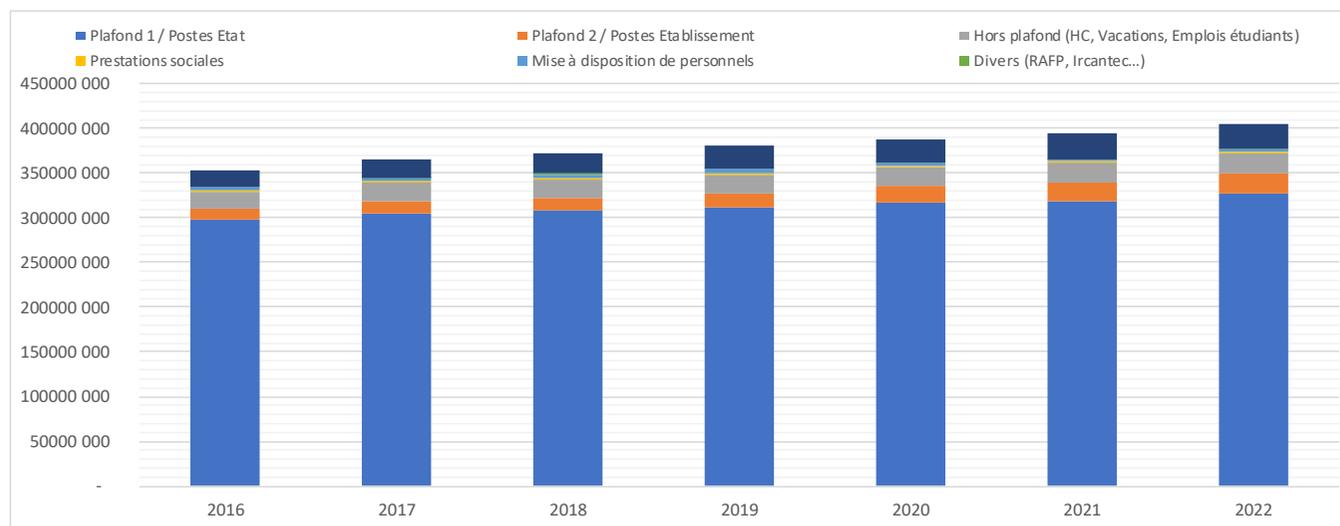
	Budget ouvert au BR3	Dépenses au 31/12/22	Ecart (Budget - Dépenses)	Taux d'exécution 2022	Taux d'exécution 2021
MS600P1 - Plafond 1	328 270 490	327 052 794	- 1 217 697	✓ 99,6%	✓ 99,5%
dont BIATS	100 733 720	99 626 566	- 1 107 154	✓ 98,9%	✓ 98,5%
dont ENS	227 536 770	227 426 228	- 110 542	✓ 100,0%	✓ 100,0%
MS600P2 - Plafond 2 et Hors plafond	48 655 814	45 873 677	- 2 782 138	✓ 94,3%	✓ 90,8%
dont dépenses sur dotation (y/c CLES, DSG, pepite Ozer)	20 283 788	19 309 042	- 974 746	✓ 95,2%	✓ 94,8%
dont dépenses sur LOI ORE	2 264 763	2 037 231	- 227 531	✓ 90,0%	✗ 77,8%
dont dépenses sur RP	19 932 398	19 233 656	- 698 742	✓ 96,5%	✓ 94,6%
dont dépenses sur eOTP	6 174 866	5 293 747	- 881 119	⚠ 85,7%	✗ 71,1%
MS600PS - Prestations sociales	1 625 000	1 565 326	- 59 674	✓ 96,3%	✓ 97,5%
MS600SR - Salaires Refacturés	3 832 409	3 637 668	- 194 741	✓ 94,9%	✓ 102,8%
MS600DIV - Divers	115 000	86 837	- 28 163	⚠ 75,5%	✗ 60,8%
MS UB RECH	28 546 480	27 483 833	- 1 062 647	✓ 96,3%	✓ 96,1%
Total	411 045 194	405 700 136	- 5 345 058	✓ 98,7%	✓ 98,3%

Le taux d'exécution global de l'UB masse salariale s'améliore depuis 2020 passant de 97,2% en 2020 à 98,2% en 2021 pour atteindre 98,7% en 2022. Cette amélioration s'explique principalement grâce au travail d'analyse effectué sur les taux d'exécution lors des budgets rectificatifs et aux déprogrammations réalisées notamment sur les projets de recherche. L'exercice a été d'autant plus difficile en 2022 compte tenu des différentes mesures ministérielles votées en cours d'année : hausse du point d'indice, mesures de la Loi de Programmation pour la Recherche (LPER) et hausse des enveloppes indemnitaires.

Analyse de l'évolution de la masse salariale

Tableaux 21 et 21 bis : Evolution de la masse salariale 2016-2021 (€)

	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	% évolution 2021/2022	% évolution 2016/2022
UB Masse Salariale	334 223 944	344 568 716	349 039 989	355 496 853	361 894 142	366 586 605	378 216 303	3%	13%
Plafond 1 / Postes Etat	297 673 867	305 735 483	309 199 277	311 678 779	316 836 248	318 823 621	327 052 794	3%	10%
Plafond 2 / Postes Etablissement	12 723 270	13 479 084	13 849 379	15 113 136	18 413 615	20 547 419	23 431 389	14%	84%
Hors plafond (HC, Vacances, Emplois étudiants)	19 185 331	20 101 761	20 379 250	21 533 887	21 445 534	21 915 527	22 442 289	2%	17%
Prestations sociales	1 732 678	2 221 940	1 716 989	1 641 774	1 266 953	1 721 163	1 565 326	-9%	-10%
Mise à disposition de personnels	2 908 798	2 872 767	3 779 614	5 390 513	3 845 494	3 450 256	3 637 668	5%	25%
Divers (RAFP, Ircantec...)	-	157 680	115 481	138 764	86 297	128 619	86 837		
UB Rech (MS sur Conventions)	19 645 288	20 064 021	22 337 800	25 228 867	26 650 352	27 934 533	27 483 833	-2%	40%
Masse salariale UGA	353 869 233	364 632 737	371 377 790	380 725 719	388 544 494	394 521 138	405 700 136	3%	15%
dont fonctionnement (MAD et FI)	912 238 €	1 350 055 €	1 109 827 €	1 714 073 €	983 508 €	681 995 €	484 074 €		



La masse salariale augmente de 11,6 M€, soit 3 %, entre 2021 et 2022. C'est la plus forte augmentation constatée depuis 2017 et depuis la création de l'UGA en 2016. Cette hausse, tout comme en 2017 s'explique en grande partie par l'augmentation de la valeur du point d'indice votée par le MESR : + 0,6% en 2017 et + 3,5% en juillet 2022 pour faire face à l'inflation historique connue en France. Au-delà du point d'indice, l'augmentation des dépenses résulte de 3 facteurs : la mise en œuvre des mesures nationales financées par le ministère, le déploiement de projets portés par l'établissement et des économies réalisées dans le cadre de la trajectoire financière.

L'UB masse salariale s'analyse ci-dessous selon 4 axes : les salaires financés sur plafond 1 (périmètre alloué dans le cadre des responsabilités et compétences élargies (RCE)), les salaires financés sur budget établissement avec les emplois sur P2 et les dépenses hors plafond (dont conventions et ressources propres), les prestations sociales et les salaires refacturés.

UB Masse Salariale - Plafond 1 : hausse de 8,2 M€

Les principaux éléments d'analyse pour justifier l'augmentation sont les suivants :

-La hausse du point d'indice au 01/07/2022 qui impacte le plafond 1 à hauteur de : **5,4 M€**

-La mise en place de la protection sociale complémentaire à hauteur de 15 € / agent au 01/01/2022 pour un coût annuel de **901 k€**

-La revalorisation du RIFSEEP des BIATS à hauteur de : **498 k€**

-La revalorisation des grilles des Cat C suite à la hausse du SMIC à hauteur de **368 k€**

-La poursuite des mesures LPR à hauteur de **2,6 M€** dont principalement : 1.6 M€ pour la refonte du régime indemnitaire (RI) des enseignants, 115 500 € pour le RI des personnels HU, 358 500 € pour le repyramidage des BIATSS, 146 000 € pour le repyramidage ENS, 220 000 € pour la hausse du salaire et l'augmentation du nombre de doctorants LPR.

La mise en place de mesures d'économies dans le cadre de la trajectoire financière a permis de limiter la hausse des dépenses et de couvrir le coût du glissement vieillissement technicité (GVT). Globalement -2,9 M€ ont été économisés et ont permis de financer un GVT estimé historiquement à 1,2 M€.

UB Masse Salariale - Plafond 2 : hausse de 2,88 M€

Les dépenses augmentent globalement entre 2021 et 2022 de 14 %. Cette augmentation résulte :

- de crédits supplémentaires dépensés sur contrats de projets pour **950 k€** (projets MIAI, ExcellencES Gates et IdEx hors recherche).

- de dépenses supplémentaires sur ressources propres à hauteur de **550 k€** notamment sur les crédits formation continue ou l'Enseignement à Distance (EAD).

- de la hausse des dépenses sur dotation à hauteur de **1,4 M€** notamment l'impact du point d'indice, la hausse du régime indemnitaire des contractuels et l'augmentation de dépenses sur dotation fléchée (DSG, LOI ORE et Réforme de santé).

Ces 3 montants intègrent le chiffrage de l'impact de la hausse du point d'indice sur le plafond 2 estimé à 520 k€.

UB Masse Salariale - Hors Plafond : hausse de 526 k€

Une augmentation de 2% est constatée entre les 2 années. Elle résulte principalement de la hausse du point d'indice au 01/07/2022 qui impacte les heures complémentaires et les vacances à hauteur de : **441 k€**.

UB Masse Salariale - Prestations sociales : baisse de 155 k€

Les dépenses sont en baisse de 9% (-155 k€). Cette baisse provient de la diminution de notre contribution au FIPH et d'une petite diminution des congés longue durée.

UB Masse Salariale – Mise à disposition : hausse de 190 k€

Les dépenses de ce CF sont relativement stables entre 2021 et 2022. Les variations résultent de l'augmentation des salaires moyens sur les conventions et de quelques conventions nouvelles.

UB Recherche : baisse de 450 k€

Les dépenses sur UB Recherche se stabilisent pour la première année depuis 2016 et affichent une légère diminution malgré l'impact de la hausse du point d'indice estimée à 456 k€.

Cette baisse résulte de la fin des prolongations des doctorants Covid et du retard pris sur l'exécution de certains projets (lancement pendant la Covid-19). Cette baisse devrait être temporaire au vu des projets nouveaux enregistrés.

2.1 Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement se composent des charges donnant lieu à décaissement et celles "non décaissables" qui correspondent essentiellement aux dotations aux amortissements et provisions.

Tableau 22 : Décomposition des charges de fonctionnement UGA hors Plan Campus (k€)

	2020	2021	2022	Ecart 21/22	Evol en %
⊕ Charges fonctionnement décaissables	76 001	72 029	88 556	16 527	22,9%
⊕ Charges fonctionnement non décaissables	26 557	25 897	50 617	24 720	95,5%
Total général	102 558	97 926	139 173	41 247	42,1%

Tableau 23 : Décomposition des charges de fonctionnement du Plan Campus (k€)

	2020	2021	2022	Ecart 21/22	Evol en %
⊕ Charges fonctionnement décaissables	2 927	4 772	4 267	-506	-10,6%
⊕ Inter emprunt dette	4 493	4 344	4 089	-255	-5,9%
⊕ Charges fonctionnement non décaissables	3 997	4 008	4 012	4	0,1%
Total général	11 417	13 124	12 368	-756	-5,8%

Le montant total des charges de fonctionnement décaissables hors Plan Campus s'élève à 88 556 k€, en augmentation de 16 527 k€ par rapport à l'année précédente (+ 22,9%). Comme pour les produits, les charges de fonctionnement non décaissables sont en forte augmentation (cf Partie III, section 1).

Les charges du Plan Campus sont au contraire en diminution de presque 11% pour un total de 4 267 k€.

L'analyse ci-dessous se concentre sur les données hors Plan Campus.

2.2 Répartition par secteurs et comptes comptables

Tableau 24 : Décomposition des charges par secteurs hors Plan Campus

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
Documentation	2 993 708 €	3 351 456 €	65 171 €	76 175 €	357 748 €	11,9%	11 004 €	16,9%	368 751 €	12,1%
FORMATION	14 221 097 €	15 990 810 €	2 906 507 €	5 933 680 €	1 769 713 €	12,4%	3 027 173 €	104,2%	4 796 886 €	28,0%
RECHERCHE	8 964 391 €	12 242 845 €	12 478 252 €	16 967 035 €	3 278 454 €	36,6%	4 488 783 €	36,0%	7 767 237 €	36,2%
SUPPORT	24 063 633 €	26 882 089 €	1 006 720 €	1 789 568 €	2 818 455 €	11,7%	782 848 €	77,8%	3 601 304 €	14,4%
UB PAIE	5 270 281 €	5 240 816 €	58 910 €	81 328 €	-29 465 €	-0,6%	22 418 €	38,1%	-7 047 €	-0,1%
Total général	55 513 111 €	63 708 016 €	16 515 560 €	24 847 787 €	8 194 905 €	14,8%	8 332 227 €	50,5%	16 527 132 €	22,9%

Les charges de fonctionnement progressent de 14,8% hors projets et conventions et de 50,5% sur projets et conventions. Les principaux postes en hausse sont les frais de missions/réceptions et les fluides correspondant à la reprise complète des activités de l'UGA (post Covid) et à la hausse des prix.

Tableau 25 : Décomposition par regroupement de comptes comptables

Étiquettes de lignes	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
Autres charges	13 086 739 €	14 345 533 €	7 166 030 €	6 615 436 €	1 258 794 €	9,6%	-550 594 €	-7,7%	708 200 €	3,5%
Fluides	8 542 433 €	11 012 922 €	3 838 €	5 137 €	2 470 490 €	28,9%	1 299 €	33,8%	2 471 788 €	28,9%
Entretiens maintenance	7 661 602 €	8 462 636 €	672 049 €	659 244 €	801 034 €	10,5%	-12 805 €	-1,9%	788 228 €	9,5%
Charges spécifiques	6 708 968 €	6 925 111 €	6 256 816 €	12 447 221 €	216 142 €	3,2%	6 190 405 €	98,9%	6 406 547 €	49,4%
Prest ext nettoyage	5 206 769 €	5 400 564 €	559 €	305 €	193 795 €	3,7%	-254 €	-45,4%	193 541 €	3,7%
Dep Fonct (MS)	4 591 081 €	4 731 056 €	522 434 €	536 019 €	139 976 €	3,0%	13 585 €	2,6%	153 561 €	3,0%
Missions et transports	1 378 139 €	3 200 989 €	554 282 €	2 800 480 €	1 822 850 €	132,3%	2 246 199 €	405,2%	4 069 049 €	210,6%
Doc et biblio	2 648 272 €	2 721 392 €	89 950 €	57 429 €	73 120 €	2,8%	-32 521 €	-36,2%	40 600 €	1,5%
Redevances	2 410 007 €	2 423 261 €	385 216 €	344 738 €	13 254 €	0,5%	-40 478 €	-10,5%	-27 224 €	-1,0%
Honoraires	1 904 249 €	2 174 517 €	729 099 €	975 325 €	270 268 €	14,2%	246 226 €	33,8%	516 494 €	19,6%
Receptions	472 934 €	1 330 867 €	135 425 €	405 862 €	857 933 €	181,4%	270 437 €	199,7%	1 128 370 €	185,5%
Prest ext gardiennage	901 919 €	979 167 €	-137 €	592 €	77 249 €	8,6%	729 €	-531,6%	77 977 €	8,6%
Total général	55 513 111 €	63 708 016 €	16 515 560 €	24 847 787 €	8 194 905 €	14,8%	8 332 227 €	50,5%	16 527 132 €	22,9%

- Les autres charges

Ce poste de charges regroupe plusieurs comptes qui connaissent des évolutions différentes, qui conduisent à une hausse globale de 708 k€.

Ainsi l'on peut noter en 2022 une réduction de recours à du personnel ou à certaines prestations externes. A l'inverse des fortes hausses sont enregistrées sur les postes suivants :

- ✓ Locations : location de nouveaux locaux pour l'antenne de l'INSPE à Annecy, location de salles à ALPEXPO pour l'organisation des examens durant les travaux de la Galerie des Amphis, mais aussi rattrapage de loyers PILSI non rattachés à 2021 ;
- ✓ Frais d'inscription aux colloques et formation des personnels ;
- ✓ Crédit-bail immobilier : Acquisition d'un équipement scientifique par crédit-bail (spectromètre).

- Les fluides

Les évolutions constatées au compte financier 2022 (+2 472 k€, +29% par rapport à 2021) tiennent principalement aux évolutions de prix. L'effet en année pleine de ces évolutions de prix reste toutefois à venir : l'ancien marché avec des prix moyens à 6 cts / kWh courait jusque mi 2022. A fin 2022 et pour l'année 2023 le gaz coûte en moyenne 16 cts/ kWh. De même que les évolutions du prix de l'électricité auront un effet marqué sur 2023 (passage de 19 cts en 2022 à 31 cts par KWH).

Concernant l'effet volume sur 2022, les mesures de fermeture « anticipée » du chauffage au printemps et des mises en réduit partielles de décembre, combinées avec une moindre rigueur climatique ont eu un impact sur les consommations qui reste à préciser. Par ailleurs l'effet des entrées / sorties de patrimoine de 2021 à 2022 (Bergès / ESPE 38) est négligeable à l'échelle du parc (et ne porte que sur quelques mois).

L'essentiel des effets à attendre des opérations de travaux de rénovation ne seront perceptibles qu'à compter de 2024 compte tenu du calendrier des opérations du plan de relance (pas de rénovations énergétiques significatives livrées en 2022 et livraison en fin d'année 23).

- Les charges spécifiques :

La forte hausse de ce poste (+ 6 406 k€) est la traduction directe de la reprise ou la mise en place de nouveaux projets évoqués plus haut (équilibre charges/ produits) : Reversement IdEx Formation vers GINP - UGA, Reversement Flexi TLV vers IEP - UGA pour 155 k€, Bourses ERASMUS pour 200 k€, Partenariat Université Niamey +390 k€, partenariat IRD +292 k€... Une forte augmentation des reversements liés aux nombreux partenariats des Labex est également à mentionner.

En parallèle de ces évolutions on constate des charges en hausse notamment sur les composantes de formations avec la reprise de l'activité formation en présentiel en année pleine.

- Les frais de missions et de réceptions

L'augmentation des charges de 5,2 M€, soit +205%, est importante (cf. tableau 26). Elle correspond à la reprise de l'activité en année pleine, la période covid ayant conduit à une chute très forte de ces dépenses. Pour avoir une perspective plus réaliste de l'évolution, le tableau établit une comparaison également avec l'année 2019. Globalement, les dépenses en 2022 restent en diminution de 1 756 k€, soit -18,5%. Si le niveau des dépenses reste inférieur à 2019, il est cependant rapidement remonté à des niveaux élevés. Cette remontée est en partie due à des effets de prix, puisque lorsqu'on raisonne en nombre de missions par exemple, on constate que celui-ci en 2022 est encore inférieur de 25% à l'année 2019 (16 568 en 2022 contre 22 176 en 2019).

Tableau 26 : Evolution des postes comptables relatifs aux déplacements et réceptions 2019/2022

	2019	2021	2022
Divers transport	151 777 €	105 484 €	170 774 €
Voyages et Depl.	2 360 396 €	454 961 €	1 770 971 €
Frais réceptions	2 129 301 €	608 359 €	1 736 729 €
Mission	4 587 936 €	1 228 661 €	3 805 427 €
Transports collectif	262 576 €	143 315 €	254 298 €
Total général	9 494 006 €	2 540 779 €	7 738 199 €

La répartition des charges par secteurs, hors projets et sur projets est présentée dans le tableau 27.

Tableau 27 : Répartition des charges 2022 par secteurs

	Non affecté		Conventions		Non affecté		Conventions		Tous	
	2021	2022	2021	2022	Evol 2021/2022		Evol 2021/2022		Evol 2021/2022	
⊕ Documentation	5 335 €	58 069 €	-121 €		52 734 €	988,5%	121 €	-100,0%	52 855 €	1013,7%
⊖ FORMATION	832 565 €	2 569 382 €	110 793 €	518 826 €	1 736 817 €	208,6%	408 033 €	368,3%	2 144 850 €	227,4%
Mission	530 859 €	1 249 983 €	62 511 €	277 632 €	719 125 €	135,5%	215 121 €	344,1%	934 246 €	157,4%
Frais réceptions	221 015 €	525 946 €	32 804 €	99 268 €	304 931 €	138,0%	66 464 €	202,6%	371 395 €	146,3%
Voyages et Depl.	-80 559 €	515 580 €	6 186 €	123 592 €	596 139 €	-740,0%	117 406 €	1898,0%	713 546 €	-959,4%
Transports collectif	120 103 €	198 714 €	5 861 €	15 352 €	78 610 €	65,5%	9 490 €	161,9%	88 101 €	69,9%
Divers transport	41 147 €	79 159 €	3 431 €	2 982 €	38 012 €	92,4%	-449 €	-13,1%	37 563 €	84,3%
⊖ RECHERCHE	415 421 €	2 162 913 €	567 729 €	2 653 504 €	1 747 492 €	420,7%	2 085 776 €	367,4%	3 833 268 €	389,9%
Mission	241 836 €	793 170 €	433 432 €	1 353 466 €	551 334 €	228,0%	920 035 €	212,3%	1 471 368 €	217,9%
Frais réceptions	230 876 €	738 229 €	101 723 €	285 618 €	507 354 €	219,8%	183 895 €	180,8%	691 248 €	207,8%
Voyages et Depl.	-71 356 €	604 267 €	9 785 €	967 713 €	675 623 €	-946,8%	957 928 €	9789,5%	1 633 551 €	-2653,1%
Transports collectif	6 445 €	16 728 €	5 579 €	16 657 €	10 283 €	159,5%	11 078 €	198,6%	21 361 €	177,6%
Divers transport	7 619 €	10 518 €	17 209 €	30 050 €	2 898 €	38,0%	12 841 €	74,6%	15 739 €	63,4%
⊕ SUPPORT	597 591 €	-258 551 €	11 306 €	34 013 €	-856 141 €	-143,3%	22 707 €	200,8%	-833 435 €	-136,9%
⊕ UB PAIE	162 €	43 €			-119 €	-73,5%	0 €	NA	-119 €	-73,5%
Total général	1 851 073 €	4 531 856 €	689 707 €	3 206 343 €	2 680 783 €	144,8%	2 516 636 €	364,9%	5 197 419 €	204,6%

La baisse constatée sur les services support correspond au solde de l'ancien marché voyageur traité en support à fin 2021 (et produisant une extourne de charge à payer non répartie sur les autres secteurs en 2022).

2.3 Les charges décaissables classées par secteur d'activités

Tableau 28. Répartition des charges par secteurs d'activité (hors Plan Campus)¹

	2021	2022	Evol 2021/2022	
DOCUMENTATION	11 664 903 €	12 172 183 €	507 280 €	4%
Fonctionnement	3 058 879 €	3 427 631 €	368 751 €	12%
Personnel	8 606 023 €	8 744 552 €	138 529 €	2%
FORMATION	214 295 795 €	226 412 480 €	12 116 685 €	6%
Fonctionnement	15 694 545 €	21 947 444 €	6 252 898 €	40%
Personnel	198 601 250 €	204 465 036 €	5 863 786 €	3%
RECHERCHE	170 189 092 €	181 513 073 €	11 323 980 €	7%
Fonctionnement	20 957 051 €	28 733 703 €	7 776 652 €	37%
Personnel	149 232 041 €	152 779 370 €	3 547 328 €	2%
SUPPORT	62 617 648 €	67 430 994 €	4 813 346 €	8%
Fonctionnement	25 771 622 €	28 671 657 €	2 900 035 €	11%
Personnel	36 846 025 €	38 759 337 €	1 913 311 €	5%
Total fonctionnement	65 482 098 €	82 780 435 €	17 298 337 €	26%
Total Personnel	393 285 340 €	404 748 295 €	11 462 955 €	3%

Après ventilation des charges de personnel par secteurs, il apparaît que la formation représente 46,5% des charges, la recherche 37,2%, la documentation 2,5% et le support 13,8%.

¹ Montants de masse salariale ventilés sur la base des données en comptabilité budgétaire

III. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE FONDS DE ROULEMENT

En réponse à la réserve exprimée par les commissaires aux comptes quant à l'évaluation comptable du patrimoine immobilier, l'UGA a procédé à une réévaluation comptable d'une partie des immobilisations sur la base d'un nouveau calcul établi par France Domaine. Le chantier a commencé en 2019, mais l'intégration comptable s'est faite en 2022 par le biais d'écritures qui ont consisté à sortir les biens à leur valeur nette et à les réenregistrer à leur valeur actualisée. Cette correction est neutre sur la capacité d'autofinancement, le fonds de roulement et la trésorerie. Elle a toutefois un léger impact sur la neutralisation des amortissements et donc sur le résultat.

Elle conduit aussi à fausser la lecture du tableau emplois-ressources, en gonflant artificiellement le montant des investissements de l'année. C'est la raison pour laquelle, on présentera ci-après, en plus de la version réglementaire de ce tableau, une version corrigée des investissements fictifs beaucoup plus fidèle à la réalité de notre activité.

1. Les amortissements et leur neutralisation

Pour rappel les immobilisations entrent dans le patrimoine de l'établissement et génèrent chaque année des amortissements qui permettent, d'une part, de constater la perte de leur valeur liée à leur usage et, d'autre part, d'en assurer le renouvellement. Les amortissements constituent une charge de l'établissement. Lorsque ces biens sont acquis grâce à des subventions ou sont mis à disposition de l'Université, une neutralisation est constatée en produit.

Pour rappel ces bâtiments ne génèrent pas de charge nette d'amortissement sauf en cas de travaux non couverts à 100% par un financement externe de l'actif. L'introduction des nouvelles valeurs France Domaine a pour conséquence une neutralisation intégrale des amortissements portant sur les constructions concernées². Ces opérations se traduisent donc par un allègement de la charge nette d'amortissement.

A contrario, l'intégration des nouvelles valeurs a conduit à réajuster l'imputation des bâtiments des Houches considérés comme des bâtiments mis à disposition alors qu'ils sont propriété de l'UGA. Ce réajustement a pour conséquence de générer des amortissements.

² A l'occasion de la réévaluation d'un bâtiment, tous les travaux faits sont agrégés à la valeur du bien. Si les travaux étaient financés par fonds propres, ils ne donnaient pas lieu à neutralisation de la charge d'amortissement ; après réévaluation, les amortissements des travaux sont agrégés avec ceux du bâtiment, et c'est l'ensemble qui fait l'objet d'une neutralisation pour un bâtiment mis à disposition.

L'ensemble de ces éléments a pour conséquence que la charge nette d'amortissement reste relativement stable par rapport à l'exercice précédent, voire diminue, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 29 : Evolution de la charge d'amortissement

Charge d'amortissement nette UGA Principal	2021	2022
Dotation aux amortissements	25 133 027 €	49 742 469 €
Neutralisation des amortissements	16 550 630 €	41 292 559 €
Charge nette	8 582 397 €	8 449 910 €
Charge d'amortissement nette PLAN CAMPUS	2021	2022
Dotation aux amortissements	4 007 886 €	4 011 881 €
Neutralisation des amortissements	3 982 266 €	3 976 031 €
Charge nette	25 620 €	35 850 €

2. Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement

La capacité d'autofinancement s'établit en 2022 de 6 994 k€ (cf. tableau 30). Ce chiffre est à hauteur de la prévision effectuée au budget initial. Cependant, il est inférieur de près de 3,4 M€ par rapport à la dernière prévision du BR 3. Cet écart reproduit logiquement celui sur le résultat. Par rapport à l'année 2021 qui s'était soldée par un niveau record de résultat et de CAF, niveau largement expliqué par la situation particulière de la crise sanitaire, la CAF revient en 2022 à un niveau plus habituel.

Tableau 30 : CAF (capacité d'autofinancement) 2022 de l'UGA (avec Plan Campus)

Calcul de la capacité d'autofinancement en k€	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	13 127	-2 304	1 481	-1 771
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (c/68)	29 905	28 904	29 005	54 629
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (c/7815)	-400	-21	-272	-202
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (c/656)	476	0	0	441
- produits de cession d'éléments d'actifs (c/756)	-353	0	0	-413
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/7813 et c/7817)	-20 739	-19 711	-19 786	-45 690
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	22 016	6 867	10 428	6 994

Il est cependant insuffisant pour couvrir les investissements sur fonds propres, comme le montre le tableau emploi-ressources (tableaux 31 et 32) : les investissements sont globalement supérieurs aux ressources qui doivent les financer : capacité d'autofinancement et financements externes de l'actif et conduisent à un prélèvement de 6 616 k€ sur le fonds de roulement. Ce prélèvement, du fait d'une révision à la baisse des investissements, reste inférieur à la prévision faite au BR 3 qui tablait sur un chiffre un peu supérieur à 10 M€.

Tableau 31: Emplois-Ressources (UGA avec Plan Campus) 2022

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	0	Capacité d'autofinancement	22 016	6 867	10 428	6 994
Investissements	39 427	69 644	69 051	243 559	Financement de l'actif par l'État	15 396	28 811	26 466	198 577
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 137	24 273	20 884	25 983
Remboursement des dettes financières	4 105	0	0	4 241	Autres ressources	5 596	1 850	1 112	9 630
					Augmentation des dettes financières	95	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	43 533	69 644	69 051	247 800	TOTAL DES RESSOURCES (6)	54 240	61 801	58 890	241 184
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	10 708	0	0	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	0	7 843	10 161	6 616

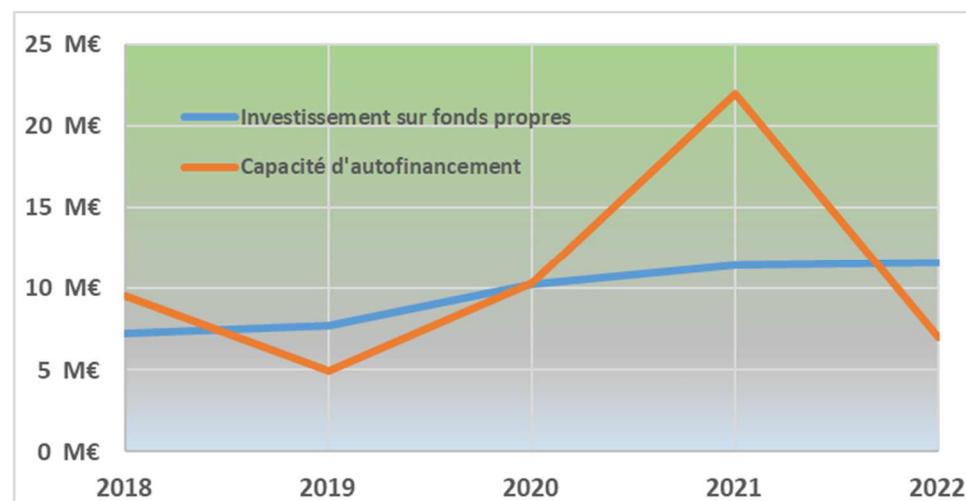
Le montant total des emplois s'élève à 247 800 k€ et se répartit en 190 555 k€ de revalorisation du patrimoine suite à l'évaluation de France Domaine et en 53 004 k€ d'investissements propres à 2022. Celui-ci connaît une forte progression par rapport à 2021.

Tableau 32 : Emplois-Ressources (UGA avec Plan Campus) 2022 après neutralisation des écritures de réévaluation des immobilisations

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget 2022 après BR2	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	0	Capacité d'autofinancement	22 016	1 987	10 428	6 994
Investissements	39 427	69 644	69 051	53 004	Financement de l'actif par l'État	15 396	29 017	26 466	28 704
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 137	23 518	20 884	12 656
Remboursement des dettes financières	4 105	0	0	4 241	Autres ressources	5 596	1 635	1 112	2 275
					Augmentation des dettes financières	95	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	43 533	69 644	69 051	57 245	TOTAL DES RESSOURCES (6)	54 240	56 156	58 890	50 629
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	10 708	0	0	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	0	21 211	10 161	6 616

Le graphique 2 met en perspective sur les 5 dernières années les investissements sur fonds propres et la capacité d'autofinancement qui a vocation à les couvrir. Les investissements sur fonds propres augmentent régulièrement et la CAF est à un niveau bas en 2022.

Graphique 2 : Couverture des investissements sur fonds propres par l'autofinancement



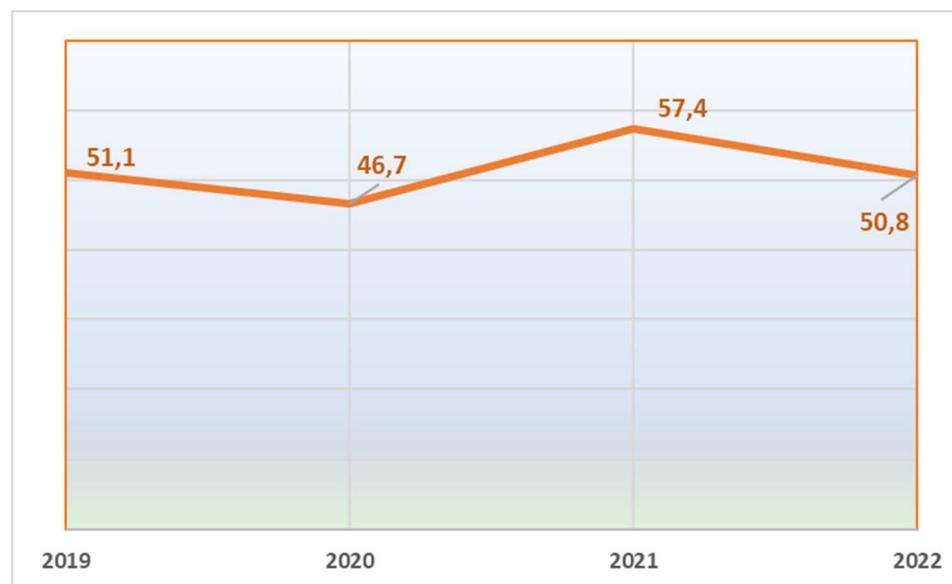
Le tableau 34 montre que le Fonds de roulement termine l'année 2022 à un chiffre de **50 761 k€** soit l'équivalent de **32 jours de fonctionnement décaissables** (1 jour de fonctionnement = 1379 k€ de charges décaissables avec un montant de charges décaissables de 496 420 k€). Sans l'Opération Campus, le fonds de roulement est de 41 277k€ (30,4 jours de fonctionnement).

Tableau 34 : Fonds de roulement et Trésorerie

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	10 708	-7 843	-10 161	-6 616
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	24 437	8 181	7 078	-38 554
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-13 729	-16 023	-17 238	31 938
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	57 377	49 534	47 216	50 761
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-41 319	-33 139	-34 241	-79 873
Niveau de la TRESORERIE	98 696	82 673	81 458	130 634

Sur une plus longue période, comme le montre le graphique 35, le niveau de FDR oscille autour de ce chiffre.

Graphique 35: Evolution des investissements et du fonds de roulement (en M€)



Quant à la trésorerie, elle reste très confortable avec un niveau de **130 634 k€** (y compris l'opération Campus) soit l'équivalent de **82,4 jours de fonctionnement**. La trésorerie fin 2022 de l'UGA hors Plan Campus est de 80 409 k€ soit l'équivalent de **59,2 jours de fonctionnement**.

3. La soutenabilité financière

Le tableau 36 résume l'évolution des indicateurs de soutenabilité financière sur l'année 2022. Globalement les indicateurs se sont dégradés par rapport à 2021, comme cela avait anticipé lors de l'élaboration du budget initial. Sur les 4 indicateurs, 3 sont au-dessus du seuil de soutenabilité, seul le résultat, négatif, est en-dessous du seuil. Le fonds de roulement a diminué de presque 12 jours de fonctionnement mais reste, avec 32 jours, au-dessus du seuil d'alerte de 15 jours. La trésorerie à 82,5 jours reste aussi bien au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours. La faiblesse reste liée au niveau insuffisant du résultat et de la CAF. La tendance à la dégradation des indicateurs avait été repérée dès le budget initial.

Tableau 36 : Les indicateurs de la soutenabilité financière

Seuil de soutenabilité	Indicateur	CF 2021	BI 2022	BR 2 2022	BR 3 2022	CF 2022	Evolution CF 22/ CF 21
0	Résultat	13 127	-2 304	-6 960	1 481	-1 771	-
0	CAF	22 016	6 867	1 986	10 428	6 994	-
15	FDR (en nb j)	44,0	18,8	28,4	33,3	32,1	-
30	Trésorerie (en nb de j)	75,7	66,7	51,8	57,4	82,5	+

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2022
BUDGET PRINCIPAL
(UGA AVEC PLAN CAMPUS)

Tableau 1 - EPSCP

Tableau des emplois Etablissement Principal avec Plan Campus présenté à l'appui Compte Financier de l'exercice 2022

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		RAPPEL BI 2022			BUDGET 2022 APRES BR3			COMPTE FINANCIER 2022			
Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global	
		En ETPT	En ETPT		En ETPT	En ETPT		En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	2 015		20		20	1 987		1 987	
		CDI	12	31				13	34	46	
	Non permanents	CDD	676	514	3	45	48	652	459	1 112	
S/total EC		2 703	545	3 248	23	45	68	2 652	493	3 145	
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)		-		-	-		-	-		-	
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 586		38		38	1 527		1 527	
		CDI	61	196				55	192	247	
	Non permanents	CDD	191	713	20	15	5	199	710	908	
S/total Biatss		1 838	909	2 747	18	15	33	1 781	901	2 682	
Totaux		4 541	1 454	5 995	41	60	101	4 432	1 395	5 827	
				Plafond global des emplois voté par le CA **					Plafond global des emplois voté par le CA **		
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat		4 717				4 732				4 732	(3)

Note sur les modalités de renseignement du tableau :

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires - Compte Financier de l'exercice 2022 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RE				
	AE				CP				Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022					
Personnel	393 998 354	410 795 074	410 402 433	405 483 715	393 943 567	410 795 074	410 402 433	405 429 357	474 716 777	476 746 027	493 932 313	479 336 755	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	375 964 019	380 381 459	386 531 492	380 702 944	Subvention pour charges de service public
									12 807 081	18 411 361	20 230 722	20 244 841	Autres financements de l'Etat
									3 123 726	3 147 740	3 393 926	2 227 354	Fiscalité affectée
Fonctionnement	85 705 566	91 980 707	100 656 856	91 479 902	72 299 438	92 459 827	102 318 658	85 849 047	30 038 604	20 168 231	21 139 641	25 352 089	Autres financements publics
									52 783 348	54 637 236	62 636 532	50 809 526	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-					
									27 607 692	74 145 677	63 907 930	44 227 249	Recettes fléchées*
									6 223 173	11 816 698	6 635 879	14 548 795	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	73 039 673	46 954 812	46 661 755	36 238 279	41 497 391	69 644 140	69 050 894	57 409 690	20 714 899	60 652 879	55 793 478	29 176 001	Autres financements publics fléchés
									669 620	1 676 100	1 478 573	502 453	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	552 743 593	549 730 593	557 721 044	533 201 897	507 740 395	572 899 041	581 771 985	548 688 094	502 324 470	550 891 704	557 840 243	523 564 004	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)					-	-	-	-	5 415 926	22 007 337	23 931 743	25 124 090	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2022 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	12 736 056	12 736 056	4 315 061	4 052 822	1 063 194	931 454	18 114 311	17 720 333
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	5 219 228	5 219 228	4 369 552	3 537 476	196 656	198 224	9 785 437	8 954 927
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	40 276	40 276	631 866	952 017	28 141	16 482	700 283	1 008 775
D105 - Bibliothèques et documentation	295 376	295 376	2 633 185	2 544 488	57 378	56 964	2 985 938	2 896 827
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 213 741	4 213 741	5 054 260	5 185 427	1 362 820	662 256	10 630 821	10 061 424
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	2 948 645	2 948 645	3 627 920	3 200 486	1 059 261	551 478	7 635 826	6 700 609
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 392 413	3 392 383	3 118 423	2 835 505	1 552 265	1 423 423	8 063 101	7 651 311
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	146 480	146 480	91 466	50 705	68 197	90 581	169 749	287 767
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	4 824 061	4 824 061	3 275 580	2 930 420	662 467	1 791 584	8 762 108	9 546 065
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	2 650 425	2 650 425	3 596 592	3 416 854	256 354	241 889	6 503 371	6 309 167
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 256 352	1 256 352	5 501 019	4 989 400	140 784	153 513	6 898 155	6 399 264
D113 - Diffusion des savoirs et musées	3 526	3 526	169 219	147 236	3 073	5 658	175 817	156 420
D114 - Immobilier	14 105	14 105	33 123 642	31 512 801	24 087 019	47 529 752	57 224 766	79 056 657
D115 - Pilotage et support	367 527 599	367 473 271	19 591 765	18 374 737	5 801 962	3 731 013	392 921 325	389 579 021
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	57 736	53 807	-	-	57 736	53 807
D202 - Aides indirectes aux étudiants	67 092	67 092	1 425 530	1 157 993	8 123	7 950	1 500 745	1 233 036
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	148 342	148 342	897 083	906 873	26 981	17 469	1 072 406	1 072 684
TOTAL	405 483 715	405 429 357	91 479 902	85 849 047	36 238 279	57 409 690	533 201 897	548 688 094

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	380 702 944	-	-	-	-	-	-	-	380 702 944
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 391 265	-	-	-	6 391 265
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	14 724 169	-	-	-	14 724 169
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 002 060	-	-	-	1 002 060
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	147 799	-	-	-	147 799
VALORISATION	-	-	-	-	1 667 954	-	-	-	1 667 954
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	7 320 239	-	-	12 178 040	-	19 498 279
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	6 799 253	-	-	232 425	-	7 031 678
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 603 135	23 970	-	4 082 281	-	6 709 386
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	3 568 053	-	-	5 127 450	-	8 695 502
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	20 244 841	-	4 857 232	2 479 757	14 548 590	6 554 118	129 922	48 814 460
FONDACTIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	204 178	1 183 302	-	906 179	325 000	2 618 659
AUTRES RECETTES	-	-	2 227 354	-	23 189 252	205	95 509	47 530	25 559 850
TOTAL	380 702 944	20 244 841	2 227 354	25 352 089	50 809 526	14 548 795	29 176 001	502 453	523 564 004

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

25 124 090

TABLEAU 4
Equilibre financier 2022 de l'Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					FINANCEMENTS				
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	5 415 926	22 007 337	23 931 743	25 124 090	-	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	90	-	-	31 638	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	8 281 158	4 189 782	8 619 089	11 093 839	7 614 148	4 178 690	8 788 967	11 463 506	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	9 185 657	9 071 042	9 613 334	13 987 367	1 539 500	15 066 059	16 136 897	70 711 034	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	22 882 831	35 268 161	42 164 166	50 236 933	9 153 648	19 244 749	24 925 864	82 174 540	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	31 937 606	13 729 182	16 023 412	17 238 303	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	4 091 165	-	-	12 772 624	-	4 453 900	11 442 494	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	43 380 100	956 558	20 114 577	12 784 403	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	22 882 831	35 268 161	42 164 166	82 174 540	22 882 831	35 268 161	42 164 166	82 174 540	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
 - se détermine par différence entre (1) et (2),
 - se décompose en (a) et (d),
 - s'explique par D, (b), (c), (e).

différence entre variation trésô (I ou II)

Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
 (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
 (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5

Opérations pour compte de tiers du Compte Financier de l'exercice 2022 - Etablissement Global avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 4671	Bourses AMI	604 000	767 200
Opération 2	C 4731 C 4...	Bourses ERASMUS	905 405	374 706
Opération 3	C 4731 C 4...	Revers. partenaires contrats	4 634 080	4 634 081
Opération 4	C 4731	Bibliothèque Valence	81 124	157 726
Opération 6	C 4731	FFSU	81 360	84 350
Opération 7	C 4731	PHC MAGHREB	108 000	108 000
Opération 8	C 4731	UFI	388 200	227 600
Opération 9	C 4731	Reversements GINP	473 077	1 289 961
Opération 10	C 4731	Labex	2 015 220	2 015 220
Opération 11	C 4731 C 4...	PIA 3	806 826	806 826
Opération 12	C 4731 C 4...	PIA PEGASSE	714 774	714 774
Opération 13	C 4731 C 4...	PIA ADEME	23 674	23 674
Opération 14	C 4731 C 4...	PIC RISING ACTION 6.	3 294	3 294
Opération 15	C 4731 C 4...	PROJET Lombalgib	9 649	9 649
Opéartion 16	C 4731 C 4...	EQUIPEX ECO (RA0000C518)	164 984	164 984
Opération 17	C 4731 C 4...	EQUIPEX +FASUM	60 399	60 399
Opération 18	C 4731 C 4...	FRUGAL - Tranche 2	19 772	19 772
Opération 19	C 4731 C 4...	Divers	-	1 290
TOTAL			11 093 839	11 463 506

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique ci-dessous :

La différence notamment sur les opérations 1-BOURSE AMI, 2-Bourse Erasmus et 8-UFI, correspond à un décalage de trésorerie entre les encaissements et les décaissements de ces programmes qui s'échelonneront sur 2023.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2022 - Etablissement Principal avec Plan campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Personnel	388 960 717	405 395 074	405 002 433	400 467 566	Subventions de l'Etat	413 359 017	390 828 140	398 358 769	431 509 188
dont contributions employeur CAS Pension	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	Fiscalité affectée	3 185 716	3 147 740	3 393 926	2 327 706
Fonctionnement autre que les charges de personnel	110 577 791	126 763 828	134 787 910	151 022 549	Autres subventions	25 011 174	61 396 086	60 071 878	19 958 731
					Autres produits	71 109 281	74 482 508	79 446 547	95 923 714
TOTAL DES CHARGES (1)	499 538 508	532 158 902	539 790 343	551 490 115	TOTAL DES PRODUITS (2)	512 665 187	529 854 474	541 271 120	549 719 340
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	13 126 679	-	1 480 777	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	2 304 428	-	1 770 775
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	512 665 187	532 158 902	541 271 120	551 490 115	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	512 665 187	532 158 902	541 271 120	551 490 115

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	13 126 679	- 2 304 428	1 480 777	- 1 770 775
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (c/68)	29 905 110	28 904 001	29 004 854	54 629 282
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (c/7815)	- 400 000	- 21 140	- 271 857	- 201 765
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (c/656)	476 028	-	-	440 730
- produits de cession d'éléments d'actifs (c/756)	- 353 017	-	-	- 413 160
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/7813 et c/7817)	- 20 738 579	- 19 711 291	- 19 785 894	- 45 690 488
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	22 016 220	6 867 142	10 427 880	6 993 823

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	22 016 220	6 867 142	10 427 880	6 993 823
Investissements	39 427 424	69 644 140	69 050 894	243 559 065	Financement de l'actif par l'État	15 396 229	28 810 914	26 465 793	198 577 283
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 137 377	24 273 493	20 884 457	25 982 946
Remboursement des dettes financières	4 105 263	-	-	4 240 964	Autres ressources	5 595 703	1 849 780	1 112 191	9 629 794
					Augmentation des dettes financières	94 953	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	43 532 687	69 644 140	69 050 894	247 800 029	TOTAL DES RESSOURCES (6)	54 240 482	61 801 329	58 890 321	241 183 846
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	10 707 795	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	7 842 811	10 160 573	6 616 183

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	10 707 795	- 7 842 811	- 10 160 573	- 6 616 183
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	24 436 978	8 180 601	7 077 729	- 38 553 790
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 13 729 182	- 16 023 412	- 17 238 303	31 937 606
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	57 376 999	49 534 188	47 216 426	50 760 816
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 41 319 178	- 33 138 577	- 34 241 448	- 79 872 967
Niveau de la TRESORERIE	98 696 177	82 672 765	81 457 874	130 633 783

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie prévisionnel du Compte Financier de l'exercice 2022 - Etablissement Global avec Plan campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	98 696 177	82 686 469	141 933 587	123 989 150	193 074 600	159 222 390	127 682 162	230 555 182	197 874 837	160 779 574	204 023 841	162 882 898	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	2 384 292	7 077 746	5 736 959	4 744 987	5 659 297	3 742 485	197 623 707	2 320 089	136 562 222	9 647 985	5 043 283	98 793 705	479 336 755
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	191 494 175	-	131 204 399	234 492	-	57 769 878	380 702 944
Autres financements de l'État	3 351	2 352 575	1 256 083	13 554	272 013	21 708	50 267	3 410	174 461	459 117	12 000	15 626 302	20 244 841
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	7 630	4 700	7 008	-	2 150 444	-	57 572	2 227 354
Autres financements publics	876 272	1 173 105	631 264	665 878	2 399 509	1 202 683	1 305 392	1 389 534	1 866 315	2 099 746	1 737 628	10 004 765	25 352 089
Recettes propres	1 504 669	3 552 065	3 849 613	4 065 555	2 987 776	2 510 464	4 769 172	920 137	3 317 048	4 704 185	3 293 655	15 335 188	50 809 526
Recettes budgétaires fléchées	689 253	1 920 545	660 856	2 056 610	4 180 776	2 737 820	4 181 642	3 381 065	3 487 823	9 538 856	6 063 424	5 328 579	44 227 249
Financements de l'État fléchés	400 000	762 093	-	-	47 661	61 661	3 863 915	-	-	9 163 465	-	250 000	14 548 795
Autres financements publics fléchés	289 152	1 155 685	603 369	2 050 000	3 949 019	2 667 915	317 444	3 057 570	3 410 146	371 199	6 200 786	5 103 716	29 176 001
Recettes propres fléchées	101	2 767	57 486	6 610	184 096	8 244	284	323 495	77 678	4 192	137 362	25 137	502 453
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	18 217 928	93 722 991	26 264 010	109 400 137	2 917 545	8 925 966	46 809 957	1 503 540	128 361 468	68 015 386	3 167 501	74 789 039	82 174 540
- TVA encaissée	87 009	109 018	313 472	180 792	126 983	134 757	94 353	29 569	166 937	233 054	98 396	1 081 830	2 656 170
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	596 861	1 309 571	3 737 149	136 296	7 330	1 234 718	286 987	-	244 334	375 636	2 261 292	1 273 331	11 463 506
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	17 534 058	92 304 401	22 213 388	109 083 050	2 783 233	7 556 491	47 191 297	1 473 971	128 772 739	67 406 696	807 813	77 144 201	68 054 864
A. TOTAL	21 291 473	102 721 282	32 661 825	116 201 733	12 757 619	15 406 271	154 995 392	7 204 694	11 688 577	87 202 226	14 274 207	29 333 244	605 738 543
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	33 646 931	38 612 250	41 346 142	41 803 798	39 204 159	41 266 084	42 185 990	36 613 736	41 928 199	39 953 185	47 148 134	49 309 742	493 018 351
Personnel	30 346 112	32 829 997	32 064 885	31 406 083	31 729 901	32 039 038	32 600 629	33 871 846	29 932 068	33 597 345	33 812 024	32 954 072	387 183 999
Fonctionnement	3 065 994	5 255 448	7 061 990	4 765 609	5 991 259	6 681 182	4 654 084	2 152 274	8 799 439	4 266 112	7 804 185	12 998 815	73 496 390
Investissement	234 826	526 806	2 219 268	5 632 106	1 482 999	2 545 864	4 931 277	589 616	3 196 692	2 089 728	5 531 925	3 356 855	32 337 961
Dépenses liées à des recettes fléchées	2 185 186	2 841 646	5 621 557	3 698 123	6 609 746	4 202 072	8 649 689	2 947 070	5 603 010	2 971 431	4 404 173	5 936 041	55 669 743
Personnel	1 540 827	1 573 449	1 474 548	1 477 584	1 472 325	1 457 575	1 480 907	1 557 623	1 417 395	1 527 600	1 714 143	1 551 381	18 245 358
Fonctionnement	326 118	470 846	1 165 858	533 748	1 121 924	694 385	2 275 205	265 413	725 969	829 255	849 099	3 094 837	12 352 657
Investissement	318 241	797 351	2 981 151	1 686 791	4 015 496	2 050 112	4 893 577	1 124 034	3 459 646	614 576	1 840 931	1 289 823	25 071 729
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 638
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 638
Opérations gérées en comptes de tiers :	1 469 064	2 020 267	3 638 564	1 614 362	795 925	1 478 344	1 286 693	324 233	1 252 631	1 033 343	3 862 844	6 904 938	25 081 206
- TVA décaissée	250 844	375 917	896 978	470 768	443 292	963 604	500 373	225 541	1 134 228	559 638	755 585	1 959 814	8 536 581
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	857 461	1 382 205	2 751 242	976 613	22 011	344 624	707 954	33 004	123 153	22 074	2 927 793	945 705	11 093 839
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	360 759	262 145	9 657	166 981	330 622	170 115	78 366	65 688	4 750	451 631	179 465	3 399 419	5 450 786
B. TOTAL	37 301 181	43 474 163	50 606 262	47 116 283	46 609 829	46 946 499	52 122 372	39 885 039	48 783 840	43 957 959	55 415 151	61 582 359	573 800 937
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	16 009 708	59 247 118	17 944 437	69 085 450	33 852 210	31 540 228	102 873 020	32 680 345	37 095 263	43 244 267	41 140 944	32 249 114	31 937 606
SOLDE CUMULE (1) + (2)	82 686 469	141 933 587	123 989 150	193 074 600	159 222 390	127 682 162	230 555 182	197 874 837	160 779 574	204 023 841	162 882 898	130 633 783	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8

Opérations liées aux recettes fléchées du Compte Financier de l'exercice 2022 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022	2023	2024	2025 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	-	45 483 236	34 040 741	18 129 130	3 275 733
Recettes fléchées (b)	271 249 866	44 227 249	103 350 258	71 841 293	99 955 304
Financements de l'État fléchés	61 603 746	14 548 795	8 815 763	17 025 332	40 862 798
Autres financements publics fléchés	207 770 286	29 176 001	93 384 926	53 748 823	58 920 512
Recettes propres fléchées	1 875 833	502 453	1 149 569	1 067 138	171 994
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	225 766 630	55 669 743	119 261 869	86 694 691	110 090 119
Personnel					
<i>AE=CP</i>	79 237 155	18 245 358	29 578 914	31 498 771	58 016 813
Fonctionnement					
<i>AE</i>	67 469 308	14 347 043	51 364 716	32 551 489	43 922 098
<i>CP</i>	64 767 532	12 352 657	52 560 916	35 705 515	44 268 034
Investissement					
<i>AE</i>	129 017 313	10 740 997	17 397 673	10 327 759	3 767 645
<i>CP</i>	81 761 943	25 071 729	37 122 039	19 490 404	7 805 272
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	45 483 236	- 11 442 494	- 15 911 611	- 14 853 398	- 10 134 815
<i>Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)</i>					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	45 483 236	34 040 741	18 129 130	3 275 733	- 6 859 083

TABLEAU DE SYNTHÈSE
Tableau de synthèse budgétaire et comptable du Compte Financier de l'exercice 2022
Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Exercice 2022
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	107 809 210
	2 Niveau initial du fonds de roulement	57 376 999
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-41 319 178
	4 Niveau initial de la trésorerie	98 696 177
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	45 483 236
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	53 212 941	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	533 201 897
	6 Résultat patrimonial	-1 770 775
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	6 993 823
	8 Variation du fonds de roulement	-6 616 183
	9 Opérations bilanciales non budgétaires	SENS 0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0
	Cautionnements et dépôts	- 0
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0
	Variation des stocks	+ / - 0
	Production immobilisée	+ 0
	Charges sur créances irrécouvrables	- 0
	Produits divers de gestion courante	+ 0
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 18 507 907
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 214 039 946
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 195 532 039
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-25 124 090
	12.a Recettes budgétaires	523 564 004
12.b Crédits de paiement	548 688 094	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	57 061 696	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	31 937 606	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée	-11 442 494	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	43 380 100	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-38 553 790	
16 Restes à payer	-15 486 197	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	92 323 013
	18 Niveau final du fonds de roulement	50 760 816
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-79 872 967
	20 Niveau final de la trésorerie	130 633 783
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	34 040 742
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	96 593 041	

Comptabilité budgétaire
 Comptabilité générale

C692CDS19547 + 19RPS001COM	Op.19 HTTP	1 352 000	711 456	711 456	-	630 044	630 044	670 784	670 784	-	670 716	670 716	10 500	0
C692CDS19547 + 19RPS001COM	Op.20 CMQ	1 637 852	446 703	341 977	-	351 799	351 799	327 803	327 803	-	135 997	135 997	944 076	229 975
C692CDS19547 + 19RPS001COM	Op.21 UHA++	90 000	90 000	27 916	-	43 211	43 211	27 578	27 578	-	43 212	43 212	18 873	337
C692CDS19547 + 19RPS001COM	Op.22 AL0A	115 200	61 200	-	-	-	-	61 200	-	-	-	-	115 200	0
C604ERA19R30 (Pharma)	Op.23 ERASMUS MUNDUS BEINPM	2 330 000	493 987	244 076	-	441 225	441 225	493 987	241 773	-	440 193	440 193	1 644 699	3 335
K5D FORMIC7H-PGF22V01 (NEELIC7H)	Op.24 QuantEdu-France	56 706 113	-	-	-	27 337	27 337	-	-	-	27 337	27 337	56 678 775	0
	Op.25 DemoUHA	90 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90 000	0
G650UHA22X885	Op.26 QuantForm	1 033 000	-	-	-	206 239	206 239	-	-	-	164 239	164 239	826 761	42 000
G650DSG22X855 d'autres eOTP	Op.27 DSG	10 984	-	-	-	10 984	10 984	-	-	-	10 984	10 984	139 016	0
Total dépenses contrats de formation		85 164 326	13 206 544	12 727 258	-	3 213 373	3 213 373	12 946 090	12 632 676	-	2 775 988	2 775 988	69 223 695	531 967
C660SAN16C34	Op 6 IFPS (pôle santé) (le CHU est le MO)	9 870 688	9 870 688	9 870 688	-	-	-	9 870 688	9 870 688	-	-	-	0	0
C660CPO16C32	Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	7 343 900	7 281 552	7 281 552	-	50 791	50 791	6 794 129	6 794 129	-	50 791	50 791	11 557	487 423
C660CPE16D50	Op 12 CPER XIV Valence Briffault	6 728 446	6 057 772	6 035 914	-	16 881	16 881	2 474 532	2 461 238	-	3 373 859	3 373 859	675 651	217 698
PE16E59C660CPE16E59-PHEL ho	Op 13 CPER XIV IUT1	8 050 000	6 989 939	6 989 939	-	3 336	3 336	4 262 509	4 262 509	-	86 079	86 079	1 056 725	2 644 688
	Op 14 CPER XIV ESPE/ Cluster de l'éducation	8 974 000	7 770 672	7 770 672	-	1 019 945	1 019 945	4 699 573	4 158 938	-	4 359 437	4 359 437	183 383	272 243
C660CPE16E58	Op 15 CPER XIV CRESI	19 600 000	16 166 017	16 019 269	-	214 901	214 901	1 456 748	946 393	-	1 838 024	1 838 024	3 365 830	13 449 753
950034051000	Op 16 Maison de la création et de l'innovation	22 568 889	22 296 422	22 296 422	-	259 532	259 532	21 846 187	21 846 187	-	550 974	550 974	12 935	158 793
OP950GDAACLOP950GDAACLOO	Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 206 500	3 995 190	3 959 240	-	7 185 794	7 185 794	1 772 506	1 772 506	-	4 000 666	4 000 666	1 061 466	5 371 862
	Op 24 Réhabilitation BATEG	2 346 000	2 341 794	2 341 794	-	9 615	9 615	2 249 435	2 249 435	-	73 155	73 155	13 822	9 588
JRBTLX65 / G660IUT11X67 / G66	Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	26 508 856	17 631 671	17 631 671	-	561 600	561 600	16 029 416	16 029 416	-	217 825	217 825	8 315 585	1 946 030
	Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	7 500 000	817 585	773 123	-	15 310	15 310	286 564	207 687	-	150 905	150 905	6 711 567	429 841
C660CPE16F76	Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	2 200 000	2 152 918	2 152 918	-	7 448	7 448	2 093 410	2 042 657	-	78 885	78 885	39 634	38 824
C660REL21G65	Op 34 PLR Phitem	422 008	422 008	422 008	-	640	640	95 946	6 197	-	319 251	319 251	640	94 920
C660CPE16E59-PHEL	Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	11 288 123	9 171 123	9 171 123	-	33 966	33 966	577 440	577 440	-	2 923 635	2 923 635	2 083 034	5 704 014
C660REL21T66C645CDS20T33	Op 36 PLR Piscine	2 283 586	1 889 986	1 889 986	-	74 508	74 508	132 424	132 424	-	1 515 231	1 515 231	319 092	316 839
C660REL21T67	Op 37 PLR IMA C	2 380 000	2 192 063	2 192 063	-	3 989	3 989	104 454	104 454	-	1 314 770	1 314 770	191 926	768 851
C660REL21T68	Op 38 PLR Biologie	3 789 463	3 936 163	3 525 002	-	79 418	79 418	74 000	32 306	-	1 076 100	1 076 100	185 043	2 496 014
C660REL21T69	Op 39 PLR Eclairage	480 000	480 000	480 000	-	783	783	237 762	237 762	-	240 110	240 110	783	1 345
C660REL21T70	Op 40 PLR Les Houches - Chauffage	615 840	615 840	492 774	-	55 308	55 308	23 051	22 863	-	394 112	394 112	67 758	131 108
C660TDA18M70	Op 41 Réhabilitation TD Agora	307 859	271 061	271 061	-	36 798	36 798	241 437	241 437	-	58 717	58 717	0	7 705
G660IAR10N92	Op 42 Jean Roget 410	178 000	29 473	29 473	-	98 727	98 727	7 830	7 830	-	5 719	5 719	49 800	114 651
G660PAT20557	Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	970 000	96 991	96 991	-	771 057	771 057	3 176	3 176	-	136 307	136 307	101 952	728 565
G660AWEL164-21	Op 44 Mise en accessibilité Amphi Weil	340 000	334 912	334 912	-	3 394	3 394	102 499	102 499	-	224 232	224 232	1 694	11 575
C804SID16C28R	Op 45 BAPSO: Restructuration SID1 Aile N-Ouest	179 050	140 945	140 945	-	33 135	33 135	127 149	127 149	-	25 346	25 346	4 970	21 585
G804BUJF-R18	Op 46 BAPSO: BU Sciences extension réserve ouvr	2 630 000	103 238	103 238	-	924	924	49 679	49 679	-	2 012	2 012	2 525 838	52 471
G804BUJF-R15	Op 47 BAPSO: BUJF aménagement accueil BUPE	1 495 694	154 480	154 480	-	910 901	910 901	88 636	88 636	-	775 505	775 505	430 313	201 240
; G801BAL20574 en 2020 ; G801	Op 48 Les Houches: extension des 2 chalets	1 220 000	1 034 458	1 034 458	-	126 558	126 558	190 730	190 730	-	812 637	812 637	58 984	157 649
	Op 49 DA: 2007VRD 2020	370 555	447 000	413 045	-	43 045	43 045	375 000	370 555	-	-	-	0	0
G660INS22U84	Op 50 DA: 2101Rue des Rés.	720 884	861 420	839 520	-	118 636	118 636	736 328	720 884	-	-	-	0	0
	Op 51 DA: 2105GER 2021	120 000	30 000	27 188	-	89 521	89 521	1 000	921	-	76 297	76 297	3 291	39 491
G660INS22U84	Op 52 DA: 2204VRD 2022	200 000	-	-	-	164 589	164 589	-	-	-	143 906	143 906	35 411	20 683
	Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logement	250 000	-	-	-	89 861	89 861	-	-	-	13 861	13 861	160 139	76 000
G660INS22U84	Op 54: Inspe Annecy	180 000	-	-	-	44 201	44 201	-	-	-	18 022	18 022	135 799	26 179
	Op 55: TIGRE	284 471	284 472	273 760	-	10 711	10 711	79 990	79 990	-	204 481	204 481	0	-0
Total dépenses opérations patrimoine		164 602 812	125 867 853	125 015 784	-	11 782 407	11 782 407	77 228 911	75 739 715	-	25 060 852	25 060 852	27 804 621	35 997 624
17IF0001COMU17IFG002COMU	Op 2 IDEX FORMATION	21 353 204	19 739 698	19 739 698	-	1 585 374	1 585 374	19 733 204	19 733 204	-	1 591 867	1 591 867	28 133	0
IV0E1COMUS17VIVE01COMUS17	Op 3 IDEX VIE ETUDIANTE	1 846 838	1 846 838	1 846 838	-	-	-	1 846 272	1 846 272	-	566	566	0	0
;*17PISC01COMUS17VISC01COM	Op 4 IDEX RAYONNEMENT SOCIAL ET CULTUREL	1 459 034	1 459 034	1 458 956	-	78	78	1 459 034	1 458 870	-	164	164	0	0
1COMU17IRI002COMU17PIR0101	Op 5 IDEX RELATIONS INTERNATIONALES	396 718	379 703	379 703	-	5	5	379 703	369 271	-	10 438	10 438	17 010	0
1COMU17IFG005COMU17IFG006	Op 6 IDEX GOUVERNANCE & GESTION	6 281 304	4 826 484	4 826 484	-	808 714	808 714	4 712 725	4 712 725	-	708 565	708 565	646 106	213 908
C670IDX22V50	Op 7 IDEX Pérénisé - Recherche	17 283 545	268 533	268 533	-	2 618 004	2 618 004	87 077	87 077	-	2 799 459	2 799 459	14 397 000	0
	Op 8 IDEX Pérénisé - Formation (INPG)	13 243 236	-	-	-	20 000	20 000	-	-	-	-	-	13 223 236	20 000
C689IDX22V11/ C650IDX22V14-S	Op 9 IDEX Pérénisé - Vie Etudiante	1 795 693	-	-	-	174 635	174 635	-	-	-	174 264	174 264	1 621 058	371
	Op 10 IDEX Pérénisé - Rayonnement Social et Cult	1 346 770	-	-	-	209 428	209 428	-	-	-	196 063	196 063	1 137 342	13 366
C689IDX22V30-S	Op 11 IDEX Pérénisé - Relations Internationales	4 489 233	-	-	-	326 116	326 116	-	-	-	263 290	263 290	4 163 117	62 826
C670IDX22V4*	Op 12 IDEX Pérénisé - Gouvernance et frais de cent	6 733 849	-	-	-	359 837	359 837	-	-	-	120 411	120 411	6 374 012	239 426
	Op 13 IDEX Pérénisé - frais de centralité	16 674 244	-	-	-	1 037 399	1 037 399	-	-	-	1 031 433	1 031 433	15 636 845	5 966
C670IDE21V1*	Op 14 PIA IDéES AXE 1 - DIPPAQ	4 694 612	226 882	226 882	-	442 454	442 454	169 692	169 692	-	313 233	313 233	4 025 276	186 410
	Op 15 PIA IDéES AXE 2 - DGRDH	3 162 485	44 319	44 319	-	159 173	159 173	44 319	44 319	-	141 994	141 994	2 958 993	17 179
-IDE21IPR C7H-IDE21PIVIEEES	Op 16 PIA IDéES AXE 3 - DGDRIV	5 332 573	15 198	15 198	-	264 597	264 597	5 429	5 429	-	228 348	228 348	5 052 778	46 018
	Op 17 PIA IDéES AXE 4 - GINP	2 736 256	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 736 256	0
C670IDE21V0*	Op 18 PIA IDéES Frais de gestion	1 274 074	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 274 074	0
C670SFR21V1*	Op 19 SFRI Graduate school	8 237 240	5 951	5 951	-	70 439	70 439	1 356	1 356	-	51 295	51 295	8 160 850	23 739
C670SFR21V01-S	Op 20 SFRI Graduate School Frais de Gestion	8 762 760	-	-	-	42 033	42 033	-	-	-	42 033	42 033	8 720 727	0
C670IGS21V*	Op 21 Apports IDEX à la Graduate School	13 740 740	-	-	-	141 932	141 932	-	-	-	141 932	141 932	13 598 808	0
Total dépenses opérations IDEX		140 844 408	28 812 639	28 812 561	-	8 260 218	8 260 218	28 438 811	28 428 214	-	7 815 354	7 815 354	103 771 62	

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	lèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant total	Encaissements au titre des années antérieures à 2022	Encaissements pour l'année 2022	Restes à encaisser	
							(1)
C7H-LXP*	Op. 2 PERSYVAL	16 752 475	-	16 752 475	9 548 439	6 102 916	6 593 120
C7H-LXM*	Op. 3 MINOS	11 148 648	-	11 148 648	3 901 766	206 419	7 040 463
C7H-LX11B15 + C7H-AUT168B7	Op. 4 TEC 21	9 054 455	-	9 054 455	5 012 021	209 529	3 832 905
C7H-LXF*	Op. 5 FOCUS	7 098 719	-	7 098 719	2 888 933	8 155	4 201 631
C7H-LXL*	Op. 6 LANEF	13 036 816	-	13 036 816	8 718 792	413 188	3 904 837
C7H-LXO*	Op. 7 OSUG@2020	15 373 153	-	15 373 153	9 420 220	424 003	5 528 930
C7H-LXC11A12	Op. 8 CAMI	4 402 382	-	4 402 382	2 491 293	243 398	1 667 691
CREUWAT032	Op. 10 ERC WATU	1 991 611	-	1 991 611	1 692 869	298 742	0
CREULEG025+ C7H-UER1706	Op. 11 ERC LEGO	1 974 053	-	1 974 053	1 700 000	274 054	0
CREUALK027	Op. 12 ERC ALKAGE	1 809 335	-	1 809 335	1 537 933	-	271 402
C7H-FU11*	Op. 17 FU	7 024 756	-	7 024 756	6 414 253	198 277	412 227
RA0000C439	Op. 18 IMPACT	3 761 885	-	3 761 885	3 668 123	-	93 762
C7H-CEE15C03 + CREURES071	Op. 20 RESSTORE	692 602	-	692 602	692 602	-	0
CREUBIO017	Op. 22 CEE BIOCAPAN	774 240	-	774 240	774 241	-	1
RA0000C668	Op. 23 IRT NANOCEC	2 411 404	-	2 411 404	1 467 245	350	943 809
RA0000C619	Op. 24 ERC GETOM	996 882	-	996 882	996 882	-	-
RA0000C518	Op. 26 EQPX ECOX	405 349	-	405 349	424 330	-	18 981
RA0000C583	Op. 27 LABEX SERENADE	1 226 928	-	1 226 928	1 169 108	57 820	1
RA0000C620	Op. 30 ANAEEES	932 322	-	932 322	857 271	-	75 051
C7H-LX11A* + 952021035400	Op. 34 LABEX ITEM	7 420 837	-	7 420 837	4 033 841	8 829	3 378 167
C7H-UEE17G11 + C7H-UER17G12	Op. 35 ERC NEDM	1 498 840	-	1 498 840	1 274 014	-	224 826
C7H-UEE17I24	Op. 36 ERC DOC	2 454 368	-	2 454 368	2 086 212	-	368 156
C7H-UEE17I41 + C7H-UER17I42	Op. 37 ERC F-IMAGE	2 434 742	-	2 434 742	2 191 268	-	243 474
C7H-PROFR180	Op. 38 PIA PROFAN	500 000	-	500 000	500 136	-	136
7G94 + C7H-UER17G95 + C7H-UEE17I60	Op. 39 RAMP H2020 MSCA	719 937	-	719 937	630 332	89 606	0
C7H-UEE17I60	Op. 40 GREQUE COFUND MSCA H2020	1 962 000	-	1 962 000	1 667 700	5 854	288 446
C7H-SID17I44	Op. 41 PROJET SIDE 3.0	669 266	-	669 266	603 110	66 156	0
C7H-EXPIRG55	Op. 42 PIA EXPIRE	393 838	-	393 838	393 557	-	281
C7H-CEE16B69	Op. 43 H2020 EVHA	567 638	-	567 638	478 589	-	89 048
C7H-CEE16F40	Op. 44 h2020 brain	1 385 505	-	1 385 505	1 255 476	-	130 029
C7H-FED16D90	Op. 45 STUDIO VIRTUEL	539 033	-	539 033	539 033	-	-
C7H-ANR16G34	Op. 46 ANR EAI1ST	740 743	-	740 743	592 595	-	148 148
C7A-SEI15B50/S1	Op. 47 SEISCOPE	5 575 695	-	5 575 695	4 447 695	376 000	752 000
C7H-CEE16C14	Op. 48 ERC STG	2 116 290	-	2 116 290	2 116 290	-	-
C7H-UEE18K55 + C7H-UER18K55	Op. 49 ERC SOLARYS	2 421 180	-	2 421 180	2 179 062	-	242 118
H-IDEQPH* C7H-IDEXPE18C7H-IDG	Op. 50 IDEX RECHERCHE VALORISATION	34 513 273	-	34 513 273	29 625 352	124 255	4 763 666
C7H-PIA16F10	Op. 52 PIA PROJET AJIR	792 582	-	792 582	681 165	111 418	0
CRBPIKAB72	Op. 53 CRBPIKAB72	610 313	-	610 313	610 313	-	-
CREUEAVD78 + CREUEAVD83	Op. 60 CEE-H2020-EAVI	612 908	-	612 908	392 261	-	220 647
C7H-UEE18M62	Op. 61 H2020-MSCA-ITN-2018 URBASIS	1 056 606	-	1 056 606	824 406	-	232 200
à créer	Op. 62 GRAL II	10 868 770	-	10 868 770	4 203 360	-	6 665 410
à créer	Op. 63 ARCANÉ II	7 002 252	-	7 002 252	3 979 265	-	3 022 987
à créer	Op. 64 UER	12 546 000	-	12 546 000	4 516 660	1 129 520	6 899 820
à créer	Op. 65 TIPACCS	712 585	-	712 585	534 116	-	178 469
à créer	Op. 66 ERC FUELING TRANSPORT	2 369 941	-	2 369 941	1 282 681	-	1 087 260
à créer	Op. 67 ITN CALIPER	481 924	-	481 924	374 943	-	106 981
à créer	Op. 68 ERC MONIFAULTS	710 000	-	710 000	487 610	-	222 390
à créer	Op. 69 ERC FAULTSCAN	1 974 630	-	1 974 630	821 696	630 430	522 504
à créer	Op. 70 MAI	14 662 165	-	14 662 165	3 622 110	6 864 762	4 175 293
C7H-PIA19Q51*	Op. 71 Projet AVENIR et ADEME	488 836	-	488 836	105 828	145 876	237 132
C7H-UEE18L70	Op. 72 PACIFIC contrat Européen	864 083	-	864 083	685 313	178 761	10
C7H-REG20A22	Op. 73 IRICE-GEMELLI	1 034 375	-	1 034 375	-	149	1 034 226
C7H-UEE19S25	Op. 74 EXACT	2 744 119	-	2 744 119	960 442	560 013	1 223 664
C7H-UEE20B27	Op. 75 DEEP TRIGGER	1 926 170	-	1 926 170	674 157	561 580	690 433
A CRÉER	Op. 76 FOCETA	609 910	-	609 910	453 682	14 533	141 695
C7H-UEE19R74	Op. 77 MEET	6 467 213	-	6 467 213	3 762 225	1 077 746	1 627 243
C7H-PEGASB85	Op. 79 PIA PEGASE	6 440 126	-	6 440 126	705 873	489 984	5 244 269
C7H-UEE21B05	Op. 80 ECSEL STORAGEE	1 026 851	-	1 026 851	242 455	-	784 397
C7H-PR12IA16	Op. 81 20CVD01	627 688	-	627 688	73 595	154 596	399 497
	Total recettes contrats de recherche	243 411 249	-	243 411 249	147 984 739	15 534 915	79 891 595
910020039100	Op. 2 IDEFI PROMISING	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-	-
C650ENP12C09+RA0000C535	Op. 3 IDEFI ENEPS	3 514 500	-	3 514 500	3 500 000	-	14 500
i50ANR18M05/34 7C650ANR2057	Op. 6 FLEXI - TLV	12 328 000	-	12 328 000	2 219 040	1 109 520	8 999 440
PDI501COMUA le COMUE (antérieu	Op. 7 DISRUPT CAMPUS	739 161	-	739 161	591 328	-	147 833
i01COMUC692CDS19S41C692CDS	Op. 16 COMESUP Accueil handicap	16 500	-	16 500	-	12 765	3 735
C692CDS19S4819RPA001COMU	Op. 17 COMESUP Parcours accueil adapté	33 000	-	33 000	-	9 972	23 028
C692CDS19S4719RPS001COMU	Op. 18 COMESUP Pôle de service	29 000	-	29 000	-	28 240	760
120740 (IUTVAL)C631ANR20T38	Op. 19 HTTP	1 352 000	-	1 352 000	811 200	-	540 800
1)C650CMQ21T59 (DGDFF)G650C	Op. 20 CMQ	1 637 852	-	1 637 852	327 570	-	1 310 282
C650ANR21T63 (PPF-DGDFORM)	Op. 21 UHA++	90 000	-	90 000	-	-	90 000
	Op. 22 ALOA	115 200	-	115 200	-	28 240	86 960
C604ERA19R30 (Pharma)	Op. 23 ERASMUS MUNDUS BEINPM	2 330 000	-	2 330 000	582 500	-	1 747 500
ksD FORMIC7H-PGF2Y01 (NEEL)C7H	Op. 24 QuantEdu-France	56 706 113	-	56 706 113	-	-	56 706 113
C650UHA22X885	Op. 25 DemoUHA	90 000	-	90 000	-	-	90 000
C650ANR22X605	Op. 26 QuantForm	1 033 000	-	1 033 000	-	232 425	800 575
G650DSG22X85S d'autres eOTP	Op. 27 DSG	150 000	-	150 000	-	-	150 000
	Total recettes contrats de formation	85 164 326	-	85 164 326	13 031 638	1 421 162	70 711 526
C660SAN16C34	Op 6 IFPS (pôle santé) (le CHU est le MO)	9 870 688	-	9 870 688	7 679 301	95 509	2 095 878
C660CPO16C32	Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	7 343 900	191 202	7 152 698	4 308 000	2 844 698	0
C660CPE16D50	Op 12 CPER XIV Valence Briffault	6 728 446	1 698 446	5 030 000	2 510 000	1 005 971	1 514 029

PE16E59C660CPE16E59-PHEL ho	Op 13 CPER XIV IUT1	8 050 000	750 000	7 300 000	4 035 996	2 450 000	814 004
C660CPE16E58	Op 14 CPER XIV ESPE/ Cluster de l'éducation	8 974 000	90 000	8 884 000	5 900 000	2 274 000	710 000
C660CPE16D79	Op 15 CPER XIV CRESI	19 600 000		19 600 000	2 833 748	2 939 730	13 826 522
9,50034E+11	Op 16 Maison de la création et de l'innovation	22 568 889		22 568 889	22 370 473	810	197 607
OP950GDACL0P950GDACL00	Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 206 500	936 500	11 270 000	4 930 895	1 720 916	4 618 189
OP950BATEG	Op 24 Réhabilitation BATEG	2 346 000	2 346 000	-	-	-	-
JRBTLX65 / G660U11X67 / G660	Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	26 508 856	26 508 856	-	-	-	-
C660CPE16D51	Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	7 500 000		7 500 000	1 780 124	1 034 557	4 685 319
C660CPE16F76	Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	2 200 000		2 200 000	1 707 000	-	493 000
C660REL21T65	Op 34 PLR Phitem	422 008		422 008	158 651	242 257	21 100
C660CPE16E59-PHEL	Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	11 288 123	2 117 000	9 171 123	458 556	3 686 621	5 025 946
C660REL21T66C645CDS20T33	Op 36 PLR Piscine	2 283 586	299 885	1 983 701	343 400	1 287 751	352 550
C660REL21T67	Op 37 PLR IMA C	2 380 000	289 141	2 090 859	104 543	1 318 020	668 296
C660REL21T68	Op 38 PLR Biologie	3 789 463		3 789 463	74 000	1 300 000	2 415 463
C660REL21T69	Op 39 PLR Eclairage	480 000		480 000	456 000	-	24 000
C660REL21T70	Op 40 PLR Les Houches - Chauffage	615 840		615 840	123 168	461 880	30 792
C660TDA18M70	Op 41 Réhabilitation TD Agora	307 859	307 859	-	-	-	-
G660R410N92	Op 42 Jean Roget 410	178 000	178 000	-	-	-	-
G660PAT20557	Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	970 000	970 000	-	-	-	-
G660AWELT64-21	Op 44 Mise en accessibilité Amphi Weil	340 000	340 000	-	-	-	-
G804SID16C28R	Op 45 BAPSO: Restructuration SID1.Alle N-Ouest	179 050	179 050	-	-	-	-
G804BUJF-R18	Op 46 BAPSO: BU Sciences extension réserve ouv	2 630 000	2 630 000	-	-	-	-
G804BUJF-R15	Op 47 BAPSO: BUJF aménagement accueil BUPE	1 495 694	1 495 694	-	-	-	-
; G801BAL20574 en 2020 ; G801	Op 48 Les Houches: extension des 2 chalets	1 220 000	1 220 000	-	-	-	-
	Op 49 DA: 2007VRD 2020	370 555	370 555	-	-	-	-
	Op 50 DA: 2101Rue des Rés.	720 884	720 884	-	-	-	-
	Op 51 DA: 2105GER 2021	120 000	120 000	-	-	-	-
	Op 52 DA: 2204VRD 2022	200 000	200 000	-	-	-	-
	Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logement	250 000	250 000	-	-	-	-
G660INS22U84	Op 54: Inspe Annecy	180 000	20 000	160 000	-	60 000	100 000
	Op 55: TIGRE	284 471		284 471	284 471	-	-
	Total recettes opérations patrimoine	164 602 812	44 229 072	120 373 740	60 058 326	22 722 720	37 592 694
17IF0001COMU17IFG002COMU	Op 2 IDEX FORMATION	21 353 204	-	21 353 204	21 353 204	-	-
IVB01COMUS17VIN01COMUS17	Op 3 IDEX VIE ETUDIANTE	1 846 838	-	1 846 838	1 846 838	-	-
*17PISCO1COMUS17VISC01COM	Op 4 IDEX RAYONNEMENT SOCIAL ET CULTUREL	1 459 034	-	1 459 034	1 459 034	-	-
1COMU17IRI002COMU17PIRI01C	Op 5 IDEX RELATIONS INTERNATIONALES	396 718	-	396 718	396 718	-	-
304COMU17IFG005COMU17IFG00	Op 6 IDEX GOUVERNANCE & GESTION	6 281 304	-	6 281 304	6 281 304	-	-
	Op 7 IDEX Pérénié - Recherche	17 283 545	-	17 283 545	1 630 521	-	15 653 024
	Op 8 IDEX Pérénié - Formation (INPG)	13 243 236	-	13 243 236	1 249 360	-	11 993 876
	Op 9 IDEX Pérénié - Vie Etudiante	1 795 693	-	1 795 693	169 405	-	1 626 288
	Op 10 IDEX Pérénié - Rayonnement Social et Cultu	1 346 770	-	1 346 770	127 054	-	1 219 716
	Op 11 IDEX Pérénié - Relations Internationales	4 489 233	-	4 489 233	423 512	-	4 065 721
	Op 12 IDEX Pérénié - Gouvernance et frais de cent	6 733 849	-	6 733 849	635 268	-	6 098 581
C670IDE21V1*	Op 13 IDEX Pérénié - frais de centralité	16 674 244	-	16 674 244	9 499 443	-	7 174 801
C670IDE21V2*	Op 14 PIA IdÉES AXE 1 - DIPPAQ	4 694 612	-	4 694 612	469 560	469 560	3 755 492
-IDE21PR C7H-IDE21PIVDEES2	Op 15 PIA IdÉES AXE 2 - DGDHRH	3 162 485	-	3 162 485	316 480	316 480	2 529 525
C670IDE21V4*	Op 16 PIA IdÉES AXE 3 - DGDHRV	5 332 573	-	5 332 573	533 200	533 200	4 266 173
	Op 17 PIA IdÉES AXE 4 - GINP	2 736 256	-	2 736 256	273 480	273 480	2 189 296
	Op 18 PIA IdÉES Frais de gestion	1 274 074	-	1 274 074	127 280	127 280	1 019 514
C670IDE21V0*	Op 19 SFRI Graduate school	8 237 240	-	8 237 240	823 724	823 724	6 589 792
	Op 20 SFRI Graduate School Frais de Gestion	8 762 760	-	8 762 760	876 276	876 276	7 010 208
	Op 21 Apports IDEX à la Graduate School	13 740 740	-	13 740 740	1 339 000	-	12 401 740
	Total recettes opérations IDEX	140 844 408	-	140 844 408	49 830 661	3 420 000	87 593 747
80708_GRE	Op. 1 : PPP GreenER	155 024 561	-	155 024 561	52 689 310	692 240	101 643 011
80709_PIL	Op. 2 : PPP PilsI	109 977 542	-	109 977 542	45 686 111	-	64 291 431
80710_SHS	Op. 3 : PPP SHS	83 044 267	-	83 044 267	31 269 364	-	51 774 903
80706_OAC	Op. 4 : Aménagement Durable du Campus	18 000 000	-	18 000 000	9 510 458	411 723	8 077 819
80707_PS	Op. 5 : Maison des Services aux Etudiants	28 153 739	-	28 153 739	15 383 700	669 195	12 100 844
80702_ADM / 80711_TE	Op. 6 : Vie de campus, transition énergétique	50 552 175	-	50 552 175	19 265 905	22 150 298	9 135 972
	Total recettes Plan Campus	444 752 284	-	444 752 284	173 804 848	23 923 456	247 023 980
	Total global recettes	1 078 775 079	44 229 072	1 034 546 007	444 710 212	67 022 252	522 813 543

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N 2022	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
Op 54: Inspe Annecy	Financement de l'Etat	100 000			100 000
	Financement de la région				0
	Autres subventions	60 000			60 000
	Autres recettes				0
	Autofinancement par l'établissement	20 000			0
Total Opération 54		180 000	0	0	160 000
Op 55: TIGRE	Financement de l'Etat	284 471	284 471		0
	Financement de la région				0
	Autres subventions				0
	Autres recettes				0
	Autofinancement par l'établissement				0
Total Opération 55		284 471	284 471	0	0
Op ...	Financement de l'Etat				0
	Financement de la région				0
	Autres subventions				0
	Autres recettes				0
	Autofinancement par l'établissement				0
Total Opération ...		0	0	0	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	47 481 465	23 218 827	0	24 262 638
	Ss total Financement de la région	42 581 239	40 794 056	-49 527	1 836 710
	Ss total autres subventions	28 661 036	23 101 036	3 500 000	2 060 000
	Ss total autres recettes	1 650 000	0	0	1 650 000
	Ss total autofinancement par l'établissement	44 229 072			
TOTAL		164 602 812	87 113 919	3 450 473	29 809 348

Montant des Financement extérieurs	Financement extérieurs				Restes à encaisser
	Encasements des années antérieures à N	Encasements de N 2022		22=(18)-(20)-(21a)	
		Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)		
(18)	(20)	(21a)	(21b)		
100 000		100 000		100 000	
0				0	
60 000		60 000	60 000	0	
0				0	
160 000	0	160 000	60 000	100 000	
284 471	284 471			0	
0				0	
0				0	
0				0	
284 471	284 471	0	0	0	
0				0	
0				0	
0				0	
0				0	
0	0	0	0	0	
47 481 465	17 957 556	13 833 921	13 983 921	15 689 988	
42 581 239	29 663 770	3 358 049	3 393 559	9 559 420	
28 661 036	12 437 000	5 344 491	5 345 240	10 879 545	
1 650 000	0	0	0	1 650 000	
120 373 740	60 058 326	22 536 461	22 722 720	37 778 953	

Prévisions en N+1 et suivantes		
Encasements prévus en N+1 2023	Encasements prévus en N+2 2024	Encasements prévus >N+2
(23)	(24)	(25)
100 000		
100 000	0	0
0	0	0
0	0	0
7 628 723	7 911 265	0
4 989 907	2 434 004	2 100 000
3 328 796	5 000 000	2 550 000
1 650 000	0	0
17 597 426	15 345 269	4 650 000

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Années >N+2	Total (autofinancement par l'établissement)
Opération 6	2 191 387	-	2 095 878	-	-	95 509
Opération 9	2 486 129	2 793 907	475 274	23 706	-	191 202
Opération 12	48 762	2 367 888	857 511	236 831	-	1 698 446
Opération 13	226 513	2 363 921	2 246 491	498 887	142 030	750 000
Opération 14	1 741 062	2 085 437	232 243	486 617	-	90 000
Opération 15	1 887 355	1 101 706	3 727 425	1 439 000	2 177 364	-
Opération 16	524 286	550 974	197 607	171 728	-	810
Opération 19	3 158 389	2 279 690	220 592	2 094 547	500 000	936 440
Opération 24	2 249 435	73 155	-	23 410	-	2 346 000
Opération 26	16 029 416	217 825	4 428 000	3 000 000	2 833 615	26 508 856
Opération 29	1 572 437	633 652	2 004 567	2 358 870	2 810 392	250 000
Opération 30	335 657	78 885	458 000	43 458	-	0
Opération 34	151 454	76 994	21 100	95 560	-	-
Opération 35	118 884	762 986	7 384 480	4 623 378	-	2 117 000
Opération 36	210 976	167 480	245 088	528 469	-	239 885
Opération 37	89	3 251	130 555	161 926	-	289 141
Opération 38	41 694	223 900	225 711	39 882	-	0
Opération 39	218 238	240 110	21 872	-	-	-
Opération 40	100 305	67 768	57 519	110 554	-	-
Opération 41	241 437	58 717	-	7 705	-	307 859
Opération 42	7 830	5 719	37 936	126 515	-	178 000
Opération 43	3 176	136 307	766 000	64 517	-	970 000
Opération 44	102 499	224 232	5 001	8 268	-	340 000
Opération 45	127 149	25 346	26 555	-	-	179 050
Opération 46	49 679	2 012	2 460 020	118 289	-	2 630 000
Opération 47	88 636	775 505	101 210	530 343	-	1 495 694
Opération 48	190 730	812 637	-	216 633	-	1 220 000
Opération 49	370 555	-	-	-	-	370 555
Opération 50	720 884	-	-	-	-	720 884
Opération 51	921	76 297	42 782	-	-	120 000
Opération 52	-	143 906	56 094	-	-	200 000
Opération 53	-	13 861	236 139	-	-	250 000
Opération 54	-	141 978	100 000	161 978	-	80 000
Opération 55	204 481	204 481	-	-	0	0
Opération ...	-	-	-	-	-	-
Total toutes opérations	15 681 389	2 524 391	20 867 538	2 233 340	3 108 672	44 415 330

Notice

- Seules les opérations immobilières ont vocation à être renseignées dans ce tableau. Il s'agit des opérations immobilières pluriannuelles, c'est-à-dire ayant une durée supérieure à 365 jours.
- Une opération immobilière doit être mentionnée dans le tableau dès lors que le conseil d'administration en a validé le principe.
- Colonne (1) "Coût total de l'opération" doit être du même montant que la colonne (18) "Montant de l'opération envisagée".
- Colonne "Restes à engager en fin d'année N" doit être égale à la somme des colonnes (12), (14) et (16).
- Les restes à payer sur AE consommées se distinguent de la somme des CP prévus pour les années N+1 et suivantes. En effet, la prévision pluriannuelle des CP tient compte à la fois des CP ayant déjà fait l'objet d'une consommation d'AE mais également des CP à venir pour lesquels les engagements fermes n'ont pas encore été pris par l'établissement.
- Colonne (18) "Montant de l'opération envisagée" correspond au plan de financement prévisionnel de l'opération tel que mentionné dans le dossier d'expertise lorsqu'il y en a un, ou aux éventuels réajustements du budget de l'opération.
- Les colonnes de couleur jaune correspondent à du suivi d'exécution de l'opération alors que les autres colonnes renvoient à de la prévision budgétaire.
- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
- Les montants à renseigner correspondent à la date de notification (et non à la date à laquelle les crédits seront versés). A titre d'exemple une notification faite en année N pour les crédits de N et N+1 devra faire apparaître le cumul de l'ensemble des crédits mentionnés dans le document de notification. Les montants notifiés peuvent être distincts des encaissements prévus. Ainsi un encaissement peut être prévu sur une année même si aucune notification n'a été reçue, notamment si le dossier d'expertise prévoyait l'existence de la recette extérieure.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2022
Volet Patrimoine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Pour info n°EOTP	Opération	Nature	Prévision Coût total de l'opération (1)	N = 2022										2023		2024		2025 et s.	
				Prévision N					Réalisé N	Prévision N					Réalisé N	Prévision N+1 et suivantes			
				AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4) <= (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	TOTAL des AE consommées en N (7)	CP ouverts les années antérieures à N (8)	CP consommés les années antérieures à N (9) <= (7) - (8)	CP reprogrammés ou reportés en N* (10)	CP nouveaux ouverts en N (11) = (9) + (10)	TOTAL des CP ouverts en N (12)	TOTAL des CP consommés en N (13)	AE prévues en N+1 (14)	CP prévus en N+1 (15)	AE prévues en N+2 (16)	CP prévus en N+2 (17)
C660SAN16C34	Op 6 IFPS (pôle santé) (le CHU est le MO)	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	9 870 688	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C660CPO16C32	Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	28 593 7 315 307	28 593	-	-	62 348	62 348	50 791	6 765 536	6 765 536	-	74 497	74 497	475 274	11 557	23 706	-	-
C660CPE16D50 C660CPE16D50-GYM C660CPE16D50-REST C660CPE16D50-MASTER	Op 12 CPER XIV Valence Briffault	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	72 362 6 656 084	1 502	1 502	70 860	70 860	395 634	16 881	2 473 030	2 459 736	13 294	3 913 918	3 927 212	224 745	291 318	380 046	531 171	-
C660CPE16E59 C660CPE16E59-PHEL hors PLR	Op 13 CPER XIV IUT1	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	8 190 8 041 810	8 190	-	6 463	6 463	3 336	4 254 319	4 254 319	-	104 261	104 261	600 379	2 546 491	395 451	562 891	60 895	592 030
C660CPE16E58 C660CPE16E58-CANOPE	Op 14 CPER XIV ESPE Cluster de l'éducation	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	1 100 8 972 900	-	-	1 013 583	1 013 583	1 019 945	4 699 573	4 158 938	540 635	3 648 949	4 189 584	70 000	342 243	112 283	112 283	-	-
C660CPE16D79	Op 15 CPER XIV CRESI	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	149 862 19 450 138	6 433	6 433	266 411	266 411	214 901	1 450 315	939 960	510 355	1 986 118	2 496 473	1 742 296	9 110 518	1 281 847	6 439 000	198 258	1 122 636
9.50034E+11	Op 16 Maison de la création et de l'innovation	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	106 121 22 462 768	106 121	-	272 467	272 467	259 532	21 740 141	21 740 141	-	722 627	722 627	-	-	12 935	171 653	-	-
OP950GDA OP950GDA CLV	Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	70 383 12 136 117	-	-	23 125	23 125	7 185 794	1 772 506	1 772 506	-	4 950 352	4 950 352	47 258	47 258	23 125	23 125	-	-
OP950BATEG	Op 24 Réhabilitation BATEG	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	2 511 2 343 489	2 511	-	4 206	4 206	9 615	2 391 607	2 246 924	144 683	48 119	96 564	493 077	4 338 781	568 389	2 094 547	-	-
2022: G660JRBTLX65 / G660IUT1LX67 / G660LPSCCX66 / G660IUTVLX68 / G660HY22Y17	Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	26 508 856	-	-	1 970 000	1 970 000	561 600	16 029 416	16 029 416	-	312 000	312 000	3 000 000	4 428 000	3 000 000	3 000 000	2 315 585	2 833 615
HALLNORD	Op 28 Réhabilitation amphis et hall NORD Stendhal	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C660CPE16D51	Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	7 500 000	817 585	773 123	44 462	43 594	88 056	15 310	286 564	207 687	78 877	147 894	5 080 125	2 004 567	447 638	1 926 449	1 183 804	3 210 392
C660CPE16F76	Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	2 203 2 197 797	2 203	-	27 082	27 082	7 448	2 091 207	2 040 454	50 753	73 778	20 000	35 000	19 634	43 458	-	-	-
C660REL21T65	Op 34 PLR Phitem	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	422 008	422 008	-	-	-	640	95 946	7 197	88 749	326 062	-	-	-	-	-	-	-
C660CPE16E59-PHEL PLR	Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	11 288 123	9 171 123	-	-	-	33 966	577 440	577 440	-	3 209 201	3 209 201	2 083 034	7 384 480	-	402 568	-	-
C660REL21T66 C645CDS20T33	Op 36 PLR Piscine	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	2 283 586	1 889 986	-	386 700	386 700	74 508	132 424	132 424	-	2 103 700	2 103 700	6 900	47 462	312 192	588 469	-	-
C660REL21T67	Op 37 PLR IMA C	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	2 380 000	2 192 063	-	157 000	157 000	3 989	104 454	104 454	-	1 320 000	1 320 000	30 000	798 851	161 926	161 926	-	-
C660REL21T68	Op 38 PLR Biologie	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	3 789 463	3 936 163	411 161	145 161	119 300	79 418	74 000	32 306	41 694	1 036 387	1 078 081	145 161	2 641 174	39 882	39 882	-	-

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2022
Volet Patrimoine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision Financement de l'opération (20)	2022			Prévisions en N+1 et suivantes		
			Prévision N		Réalisé N	Encasements prévus en N+1	Encasements prévus en N+2	Encasements prévus N+3 et s.
			Encasements des années antérieures à N (21)	Encasements prévus en N (22)	Encasements réalisés en N (23)	(24)	(25)	
C660SAN16C34	Op 6 IFPS (pôle santé) (le CHU est le MO)	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	1 710 000 8 160 688 -	1 710 000 5 969 301 -	- 95 509 -	- 2 095 878 -	- - -	- -
	Total Op.6	9 870 688	7 679 301	-	95 509	2 095 878	-	-
C660CPO16C32	Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	- 7 152 698 -	- 4 308 000 -	- 2 844 698 2 844 698	- -	- -	- -
	Total Op.9	7 152 698	4 308 000	2 844 698	2 844 698	-	-	-
C660CPE16D50	Op 12 CPER XIV Valence Briffault	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	1 250 000 3 780 000 -	1 250 000 1 260 000 -	- 1 005 971 1 005 971	- -	1 204 029 310 000 -	- -
	Total Op.12	5 030 000	2 510 000	1 005 971	1 005 971	1 204 029	310 000	-
C660CPE16E59	Op 13 CPER XIV IUT1	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	2 800 000 4 500 000 -	2 800 000 1 235 996 -	- 2 450 000 2 450 000	- -	- 300 000 64 004	- 450 000 -
	Total Op.13	7 300 000	4 035 996	2 450 000	2 450 000	300 000	64 004	450 000
C660CPE16E58	Op 14 CPER XIV ESPE/ Cluster de l'éducation	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	884 000 8 000 000 -	500 000 5 400 000 -	274 000 2 000 000 2 000 000	274 000 -	- 600 000 -	- -
	Total Op.14	8 884 000	5 900 000	2 274 000	2 274 000	110 000	600 000	-
C660CPE16D79	Op 15 CPER XIV CRESI	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	8 600 000 11 000 000 -	2 633 748 200 000 -	2 939 730 -	2 939 730 -	3 026 522 2 500 000 5 000 000	- 3 300 000 -
	Total Op.15	19 600 000	2 833 748	2 939 730	2 939 730	5 526 522	5 000 000	3 300 000
9.50034E+11	Op 16 Maison de la création et de l'innovation	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	- 22 568 889 -	- 22 370 473 -	- 810 -	- -	197 607 -	- -
	Total Op.16	22 568 889	22 370 473	-	810	197 607	-	-
OP950GDACL	Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	7 120 000 2 500 000 1 650 000	4 680 895 250 000 -	1 439 105 281 871 -	1 439 105 281 811 -	1 000 000 1 468 189 1 650 000	- 500 000 -
	Total Op.19	11 270 000	4 930 895	1 720 976	1 720 916	4 118 189	-	500 000
OP950BATEG	Op 24 Réhabilitation BATEG	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	- - -	- - -	- - -	- -	- -	- -
	Total Op.24	-	-	-	-	-	-	-
NA	Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	- - -	- - -	- - -	- -	- -	- -
	Total Op.26	-	-	-	-	-	-	-
HALLNORD	Op 28 Réhabilitation amphis et hall NORD Stendhal	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	- - -	- -	- -	- -	- -	- -
	Total Op.28	-	-	-	-	-	-	-
C660CPE16D51	Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	5 500 000 2 000 000 -	1 580 124 200 000 -	784 557 -	1 034 557 -	- -	2 885 319 400 000
	Total Op.29	7 500 000	1 780 124	784 557	1 034 557	-	4 285 319	400 000
C660CPE16F76	Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	800 000 1 400 000 -	800 000 907 000 -	- -	- -	493 000 -	- -
	Total Op.30	2 200 000	1 707 000	-	-	493 000	-	-
	Op 34 PLR Phitem	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	422 008 - -	158 651 -	242 257 -	242 257 -	21 100 -	- -
	Total Op.34	422 008	158 651	242 257	242 257	21 100	-	-
C660CPE16E59-PHEL	Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	9 171 123 - -	458 556 -	3 686 621 -	3 686 621 -	- -	5 025 946 -
	Total Op.35	9 171 123	458 556	3 686 621	3 686 621	-	5 025 946	-
	Op 36 PLR Piscine	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	1 863 701 120 000 -	343 400 -	1 287 751 60 000	1 287 751 -	232 550 60 000	- -
	Total Op.36	1 983 701	343 400	1 347 751	1 287 751	292 550	60 000	-
	Op 37 PLR IMA C	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	2 090 859 - -	104 543 -	1 318 020 -	1 318 020 -	668 296 -	- -
	Total Op.37	2 090 859	104 543	1 318 020	1 318 020	668 296	-	-
	Op 38 PLR Biologie	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	3 789 463 - -	74 000 -	1 300 000 -	1 300 000 -	2 415 463 -	- -
	Total Op.38	3 789 463	74 000	1 300 000	1 300 000	2 415 463	-	-
	Op 39 PLR Eclairage	Financement de l'Etat* Autres subventions publiques** Autres financements***	480 000 - -	456 000 -	- -	- -	24 000 -	- -
	Total Op.39	480 000	456 000	-	-	24 000	-	-

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2022
Volet Patrimoine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

Op 40 PLR Les Houches - Chauffage	Financement de l'Etat*	615 840	123 168	461 880	461 880	30 792	-	-
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.40		615 840	123 168	461 880	461 880	30 792	-	-
Op 41 Réhabilitation TD Agora	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.41		-	-	-	-	-	-	-
Op 42 Jean Roget 410	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.42		-	-	-	-	-	-	-
Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.43		-	-	-	-	-	-	-
Op 44 Mise en accessibilité Amph Well	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.44		-	-	-	-	-	-	-
Op 45 BAPSO: Restructuration SID1 Alle N-Ouest	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.45		-	-	-	-	-	-	-
Op 46 BAPSO: BU Sciences extension réserve ouvrages	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.46		-	-	-	-	-	-	-
Op 47 BAPSO: BUJF aménagement accueil BUPE	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.47		-	-	-	-	-	-	-
Op 48 Les Houches: extension des 2 chalets	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.48		-	-	-	-	-	-	-
Op 49 DA: 2007 VRD 2020	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.49		-	-	-	-	-	-	-
Op 50 DA: 2101 Rue des Rés.	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.50		-	-	-	-	-	-	-
Op 51 DA: 2105 GER 2021	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.51		-	-	-	-	-	-	-
Op 52 DA: 2204 VRD 2022	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.52		-	-	-	-	-	-	-
Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logements DA	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.53		-	-	-	-	-	-	-
Op 54 Insep Annecy	Financement de l'Etat*	100 000		100 000	-	100 000		
	Autres subventions publiques**	60 000		60 000	60 000			
	Autres financements***				-			
Total Op.54		160 000	-	160 000	60 000	100 000	-	-
Op 55 TIGRE	Financement de l'Etat*	284 471	284 471		-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op 55		284 471	284 471	-	-	-	-	-
Op ...	Financement de l'Etat*				-			
	Autres subventions publiques**				-			
	Autres financements***				-			
Total Op.		-	-	-	-	-	-	-
Ss total financement de l'Etat		47 481 465	17 957 556	13 833 921	13 983 921	7 628 723	7 911 265	-
Ss total Autres subventions publiques		71 242 275	42 100 770	8 702 540	8 738 799	8 318 703	7 434 004	4 650 000
Ss total autres financements		1 650 000	-	-	-	1 650 000	-	-
TOTAL		120 373 740	60 058 326	22 536 461	22 722 720	17 597 426	15 345 269	4 650 000

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres subventions publiques et Autres subventions publiques fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
	Financement de l'Etat				0
	Financements de la région				0
	Autres subventions				0
	Autres recettes				0
	Autofinancement par l'établissement				0
	Total Opération ...	0	0	0	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	400 347 169	156 053 252	16 129 520	228 164 397
	Ss total financements de la région	0	0	0	0
	Ss total autres subventions	17 554 000	12 223 082	2 081 723	3 249 195
	Ss total autres recettes	26 851 115	5 528 514	1 223 941	20 098 660
	Ss total autofinancement par l'établissement	0	0	0	0
	TOTAL	444 752 284	173 804 848	19 435 184	251 512 252

Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements de N		Restes à encaisser
		Encaissements prévus	Encaissements réalisés	
		(21a)	(21b)	
(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)
0				0
0				0
0				0
0				0
0				0
0				0
0				0
0				0
0				0
400 347 169	156 053 252	15 261 001	15 261 001	229 032 916
0	0	0	0	0
17 554 000	12 223 082	1 080 918	7 970 033	-2 639 115
26 851 115	5 528 514	692 240	692 422	20 630 179
0				0
444 752 284	173 804 848	17 034 159	23 923 456	247 023 980

Prévisions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > n+2
(23)	(24)	(25)
0	0	0
16 129 520	16 129 520	196 773 876
0	0	0
2 970 000	279 195	1 000 805
1 000 000	1 050 000	18 580 361
20 099 520	17 458 715	216 355 042

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Années > N+2	Total (autofinancement par l'établissement)
Opération 1	5 003 791,94	- 4 153 311,00	1 133 356,00	1 344 156,00	- 3 327 993,00	- 0,06
Opération 2	7 725 064,40	- 3 538 735,00	587 421,73	625 921,73	- 5 399 673,46	- 0,60
Opération 3	12 344 322,86	- 2 639 229,00	587 866,94	613 066,94	- 10 906 027,88	- 0,14
Opération 4	2 277 682,04	- 978 360,00	1 460 204,15	201 795,85	4 514 450,30	0,04
Opération 5	5 457 946,13	- 9 994 472,00	3 348 896,14	980 251,73	6 905 170,28	-
Opération 6	6 673 140,00	13 657 876,00	890 375,70	482 630,70	- 21 704 022,40	0,00
Opération 7	-	-	-	-	-	-
Opération 8	-	-	-	-	-	-
Opération 9	-	-	-	-	-	-
Opération 10	-	-	-	-	-	-
Opération 11	-	-	-	-	-	-
Opération 12	-	-	-	-	-	-
Opération 13	-	-	-	-	-	-
Opération 14	-	-	-	-	-	-
Opération 15	-	-	-	-	-	-
Opération 16	-	-	-	-	-	-
Opération 17	-	-	-	-	-	-
Opération 18	-	-	-	-	-	-
Opération 19	-	-	-	-	-	-
Opération 20	-	-	-	-	-	-
Opération 21	-	-	-	-	-	-
Opération 22	-	-	-	-	-	-
Opération 23	-	-	-	-	-	-
Opération 24	-	-	-	-	-	-
Opération 25	-	-	-	-	-	-
Total toutes opérations	34 926 583,29	- 7 646 231,00	1 610 079,92	4 247 822,95	- 29 918 096,16	0,84

Et au final, les colonnes 2021 AE/CP N+1 disparaissent

Notice

- Seules les opérations immobilières ont vocation à être renseignées dans ce tableau. Il s'agit des opérations immobilières pluriannuelles, c'est-à-dire ayant une durée supérieure à 365 jours.
- Une opération immobilière doit être mentionnée dans le tableau dès lors que le conseil d'administration en a validé le principe.
- Colonne (1) "Coût total de l'opération" doit être du même montant que la colonne (18) "Montant de l'opération envisagé".
- Colonne "Restes à engager en fin d'année N" doit être égale à la somme des colonnes (12), (14) et (16).
- Les restes à payer sur AE consommées se distinguent de la somme des CP prévus pour les années N+1 et suivantes. En effet, la prévision pluriannuelle des CP tient compte à la fois des CP ayant déjà fait l'objet d'une consommation d'AE mais également des CP à venir pour lesquels les engagements fermes n'ont pas encore été pris par l'établissement.
- Colonne (18) "Montant de l'opération envisagé" correspond au plan de financement prévisionnel de l'opération tel que mentionné dans le dossier d'expertise lorsqu'il y en a un, ou aux éventuels réajustements du budget de l'opération.
- Les colonnes de couleur jaune correspondent à du suivi d'exécution de l'opération alors que les autres colonnes renvoient à de la prévision budgétaire.
- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
- Les montants à renseigner correspondent à la date de notification (et non à la date à laquelle les crédits seront versés). A titre d'exemple une notification faite en année N pour les crédits de N et N+1 devra faire apparaître le cumul de l'ensemble des crédits mentionnés dans le document de notification.
- Les montants notifiés peuvent être distincts des encaissements prévus. Ainsi un encaissement peut être prévu sur une année même si aucune notification n'a été reçue, notamment si le dossier d'expertise prévoyait l'existence de la recette extérieure.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

B - Prévisions de recettes

			2022			2023	2024	2025	Après 2025
Opération	Nature	Prévision	Prévision		Réalisé N	Prévisions en N+1 et suivantes			
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévu en N	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en N+3	Encaissements prévus en N+3
		(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	
17F001COMAU 17F002COMAU	IDEX FORMATION	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	21 353 204 - -	21 353 204 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
	Total Op.2	21 353 204	21 353 204	-	-	-	-	-	-
17VU* - 18VU* 17VU01COMAB 17VU02COMAB 17VU03COMAB	IDEX VIE ETUDIANTE	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 846 838 - -	1 846 838 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
	Total Op.3	1 846 838	1 846 838	-	-	-	-	-	-
17SC* 17F002COMAB 17V002COMAB	IDEX RAYONNEMENT SOCIAL ET CULTUREL	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 459 034 - -	1 459 034 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
	Total Op.4	1 459 034	1 459 034	-	-	-	-	-	-
17R001COMAU 17R002COMAU 17R003COMAB	IDEX RELATIONS INTERNATIONALES	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	396 718 - -	396 718 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
	Total Op.5	396 718	396 718	-	-	-	-	-	-
17G0* 17F001COMAB 17V002COMAB 17V003COMAB	IDEX GOUVERNANCE & GESTION	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	6 281 304 - -	6 281 304 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
	Total Op.6	6 281 304	6 281 304	-	-	-	-	-	-
9	IDEX Pérénié volet Recherche	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	17 283 545 - -	1 630 521 - -	3 913 250 - -	7 826 500 - -	3 913 250 - -	3 913 274 - -	- - -
	Total Op.7	17 283 545	1 630 521	3 913 250	-	7 826 500	3 913 250	3 913 274	-
087002X2V0	IDEX Pérénié volet Formation (Grenoble INP)	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	13 243 236 - -	1 249 360 - -	2 998 464 - -	5 996 928 - -	2 998 464 - -	2 998 484 - -	- - -
	Total Op.8	13 243 236	1 249 360	2 998 464	-	5 996 928	2 998 464	2 998 484	-
088002X2V1 088002X2V1.6	IDEX Pérénié volet V.E. Etudiante	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 795 693 - -	169 405 - -	406 571 - -	813 142 - -	406 571 - -	406 575 - -	- - -
	Total Op.9	1 795 693	169 405	406 571	-	813 142	406 571	406 575	-
089100X2V2	IDEX Pérénié volet Rayonnement Social et Culturel	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 346 770 - -	127 054 - -	304 929 - -	609 858 - -	304 929 - -	304 929 - -	- - -
	Total Op.10	1 346 770	127 054	304 929	-	609 858	304 929	304 929	-
088002X2V0.6	IDEX Pérénié volet Relations Internationales	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	4 489 233 - -	423 512 - -	1 016 429 - -	2 032 858 - -	1 016 429 - -	1 016 434 - -	- - -
	Total Op.11	4 489 233	423 512	1 016 429	-	2 032 858	1 016 429	1 016 434	-
08202V1 yc IDEFI à saisir	IDEX Pérénié volet Gouvernance (soutien composantes)	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	6 733 849 - -	635 268 - -	1 524 643 - -	3 049 286 - -	1 524 643 - -	1 524 652 - -	- - -
	Total Op.12	6 733 849	635 268	1 524 643	-	3 049 286	1 524 643	1 524 652	-
08202V1 08202V1 - hors V4	IDEX Pérénié frais de centralité + reliquats PI	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	16 674 244 - -	9 499 443 - -	1 793 697 - -	3 587 394 - -	1 793 697 - -	1 793 710 - -	- - -
	Total Op.13	16 674 244	9 499 443	1 793 697	-	3 587 394	1 793 697	1 793 710	-
087002E1V1	PIA IDEES AXE 1 - DIPPAQ	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	4 694 612 - -	469 560 - -	469 560 - -	3 587 384 - -	469 560 - -	469 560 - -	2 346 812 - -
	Total Op.14	4 694 612	469 560	469 560	469 560	3 587 384	469 560	469 560	2 346 812
087002E1V2	PIA IDEES AXE 2 - DQDRH	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	3 162 485 - -	316 480 - -	316 480 - -	469 560 - -	316 480 - -	316 480 - -	1 580 085 - -
	Total Op.15	3 162 485	316 480	316 480	316 480	469 560	316 480	316 480	1 580 085
07H40E1PR 07H40E1PR 06E01V	PIA IDEES AXE 3 - DQDRIV	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	5 332 573 - -	533 200 - -	533 200 - -	533 200 - -	533 200 - -	533 200 - -	2 666 573 - -
	Total Op.16	5 332 573	533 200	533 200	533 200	533 200	533 200	533 200	2 666 573
087002E1V4	PIA IDEES AXE 4 - GINP	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	2 736 256 - -	273 480 - -	273 480 - -	273 480 - -	273 480 - -	273 480 - -	1 368 856 - -
	Total Op.17	2 736 256	273 480	273 480	273 480	273 480	273 480	273 480	1 368 856
087002E1V0	PIA IDEES Frais de gestion	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 274 074 - -	127 280 - -	127 280 - -	127 280 - -	127 280 - -	127 280 - -	637 674 - -
	Total Op.18	1 274 074	127 280	127 280	127 280	127 280	127 280	127 280	637 674
087002R1V10.6 087002R1V10.8	PIA SFRI Graduate School	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	8 237 240 - -	823 724 - -	823 724 - -	823 724 - -	823 724 - -	823 724 - -	4 118 620 - -
	Total Op.19	8 237 240	823 724	823 724	823 724	823 724	823 724	823 724	4 118 620
087002R1V10.8 087002R1V10.8 087002R1V10.8	PIA SFRI Graduate School Frais de Gestion	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	8 762 760 - -	876 276 - -	876 276 - -	876 276 - -	876 276 - -	876 276 - -	4 381 380 - -
	Total Op.20	8 762 760	876 276	876 276	876 276	876 276	876 276	876 276	4 381 380
087002E1V*	Apports IDEX à la Graduate School	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	13 740 740 - -	1 339 000 - -	1 339 000 - -	2 676 000 - -	1 339 000 - -	1 339 000 - -	7 045 740 - -
	Total Op.21	13 740 740	1 339 000	1 339 000	-	2 676 000	1 339 000	1 339 000	7 045 740
	Ss total financement de l'Etat	140 844 408	49 830 661	16 716 983	3 420 000	30 013 966	16 716 983	16 717 058	24 145 740
	Ss total autres financements publics	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total autres financements	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	140 844 408	49 830 661	16 716 983	3 420 000	30 013 966	16 716 983	16 717 058	24 145 740

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
 ** Autres financements publics et autres financements publics fléchés
 *** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2022
Volet Formation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévission Coût total de l'opération	Années antérieures à 2022					2022					Années antérieures à 2022					2022					2023		2024			2025		Après 2025		
			Prévission N		Réalisé N		AE couvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N'	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	TOTAL des AE Consommées en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammées ou reportées en N'	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	TOTAL des CP Consommés en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues en N+3	CP prévus en N+3	AE prévues > N+3	CP prévus > N+3						
			(1)	(2)	(3)	(4)																					(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)
91002039100 C670XDC2241925	IDEFI PROMISING	(1) 2 414 746 2 521 056 64 198 5 000 000	(2) 2 243 369 2 521 056 64 198 4 828 643	(3) 2 243 369 2 521 056 64 198 4 828 643	(4)	(5) 58 800 58 800 58 800	(6) = (4) + (5) 58 800 58 800 52 891	(7) 2 243 369 2 518 904 63 560 4 825 853	(8) 2 243 369 2 518 904 63 560 4 825 853	(9)	(10) 58 800 58 800 58 800	(11) = (9) + (10) 58 800 58 800 52 891	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)												
C650ENP12029 - RA0000533	IDEFI ENEPS	1 253 000 2 081 472 180 028 3 514 500	1 057 939 1 848 768 170 028 3 086 735	1 057 939 1 848 768 170 028 3 086 735	-	58 800 185 061 10 000 427 765	58 800 185 061 10 000 427 765	52 891 145 144 9 889 3 081 362	52 891 145 144 9 889 3 081 362	-	58 800 185 061 10 000 433 118	58 800 185 061 10 000 433 118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
C650ANR18M0534 ? C650ANR20279	FLEXI - TLV	8 542 950 2 967 050 818 000 12 328 000	1 450 862 1 362 032 108 581 2 921 475	1 450 862 1 362 032 108 581 2 921 475	-	1 140 228 573 449 76 000 1 789 677	1 140 228 573 449 76 000 1 789 677	693 002 399 458 105 160 1 198 618	693 002 399 458 105 160 1 198 618	-	1 140 228 573 449 76 000 1 789 677	1 140 228 573 449 76 000 1 789 677	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
17UD011COJMU C650D022058 17PD011COJMU	DISRUPT CAMPUS	561 285 146 447 31 429 739 161	345 201 132 004 31 429 508 633	345 201 132 004 31 429 508 633	-	- - - 427 765	- - - 427 765	345 201 127 924 31 429 504 553	345 201 127 924 31 429 504 553	-	- - - 433 118	- - - 433 118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
A la COMUE (exercice 2020) - 19RA4001COJMU C650CD19541 C650CD19542	COMESUP ACCUEIL HANDICAP 19	15 000 1 500 16 500	15 000 1 500 16 500	15 000 1 500 16 500	-	- - - 15 135	- - - 15 135	11 265 1 500 12 765	11 265 1 500 12 765	-	- - - 12 765	- - - 12 765	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C650CD19548 19RPA01COJMU	COMESUP PARCOURS ACCUEIL ADAPTE 2019	29 903 3 097 33 000	9 875 3 097 12 972	9 875 3 097 12 972	-	- - - 12 972	- - - 12 972	9 875 3 097 12 972	9 875 3 097 12 972	-	- - - 12 972	- - - 12 972	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C650CD19547 19RPS001COJMU	COMESUP POLE DE 2019	29 000 29 000	28 240 28 240	28 240 28 240	-	- - - 28 240	- - - 28 240	28 240 28 240	28 240 28 240	-	- - - 28 240	- - - 28 240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C641NCG21196 (DLS31) C63ANR207140 (RUTVA) C63ANR20738 (RUT1) C63ANR20737 (RUT2)	HTTP	246 966 582 259 516 775 1 352 000	92 908 389 047 229 501 611 455	92 908 389 047 229 501 611 455	-	154 058 188 080 287 274 629 412	154 058 188 080 287 274 629 412	108 799 308 518 229 501 670 784	108 799 308 518 229 501 670 784	-	154 058 188 080 287 274 629 412	154 058 188 080 287 274 629 412	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C650CM021199-C631CDC207 41-C650CM021199-C631CDC206 22X89	CMO	126 503 1 363 349 148 000 1 637 852	37 500 319 203 90 000 446 703	37 500 319 203 90 000 446 703	-	32 453 532 500 21 000 585 953	32 453 532 500 21 000 585 953	30 470 304 748 15 880 351 799	30 470 304 748 15 880 351 799	-	32 453 532 500 21 000 585 953	32 453 532 500 21 000 585 953	-	35 709 489 239 40 676 565 684	35 709 489 239 40 676 565 684	8 709 138 323 68 963 184 032	42 906 123 393 565 684															
C650ANR21763	UHA++	81 167 8 833 90 000	84 667 5 333 90 000	84 667 5 333 90 000	-	47 100 13 900 61 000	47 100 13 900 61 000	36 663 1 403 43 211	36 663 1 403 43 211	-	47 100 13 900 61 000	47 100 13 900 61 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C650CD19549 - 19RPS001COJMU	ALOA	42 000 19 200 61 200	42 000 19 200 61 200	42 000 19 200 61 200	-	- - - 61 200	- - - 61 200	27 578 19 200 43 212	27 578 19 200 43 212	-	- - - 61 000	- - - 61 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C650ER19R30 (Pharma)	ERASMUS MUNDUS BEINPM	249 543 2 080 457 2 330 000	62 374 431 613 493 987	62 374 431 613 493 987	-	59 805 418 612 478 417	59 805 418 612 478 417	31 533 409 692 441 225	31 533 409 692 441 225	-	59 805 418 612 478 417	59 805 418 612 478 417	-	54 388 418 612 473 000																		
C650VFP22030 (DGD) FCHM C7H-PPF22011 (NEEL) C7H-PPF22002 (LIG)	QuanTÉdu-France	32 685 329 20 768 264 3 252 500 56 706 113	- - - 14 000	- - - 14 000	-	14 000 14 000 27 337	14 000 14 000 27 337	- - - 14 000	- - - 14 000	-	14 000 14 000 27 337	14 000 14 000 27 337	-	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371	10 890 443 6 922 761 1 084 167 18 897 371			
C650UHA22X885	DemuJHA	78 000 12 000 90 000	- - - 18 300	- - - 18 300	-	12 800 5 500 18 300	12 800 5 500 18 300	- - - 18 300	- - - 18 300	-	12 800 5 500 18 300	12 800 5 500 18 300	-	78 000 12 000 90 000																		
C650ANR22X605-C7H- LX111A40-ANR et d'autres à venir	QuantForm	880 481 122 519 33 000 1 033 000	- - - 88 200	- - - 88 200	-	132 501 88 200 206 239	132 501 88 200 206 239	- - - 14 000	- - - 14 000	-	132 501 88 200 206 239	132 501 88 200 206 239	-	298 827 11 439 15 000 325 266																		
C650CD322X885 d'autres eDTP existant	DSG	150 000 150 000	- - - 14 000	- - - 14 000	-	14 000 14 000 10 984	14 000 14 000 10 984	- - - 14 000	- - - 14 000	-	14 000 14 000 10 984	14 000 14 000 10 984	-	139 016 139 016																		
	Sa total personnel	47 424 873	5 464 954	5 464 954	-	1 718 305	1 718 305	1 269 324	1 269 324	-	1 718 305	1 718 305	-	12 441 290	12 441 290	12 175 274	12 175 274	11 989 907	3 769 271	3 769 271	3 769 271											

B - Prévisions de recettes

	Opération	Nature	Prévision	2022			2023			
				Encassements des années antérieures à N	Encassement prévu en N	Encassements réalisés en N	2023	2024		2025
			Financement de l'opération	(22)	(23)	(24)	(25)	Prévisions en N+1 et suivantes		(26)
							Encassements prévus en N+1	Encassements prévus en N+2	Encassements prévus > N+3	Encassements prévus > N+3
	IDEFI PROMISING	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	5 000 000	5 000 000	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.2	5 000 000	5 000 000	-	-	-	-	-	-
	IDEFI ENEPS	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	3 500 000	3 500 000	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	14 500	-	14 500	-	-	-	-	-
		Total Op.3	3 514 500	3 500 000	14 500	-	-	-	-	-
	FLEXI - TLV (UGA 2019-2020 + Comue/EP/INP 2020)	Financement de l'Etat	12 328 000	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	-	2 219 040	1 109 520	1 109 520	1 109 520	1 109 520	1 109 520	5 670 880
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.6	12 328 000	2 219 040	1 109 520	1 109 520	1 109 520	1 109 520	1 109 520	5 670 880
conseil palette paiement en propor	DISRUPT CAMPUS 170001COMU 0600020058 170000COMU	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	739 161	591 328	-	-	147 833	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.7	739 161	591 328	-	147 833	-	-	-	-
no partelle, paiement sur justific	COMESUP ACCUEIL HANDICAP 19	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	16 500	-	12 765	12 765	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.16	16 500	-	12 765	12 765	-	-	-	-
no partelle, paiement sur justific	COMESUP PARCOURS ACCUEIL ADAPTE 2019	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	33 000	-	9 972	9 972	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.17	33 000	-	9 972	9 972	-	-	-	-
no partelle, paiement sur justific	COMESUP POLE DE SERVICE 2019	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	29 000	-	28 240	28 240	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.18	29 000	-	28 240	28 240	-	-	-	-
	HTTP C650ANR21T61	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 352 000	811 200	-	-	540 800	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.19	1 352 000	811 200	-	540 800	-	-	-	-
	CMQ	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 637 852	327 570	-	-	-	-	1 310 282	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.20	1 637 852	327 570	-	-	-	-	1 310 282	-
e 2022 justif Nov conseil partelle p	UHA++	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	90 000	-	-	-	90 000	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.21	90 000	-	-	-	90 000	-	-	-
	ALOA	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	115 200	-	28 240	-	86 960	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.22	115 200	-	28 240	-	86 960	-	-	-
60403 FOR C604ERA19R30	ERASMIUS MUNDUS BENPM	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 330 000	582 500	1 165 000	-	1 747 500	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.23	2 330 000	582 500	1 165 000	-	1 747 500	-	-	-
	QuantEdu-France	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	56 706 113	-	22 682 445	-	45 364 890	-	-	11 341 222
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.24	56 706 113	-	22 682 445	-	45 364 890	-	-	11 341 222
	DemoUHA	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	90 000	-	45 000	-	81 000	9 000	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.25	90 000	-	45 000	-	81 000	9 000	-	-
	QuantForm	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 033 000	-	232 425	232 425	232 425	232 425	232 425	103 300
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.26	1 033 000	-	232 425	232 425	232 425	232 425	232 425	103 300
	DSG	Financement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	150 000	-	-	-	150 000	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.27	150 000	-	-	-	150 000	-	-	-
		Sa total financement de l'Etat	150 000	-	-	-	150 000	-	-	-
		Sa total autres financements publics	84 999 826	13 031 638	25 285 367	1 421 162	49 400 928	1 350 945	1 341 945	18 425 684
		Sa total autres financements	14 500	-	14 500	-	14 500	-	-	-
		TOTAL	85 164 326	13 031 638	25 299 867	1 421 162	49 555 428	1 350 945	1 341 945	18 425 684

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
 ** Autres financements publics et autres financements publics fléchés
 *** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2022
Volet Recherche

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

	Opération	Nature	Prévision Coût total de l'opération (1)	Années antérieures à 2022			2022			Années antérieures à 2022			2022			2023		2024		2025		Après 2025	
				AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	TOTAL des AE consommées en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	TOTAL des CP consommés en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues en N+3	CP prévus en N+3	AE prévues > N+3	CP prévus > N+3
	C7H-LXP*	PERSYVAL	9 744 068	7 259 995	6 804 068	-	980 000	980 000	783 115	7 257 042	6 804 068	980 000	980 000	1 078 442	1 078 442	1 078 442	1 078 442	-	-	-	-		
		Fonctionnement	5 602 053	5 125 221	3 822 053	-	480 000	480 000	480 000	5 689 717	480 000	480 000	480 000	744 341	736 548	744 341	787 977	-	-	-	-		
		Investissement	1 406 354	787 970	632 687	-	173 667	173 667	55 097	1 409 246	173 667	173 667	173 667	359 285	362 542	359 285	369 057	-	-	-	-		
16 752 475 €		Total Op.2	16 752 475	13 173 187	11 258 808	-	1 633 667	1 633 667	1 129 529	14 356 005	11 200 864	-	1 633 667	2 182 068	2 177 532	2 182 068	2 235 476	-	-	-	-		
	C7H-LXM*	MINOS	7 442 504	3 684 637	3 329 176	-	430 000	430 000	288 467	3 684 637	3 329 176	430 000	430 000	547 178	547 178	547 178	547 178	547 178	547 178	2 183 328	2 183 328		
		Fonctionnement	3 660 936	827 219	705 936	-	255 000	255 000	29 113	853 007	695 497	255 000	255 000	475 296	478 775	475 296	478 775	475 296	478 775	1 500 000	1 510 439		
		Investissement	45 208	47 778	45 208	-	-	-	47 778	45 208	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
11 148 648 €		Total Op.3	11 148 648	4 559 634	4 080 319	-	685 000	685 000	317 580	4 585 422	4 069 881	-	685 000	1 022 474	1 025 953	1 022 474	1 025 953	1 022 474	1 025 953	3 683 328	3 693 767		
	C7H-LXT11B15 C7H-AUT16B87	TEC 21	5 946 591	4 848 707	4 630 533	-	456 058	456 058	353 462	4 838 707	4 630 533	456 058	456 058	481 298	481 298	481 298	481 298	-	-	-	-		
		Fonctionnement	2 662 682	2 194 242	1 927 697	-	284 985	284 985	224 995	2 436 339	1 855 984	284 985	284 985	279 995	282 704	229 995	304 417	-	-	-	-		
		Investissement	445 192	495 758	399 431	-	-	-	11 129	755 241	391 769	-	-	17 311	19 777	13 859	-	-	-	-	-		
9 054 455 €		Total Op.4	9 054 455	7 538 707	6 957 662	-	741 043	741 043	589 585	8 030 287	6 878 286	-	741 043	778 604	783 779	728 604	805 492	-	-	-	-		
		FOCUS	2 489 034	1 624 624	1 439 034	-	350 000	350 000	132 086	1 628 731	1 439 034	350 000	350 000	458 957	458 957	458 957	458 957	-	-	-	-		
		Fonctionnement	4 266 400	1 250 814	1 036 856	-	1 151 524	1 151 524	241 120	1 070 948	945 414	1 151 524	1 151 524	1 533 222	1 579 521	1 455 202	1 592 943	-	-	-	-		
		Investissement	343 285	285 282	253 285	-	90 000	90 000	49 635	283 154	251 676	-	-	29 659	10 705	10 705	10 705	-	-	-	-		
6 143 855 €		Total Op.5	7 098 719	3 160 721	2 729 175	-	1 591 524	1 591 524	422 842	2 982 833	2 636 125	-	1 593 133	2 021 838	2 049 183	1 924 864	2 062 605	-	-	-	-		
		LANEF	7 385 311	5 270 244	4 884 901	-	798 626	798 626	290 850	5 270 243	4 884 901	798 626	798 626	1 156 946	1 156 946	1 052 614	1 052 614	-	-	-	-		
		Fonctionnement	3 183 735	2 794 873	2 275 297	-	250 000	250 000	49 174	2 721 539	2 225 298	250 000	250 000	400 413	404 161	458 851	512 598	-	-	-	-		
		Investissement	2 467 770	2 738 085	1 949 948	-	308 000	308 000	101 847	2 217 708	1 890 761	308 000	308 000	203 076	236 650	212 898	315 659	-	-	-	-		
341 562 €		Total Op.6	13 036 816	10 803 201	9 110 146	-	1 356 626	1 356 626	441 871	10 209 491	8 990 960	-	1 356 626	1 760 435	1 797 757	1 724 363	1 880 871	-	-	-	-		
		OSUG@2020	4 485 044	3 679 533	3 135 044	-	450 000	450 000	291 811	3 688 533	3 135 045	450 000	450 000	529 095	529 095	529 095	529 094	-	-	-	-		
		Fonctionnement	6 823 936	5 678 341	3 923 396	-	500 000	500 000	162 405	5 584 267	3 839 598	500 000	500 000	1 368 798	1 398 653	1 368 798	1 482 451	-	-	-	-		
		Investissement	4 064 713	4 395 712	3 075 495	-	89 661	89 661	77 479	4 804 607	3 116 713	89 661	89 661	456 091	429 195	456 648	387 534	-	-	-	-		
978 198 €		Total Op.7	15 373 153	13 753 585	10 133 935	-	1 039 661	1 039 661	531 694	14 077 407	10 091 356	-	1 039 661	2 353 983	2 356 943	2 353 540	2 399 080	-	-	-	-		
	C7H-LXC11A12	CAMI	1 733 400	1 456 650	1 333 326	-	85 000	85 000	74 306	1 333 326	74 306	85 000	85 000	160 347	160 347	165 421	165 421	-	-	-	-		
		Fonctionnement	2 589 600	1 614 458	1 200 850	-	585 000	585 000	13 160	33 686	1 174 224	585 000	585 000	785 920	775 657	589 670	606 033	-	-	-	-		
		Investissement	79 382	96 864	79 382	-	-	-	-	1 860	79 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
6 067 915 €		Total Op.8	4 402 382	3 167 972	2 613 558	-	670 000	670 000	87 466	10 952	2 586 933	-	670 000	946 267	936 004	755 091	771 454	-	-	-	-		
	CREUWATD32	ERC WATU - terminé en 2020	661 696	661 789	661 696	-	-	-	-	661 789	661 696	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Fonctionnement	670 870	682 343	413 561	-	172 731	172 731	4 618	682 343	398 779	172 731	172 731	126 346	134 552	126 346	132 199	-	-	-	-		
		Investissement	659 045	770 435	659 045	-	-	-	-	761 789	656 692	-	-	-	1 177	-	1 177	-	-	-	-		
1 359 622 €		Total Op.10	1 991 611	2 214 566	1 734 302	-	172 731	172 731	4 618	2 205 920	1 717 167	-	172 731	126 346	135 729	126 346	133 376	-	-	-	-		
	CREULEGD25	ERC LEGO terminé en 2021	995 044	770 988	748 164	-	57 995	57 995	11 773	770 988	748 164	57 995	57 995	211 997	211 997	23 111	23 111	-	-	-	-		
		Fonctionnement	675 307	415 934	325 973	-	132 578	132 578	46 426	221 375	323 267	132 578	132 578	259 832	261 424	43 076	41 962	-	-	-	-		
		Investissement	303 703	303 937	303 703	-	-	-	-	303 937	303 703	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
1 946 150 €		Total Op.11	1 974 053	1 490 859	1 377 839	-	190 573	190 573	58 199	1 296 300	1 375 133	-	190 573	471 829	473 421	66 187	65 073	-	-	-	-		
	CREUALKD27	ERC ALKAGE terminé en 2021	1 056 586	1 013 888	961 658	-	19 928	19 928	9 711	1 013 888	961 658	19 928	19 928	85 217	88 059	-	-	-	-	-	-		
		Fonctionnement	743 906	591 736	468 834	-	132 000	132 000	1 859	591 736	464 447	132 000	132 000	273 213	278 390	-	-	-	-	-	-		
		Investissement	8 843	10 185	8 843	-	-	-	-	10 185	8 843	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
1 809 345 €		Total Op.12	1 809 335	1 615 809	1 439 335	-	151 928	151 928	11 570	1 615 809	1 434 948	-	151 928	358 430	366 448	-	-	-	-	-	-		
	C7H-FLI11*	FLI	405 165	256 136	204 308	-	31 724	31 724	10 813	256 136	204 308	31 724	31 724	95 022	95 022	95 022	95 022	-	-	-	-		
		Fonctionnement	1 042 121	1 016 628	919 928	-	55 194	55 194	55 194	1 058 014	916 457	55 194	55 194	33 499	33 499	33 499	33 499	-	-	-	-		
		Investissement	5 577 470	5 618 467	5 577 470	-	-	-	-	6 482 557	5 577 470	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
IA : 5 355 319,55+215 800+31797 PER : 1 300 000 - IBISA : 121838,6		Total Op.17	7 024 756	6 891 231	6 701 706	-	86 918	86 918	66 007	7 796 708	6 698 236	-	86 918	128 521	128 521	128 521	128 521	-	-	-	-		

C7H-LX11A*			4 164 762	3 798 473	3 164 772	299 990	299 990	355 655						355 655	322 167	1 904 554	322 167	1 904 554	-	-	-	-
rivrst	LABEX ITEM	Personnel	3 233 280	2 442 329	1 958 400	350 000	350 000	444 324						309 121	427 718	1 410 034	402 838	1 514 125	-	-	-	-
457 541 €		Fonctionnement	22 795	40 866	19 795	3 000	3 000	2 173						2 173	413	10 311	413	10 311	-	-	-	-
5 755 957 €		Investissement																	-	-	-	-
C7H-UEE17G11		Total Op.34	7 420 837	6 281 668	5 142 967	652 990	652 990	802 152						666 949	750 299	3 324 898	725 419	3 428 989	-	-	-	-
C7H-UEE17G12	ERC NEDM	Personnel	771 450	627 954	607 736	92 019	92 019	91 370						91 370	36 172	340 040	36 172	340 040	-	-	-	-
FIN 2022		Fonctionnement	541 918	440 794	402 601	40 000	40 000	83 275						64 549	28 021	238 684	28 021	238 684	-	-	-	-
1 498 840 €		Investissement	185 472	186 436	185 425	14 745	14 745	31 716						31 716	24	76 878	23	76 878	-	-	-	-
C7H-UEE17G24		Total Op.35	1 498 840	1 255 184	1 195 761	146 764	146 764	174 645						187 636	64 217	655 602	64 216	655 602	-	-	-	-
2 454 368 €	ERC DOC	Personnel	1 797 154	1 346 784	1 302 806	336 315	336 315	253 328	1 346 784	1 297 782			336 315	336 315	129 527	129 527	111 494	116 518	-	-	-	-
C7H-UEE1741		Fonctionnement	628 909	413 808	370 143	56 500	56 500	51 451	384 808	340 064			56 500	56 500	152 524	171 655	54 791	51 288	-	-	-	-
FIN 2022		Investissement	28 304	31 280	28 304	-	-	-	31 280	28 304			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 434 742 €		Total Op.36	2 454 368	1 791 873	1 701 253	392 815	392 815	304 778	1 762 873	1 666 150			392 815	392 815	282 051	301 182	166 285	167 806	-	-	-	-
C7H-UEE1742	ERC F-IMAGE	Personnel	1 035 448	1 222 966	1 174 901	145 659	145 659	152 755	1 222 966	1 174 901			145 659	145 659	-	-	-	-	-	-	-	-
FIN 2025		Fonctionnement	1 389 294	440 102	421 548	64 676	64 676	64 148	471 102	405 628			64 676	64 676	350 450	358 701	276 972	265 967	276 177	290 720	-	-
2 434 742 €		Investissement	10 000	42 195	10 000	-	-	16 195	10 000	10 000			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C7H-PROFR180		Total Op.37	2 434 742	1 705 263	1 606 449	210 335	210 335	216 903	1 710 263	1 590 529			210 335	210 335	350 450	358 701	276 972	265 967	276 177	290 720	-	-
Prolongé jusqu'en 2023	PIA PROFAN	Personnel	295 165	329 616	295 165	-	-	329 616	295 165	295 165			329 616	295 165	-	-	-	-	-	-	-	-
500 000 €		Fonctionnement	202 446	143 000	112 116	70 333	70 333	21 084	143 000	112 113			70 333	70 333	69 247	69 249	-	-	-	-	-	-
		Investissement	2 389	3 000	-	-	-	3 000	2 389	2 389			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.38	500 000	475 616	409 670	70 333	70 333	21 084	475 616	409 667			70 333	70 333	69 247	69 249	-	-	-	-	-	-
I-UEE17G94+UEE17H08+UER17	RAMP H2020 MSCA	Personnel	503 956	485 994	482 699	-	-	485 994	482 699	482 699			485 994	482 699	21 257	21 257	-	-	-	-	-	-
fin 2023		Fonctionnement	201 582	229 731	196 850	24 174	24 174	242 206	191 988	191 988			24 174	24 174	4 732	9 595	-	-	-	-	-	-
723 427 €		Investissement	14 399	23 871	16 214	-	-	23 871	14 399	14 399			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Justifié pour 719 937,20 €		Total Op.39	719 937	739 596	695 763	24 174	24 174	752 071	689 086	689 086			24 174	24 174	25 990	30 852	-	-	-	-	-	-
I-UEE1780-C7H-ID16-PR6-GRE	GREQUE COFUND MSCA H2020	Personnel	1 669 500	1 667 905	1 660 295	90 553	90 553	1 667 905	1 660 295	1 660 295			90 553	90 553	71 711	81 662	71 711	64 796	-	-	-	-
fin 2025		Fonctionnement	292 500	194 961	147 703	5 620	5 620	1 374	181 961	130 838			5 620	5 620	-	-	-	-	-	-	-	-
1 962 000 €		Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44 : 641 896,40 C7T-AUT17G59		Total Op.40	1 962 000	1 862 866	1 807 998	96 173	96 173	1 374	1 849 866	1 791 133			96 173	96 173	71 711	81 662	80 916	74 001	-	-	-	-
Justifié pour 669 265,73	PROJET SIDE 3.0	Personnel	492 935	491 085	492 935	-	-	-	491 085	492 935			491 085	492 935	-	-	-	-	-	-	-	-
		Fonctionnement	110 148	151 322	110 148	-	-	-	160 806	110 148			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Investissement	66 182	66 469	66 182	-	-	-	66 469	66 182			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.41	669 266	708 876	669 266	-	-	-	718 360	669 266			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C7H-EXPIRG55		Personnel	275 759	275 759	275 759	-	-	-	275 759	275 759			275 759	275 759	-	-	-	-	-	-	-	-
FIN AU 31/12/2021	PIA EXPIRE	Fonctionnement	112 508	112 781	85 184	27 495	27 495	17 649	112 785	85 184			27 324	27 324	9 675	9 675	-	-	-	-	-	-
ART ESPE 8 509 € Justifié pour un		Investissement	5 572	5 572	-	-	-	9 284	5 571	5 571			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.42	393 838	440 205	366 514	27 495	27 495	17 649	485 827	366 514			27 324	27 324	9 675	9 675	-	-	-	-	-	-
C7H-CEE16B69	H2020 EVHA	Personnel	306 524	326 275	312 477	-	-	326 275	312 477	312 477			312 477	312 477	-	-	-	-	-	-	-	-
FIN 2023		Fonctionnement	249 761	221 657	214 115	-	-	213 747	212 496	212 496			-	-	35 645	37 265	-	-	-	-	-	-
567 638 €		Investissement	11 353	12 000	11 037	-	-	12 000	11 037	11 037			-	-	316	316	-	-	-	-	-	-
		Total Op.43	567 638	559 932	537 629	-	-	552 022	536 009	536 009			-	-	35 961	37 581	-	-	-	-	-	-
C7H-CEE16F40	H2020 BRAINCOM	Personnel	1 002 276	855 595	814 143	91 293	91 293	93 489	861 797	814 143			91 293	91 293	53 902	53 902	40 742	40 742	-	-	-	-
FIN 2023		Fonctionnement	382 317	387 385	304 521	17 534	17 534	8 906	345 953	297 247			17 534	17 534	44 314	49 043	24 576	26 579	-	-	-	-
1 385 505 €		Investissement	912	-	912	-	-	912	-	912			912	912	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.44	1 385 505	1 242 980	1 118 663	109 739	109 739	103 307	1 207 750	1 111 390			109 739	109 739	98 217	102 945	65 319	67 321	-	-	-	-
C7H-FED16D90	STUDIO VIRTUEL	Personnel	350 371	357 041	335 251	-	-	357 041	335 251	335 251			357 041	335 251	15 121	15 121	-	-	-	-	-	-
2 021 €		Fonctionnement	134 758	149 823	116 235	-	-	164 631	116 134	116 134			-	-	18 523	18 624	-	-	-	-	-	-
539 033 €		Investissement	53 903	62 000	53 903	-	-	62 000	53 903	53 903			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.45	539 033	568 864	505 389	-	-	583 672	505 288	505 288			-	-	33 644	33 745	-	-	-	-	-	-
C7H-ANR16G34	ANR EAIIST	Personnel	147 373	119 273	119 273	4 385	4 385	4 385	119 273	119 273			4 385	4 385	23 715	23 715	-	-	-	-	-	-
FIN 2021		Fonctionnement	424 370	418 848	418 848	23 400	23 400	-	418 848	418 848			15 248	15 248	5 522	5 522	-	-	-	-	-	-
740 743 €		Investissement	169 000	182 989	168 395	-	-	-	168 395	168 395			14 594	14 594	605	605	-	-	-	-	-	-
		Total Op.46	740 743	721 110	706 516	27 785	27 785	4 385	706 516	706 516			34 227	34 227	29 842							

C7H-LXG18M*	GRAL II	Personnel	6 667 940	1 323 940	1 323 940	694 000	694 000	-	1 323 940	1 323 940	694 000	694 000	-	823 500	823 500	773 500	773 500	773 500	773 500	773 500	2 973 500	2 973 500
		Fonctionnement	3 518 751	833 936	833 936	740 000	740 000	-	821 278	821 278	740 000	740 000	-	685 000	685 000	685 000	685 000	685 000	685 000	685 000	685 000	6 291 815
rvst 806 826,26 € en 2021		Investissement	682 079	517 079	517 079	35 000	35 000	-	529 738	529 738	35 000	35 000	-	58 750	58 750	58 750	58 750	58 750	58 750	58 750	8 750	8 750
		Total Op.62	10 868 770	2 674 955	2 674 955	1 469 000	1 469 000	-	2 674 955	2 674 955	1 469 000	1 469 000	-	1 567 250	1 567 250	1 517 250	1 517 250	1 497 250	1 497 250	1 484 591	3 612 065	3 624 723
C7H-LXA18M*	ARCANE II	Personnel	4 488 400	1 212 687	1 212 687	500 000	500 000	-	1 212 687	1 212 687	500 000	500 000	-	625 000	625 000	625 000	625 000	625 000	625 000	625 000	1 400 713	1 400 713
		Fonctionnement	2 142 045	633 884	633 884	320 000	320 000	-	608 646	608 646	320 000	320 000	-	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000	383 161	408 399
rst 111 748 € + 15 000 € = 126 748		Investissement	371 807	211 435	211 435	20 000	20 000	-	207 210	207 210	20 000	20 000	-	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	45 372	49 597	
		Total Op.63	7 002 252	2 058 005	2 058 005	840 000	840 000	-	2 028 543	2 028 543	840 000	840 000	-	1 060 000	1 060 000	1 060 000	1 060 000	1 035 372	1 039 597	1 035 372	1 788 874	1 814 112
EUR CBH	UER CBH	Personnel	6 574 672	658 103	658 103	530 000	530 000	529 754	658 103	658 103	530 000	530 000	529 724	500 061	500 069	500 061	500 069	500 061	500 069	500 061	3 886 630	3 886 638
		Fonctionnement	4 334 338	632 780	632 780	425 000	425 000	406 693	546 922	546 922	425 000	425 000	397 935	454 577	456 766	454 577	456 766	454 577	456 766	454 577	456 766	1 931 135
12 546 000 €		Investissement	1 636 990	53 600	53 600	35 000	35 000	27 712	49 984	49 984	35 000	35 000	21 798	301 822	303 301	351 822	353 301	351 822	353 301	351 822	550 212	555 307
		Total Op.64	12 546 000	1 344 483	1 344 483	990 000	990 000	964 159	1 255 009	1 255 009	990 000	990 000	949 457	1 256 460	1 260 136	1 306 460	1 310 136	1 306 460	1 310 136	1 306 460	1 310 136	6 367 977
C7H-UEE19Q06 - C7H-UEE19Q06	Projet TIPACCS	Personnel	463 180	192 675	187 996	131 900	131 900	131 860	192 675	187 996	131 900	131 900	131 860	47 775	47 775	47 775	47 775	47 775	47 775	47 775	-	-
		Fonctionnement	202 5 €	66 428	52 883	22 302	22 302	25 475	66 428	52 883	22 302	22 302	24 394	45 139	46 217	45 139	45 500	45 139	45 500	45 139	45 500	-
712 585 €		Investissement	35 629	27 720	27 718	-	-	155	28 219	20 407	-	-	7 156	2 689	2 689	2 689	2 689	2 689	2 689	2 689	-	-
		Total Op.65	712 585	286 824	268 597	154 202	154 202	157 181	287 322	260 568	154 202	154 202	163 411	95 603	96 680	95 603	-					
C7H-UEE19P99 - C7H-UEE19P99	ERC FUELING TRANSPORT	Personnel	1 547 937	271 001	244 548	243 959	243 959	248 118	271 001	244 548	243 959	243 959	248 118	348 960	348 960	348 960	348 960	348 960	348 960	348 960	108 390	108 390
		Fonctionnement	753 899	207 330	188 735	168 479	168 479	156 546	168 479	168 479	168 479	168 479	146 621	156 345	155 465	156 345	155 465	156 345	155 465	156 345	155 465	28 030
2 559 536 €		Investissement	69 105	62 005	62 005	6 100	6 100	6 100	62 005	62 005	6 100	6 100	6 100	505 306	504 425	505 306	504 425	505 306	504 425	505 306	329 425	136 421
		Total Op.66	2 369 941	540 336	495 288	418 539	418 539	397 315	540 336	463 098	418 539	418 539	400 639	505 306	504 425	505 306	504 425	505 306	504 425	505 306	329 425	136 421
C7H-UEE19Q44	ITN CALIPER	Personnel	337 347	227 159	227 159	88 600	88 600	88 600	227 159	227 159	88 600	88 600	88 663	5 381	5 381	5 381	5 381	5 381	5 381	5 381	5 381	5 381
		Fonctionnement	130 120	52 985	51 575	62 970	62 970	57 316	52 985	52 985	62 970	62 970	23 282	10 307	22 806	10 307	18 816	10 307	18 816	10 307	18 816	10 307
2 026 €		Investissement	14 458	9 933	9 933	-	-	9 933	9 933	-	-	-	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131	1 131
		Total Op.67	481 924	290 077	268 667	151 570	151 570	145 980	290 077	264 677	151 570	151 570	111 945	16 819	29 318	16 819	25 328	16 819	25 328	16 819	25 328	16 819
H-UEE18M23 - C7H-UEE18M23	ERC MONIFAULTS	Personnel	585 096	400 049	387 096	90 252	90 252	97 149	400 049	387 096	90 252	90 252	97 149	4 299	4 300	96 551	96 552	-	-	-	-	-
		Fonctionnement	88 279	66 001	52 977	18 000	18 000	17 785	66 001	52 977	18 000	18 000	20 105	108	4 599	17 410	16 250	-	-	-	-	-
710 000 €		Investissement	36 625	36 625	36 625	-	-	-	36 625	36 625	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.68	710 000	502 676	476 698	108 252	108 252	114 934	513 176	471 047	108 252	108 252	117 254	4 407	8 898	113 961	112 801	-	-	-	-	-
C7H-UEE19Q12 - C7H-UEE19Q12	ERC FaultScan	Personnel	789 852	158 938	158 875	132 682	132 682	134 924	158 938	158 875	132 682	132 682	134 924	164 014	164 014	134 014	134 014	114 014	114 014	114 014	84 014	84 014
		Fonctionnement	934 926	269 798	223 012	113 000	113 000	124 495	269 798	223 012	113 000	113 000	105 901	11 794	16 503	11 875	16 503	11 875	16 503	11 875	16 503	11 875
2 027 €		Investissement	789 852	665 827	665 827	-	-	825	665 827	665 827	-	-	-	60 800	61 006	30 800	31 006	20 800	21 006	11 000	11 000	11 000
		Total Op.69	1 974 630	1 094 562	1 047 714	245 682	245 682	260 241	1 094 632	1 047 714	245 682	245 682	240 821	236 608	241 523	176 689	181 523	146 689	151 523	106 689	111 524	111 524
C7H-MIAI*	MIAI	Personnel	11 819 878	4 047 828	4 047 828	3 200 000	3 200 000	2 711 981	4 047 828	4 047 828	3 200 000	3 200 000	2 711 981	4 816 059	4 816 059	244 009	244 009	-	-	-	-	-
		Fonctionnement	2 416 830	916 830	916 830	600 000	600 000	467 743	916 830	916 830	600 000	600 000	507 399	516 129	496 181	516 129	740 695	-	-	-	-	-
2 023 €		Investissement	425 457	185 457	185 457	80 000	80 000	80 000	185 457	185 457	80 000	80 000	38 383	105 621	100 809	105 621	192 083	-	-	-	-	-
		Total Op.70	14 662 165	5 150 115	5 150 115	3 880 000	3 880 000	3 208 481	4 814 327	4 814 327	3 880 000	3 880 000	3 258 002	5 437 809	5 413 049	865 759	1 176 787	-	-	-	-	-
C7H-PIA19Q51*	projet AVENIR projet ADEME	Personnel	343 644	233 058	185 302	79 479	79 479	75 222	233 058	185 302	79 479	79 479	75 222	83 120	83 120	-	-	-	-	-	-	-
		Fonctionnement	97 192	12 500	7 519	15 179	15 179	5 683	12 500	6 266	15 179	15 179	5 040	83 990	85 886	-	-	-	-	-	-	-
488 836 €		Investissement	48 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48 000	48 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.71	488 836	245 558	192 820	94 657	94 657	80 905	245 558	191 568	94 657	94 657	80 262	215 110	217 006	-						
7H-UEE18L70 - C7H-UEE18L70	PACIFIC contrat européen	Personnel	578 929	486 626	478 525	24 216	24 216	24 216	486 626	478 525	24 216	24 216	24 216	76 188	76 188	-	-	-	-	-	-	-
		Fonctionnement	267 863	181 530	165 010	13 719	13 719	14 911	181 530	165 010	13 719	13 719	16 505	87 942	96 997	-	-	-	-	-	-	-
864 074 €		Investissement	17 291	15 479	15 479	-	-	15 444	15 479	15 444	-	-	-	2 501	2 501	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op.72	864 083																			

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	2022			Prévisions en N+1 et suivantes				
		Prévision		Réalisé N		Prévisions en N+1 et suivantes			
		Financement de l'opération (20)	Encaissements des années antérieures à N (21)	Encaissement prévus en N (22)	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1 (23)	Encaissements prévus en N+2 (24)	Encaissements prévus en N+3 (25)	Encaissements prévus >N+3 (26)
C7H-LXP*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	16 752 475	9 548 439	950 495	610 916	950 495	950 495	4 692 130	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.2	16 752 475	9 548 439	950 495	610 916	950 495	950 495	4 692 130	-
C7H-LXM*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	11 148 648	3 901 766	729 729	206 419	729 729	729 729	5 581 005	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.3	11 148 648	3 901 766	729 729	206 419	729 729	729 729	5 581 005	-
C7H-LXT11B15	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	9 054 455	5 012 021	510 891	209 529	510 891	510 891	2 811 123	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.4	9 054 455	5 012 021	510 891	209 529	510 891	510 891	2 811 123	-
C7H-LXF*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	7 092 469	2 882 683	748 515	8 155	748 514	748 514	2 704 602	-
	Autres financements***	6 250	6 250	-	-	-	-	-	-
	Total Op.5	7 098 719	2 888 933	748 515	8 155	748 514	748 514	2 704 602	-
C7H-LXL*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	13 036 816	8 718 792	875 675	413 188	875 675	875 675	2 153 486	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.6	13 036 816	8 718 792	875 675	413 188	875 675	875 675	2 153 486	-
C7H-LXO*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	15 373 152	9 420 220	1 070 270	424 003	1 070 270	1 070 270	3 388 389	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.7	15 373 152	9 420 220	1 070 270	424 003	1 070 270	1 070 270	3 388 389	-
C7H-LXC11A12	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	4 402 382	2 491 293	594 059	243 398	594 059	594 059	479 573	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.8	4 402 382	2 491 293	594 059	243 398	594 059	594 059	479 573	-
CREUWATD32	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	1 991 611	1 692 869	-	298 742	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.10	1 991 611	1 692 869	-	298 742	-	-	-	-
CREULEGD25	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	1 974 054	1 700 000	-	274 054	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.11	1 974 054	1 700 000	-	274 054	-	-	-	-
CREUALKD27	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	1 809 335	1 537 933	271 402	-	271 402	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.12	1 809 335	1 537 933	271 402	-	271 402	-	-	-
C7H-FL111*	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	1 300 000	1 100 000	190 000	155 098	44 902	183 662	-	-
	Autres financements***	5 724 756	5 314 253	210 537	43 179	183 662	-	-	-
	Total Op.17	7 024 756	6 414 253	400 537	198 277	228 564	183 662	-	-
RA0000C439	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	3 761 885	3 668 123	46 881	-	93 762	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.18	3 761 885	3 668 123	46 881	-	93 762	-	-	-
C7H-CEE15C03	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	692 602	692 602	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.20	692 602	692 602	-	-	-	-	-	-
CREUBIOD17	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	774 240	774 241	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.22	774 240	774 241	-	-	-	-	-	-
RA0000C668	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	2 411 404	1 467 245	244 159	350	200 000	200 000	200 000	343 809
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.23	2 411 404	1 467 245	244 159	350	200 000	200 000	200 000	343 809
RA0000C619	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	996 882	996 882	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.24	996 882	996 882	-	-	-	-	-	-
RA0000C518	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	405 349	424 330	18 981	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.26	405 349	424 330	18 981	-	-	-	-	-
RA0000C583	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	1 226 928	1 169 108	57 820	57 820	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.27	1 226 928	1 169 108	57 820	57 820	-	-	-	-
RA0000C620	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	932 322	857 271	-	-	75 051	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.30	932 322	857 271	-	-	75 051	-	-	-

	LABEX ITEM	Financement de l'Etat*	60 000	-	-	-
		Autres financements publics**	7 360 837	4 033 841	515 675	8 829
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.34	7 420 837	4 033 841	515 675	8 829
C7H-LX11A*						
	ERC NEDM	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 498 840	1 274 014	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.35	1 498 840	1 274 014	-	-
C7H-UEE17G11						
	ERC DOC	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 454 368	2 086 212	368 156	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.36	2 454 368	2 086 212	368 156	-
C7H-UEE17I24						
	ERC F-IMAGE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 434 742	2 191 268	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.37	2 434 742	2 191 268	-	-
C7H-UEE17I41						
	PIA PROFAN	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	500 000	500 136	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.38	500 000	500 136	-	-
C7H-PROFR180						
	RAMP H2020 MSCA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	719 937	630 332	89 606	89 606
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.39	719 937	630 332	89 606	89 606
C7H-UEE17G94						
	GREQUE COFUND MSCA H2020	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 962 000	1 667 700	-	5 854
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.40	1 962 000	1 667 700	-	5 854
C7H-UEE17I60						
C7H-SID17I44 + C7T-AUT17G59	PROJET SIDE 3.0	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	669 266	603 110	66 156	66 156
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.41	669 266	603 110	66 156	66 156
C7H-EXPIRG55						
	PIA EXPIRE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	393 838	393 557	281	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.42	393 838	393 557	281	-
C7H-CEE16B69						
	H2020 EVHA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	567 638	478 589	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.43	567 638	478 589	-	-
C7H-CEE16F40						
	H2020 BRAINCOM	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 385 505	1 255 476	130 029	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.44	1 385 505	1 255 476	130 029	-
C7H-FED16D90						
	STUDIO VIRTUEL	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	539 033	539 033	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.45	539 033	539 033	-	-
C7H-ANR16G34						
	ANR EAIIST	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	740 743	592 595	148 148	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.46	740 743	592 595	148 148	-
C7A-SEI15B5*						
	SEISCOPE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	5 575 695	4 447 695	476 000	376 000
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.47	5 575 695	4 447 695	476 000	376 000
C7H-CEE16C14						
	ERC STG	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 116 290	2 116 290	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.48	2 116 290	2 116 290	-	-
C7H-18K55						
	ERC SOLARYS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 421 180	2 179 062	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.49	2 421 180	2 179 062	-	-
30 795 163 €	INDEX	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	31 913 273	28 298 024	-	111 984
		Autres financements***	2 600 000	1 327 328	-	12 271
		Total Op.50	34 513 273	29 625 352	-	124 255
34 513 273 €						
	PIA PROJET AJIR	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	792 582	681 165	109 530	111 418
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.52	792 582	681 165	109 530	111 418
C7T-PIA16F10						
	CRBPIKAB72	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	610 313	610 313	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.53	610 313	610 313	-	-
CRBPIKAB72						
	CEE-H2020-EAVI	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	612 908	392 261	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.60	612 908	392 261	-	-
CREUEAVD78						
CREUEAVD83						
	H2020-MSCA-ITN-2018 URBASIS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 056 606	824 406	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-
		Total Op.61	1 056 606	824 406	-	-
C7H-UEE18M62						

		60 000			
		515 675	515 675	2 286 817	-
		515 675	515 675	2 286 817	-
		224 826	-	-	-
		224 826	-	-	-
		368 156	-	-	-
		368 156	-	-	-
		243 474	-	-	-
		243 474	-	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		288 446	-	-	-
		288 446	-	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		281	-	-	-
		281	-	-	-
		89 048	-	-	-
		89 048	-	-	-
		130 029	-	-	-
		130 029	-	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		148 148	-	-	-
		148 148	-	-	-
		326 000	426 000	-	-
		326 000	426 000	-	-
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		242 118	-	-	-
		242 118	-	-	-
		875 816	875 816	875 816	875 816
		315 100	315 100	315 100	315 100
		1 190 916	1 190 916	1 190 916	1 190 916
		-	-	-	-
		-	-	-	-
		220 647	-	-	-
		220 647	-	-	-
		232 200	-	-	-
		232 200	-	-	-

C7H-LXG18M*	GRAL II	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	10 868 770	- 4 203 360 -	- 1 050 840 -	- -	-
		Total Op.62	10 868 770	4 203 360	1 050 840	-	-
C7H-LXA18M*	ARCANE II	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	7 002 252	- 3 979 265 -	- 641 610 -	- -	-
		Total Op.63	7 002 252	3 979 265	641 610	-	-
C7H-CBH18M*	UER	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	12 546 000	- 4 516 660 -	- 1 129 240 -	- 1 129 520 -	-
		Total Op.64	12 546 000	4 516 660	1 129 240	1 129 520	-
C7H-UEE19Q06	Projet TIPACCS	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	712 585	- 534 116 -	- -	- -	-
		Total Op.65	712 585	534 116	-	-	-
C7H-UEE19P99	ERC FUELING TRANSPORT	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	2 369 941	- 1 282 681 -	- -	- -	-
		Total Op.66	2 369 941	1 282 681	-	-	-
C7H-UEE19Q44	INT CALIPER	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	481 924	- 374 943 -	- -	- -	-
		Total Op.67	481 924	374 943	-	-	-
C7H-UEE18M23	ERC MONIFAULTS	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	710 000	- 487 610 -	- -	- -	-
		Total Op.68	710 000	487 610	-	-	-
C7H-UEE19Q12	ERC FAULTSCAN	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 974 630	- 821 696 -	- -	- 630 430 -	-
		Total Op.69	1 974 630	821 696	-	630 430	-
C7H-MIAI* FIN 2023	MIAI	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	14 250 000 412 165	- 3 206 250 415 860	- 3 431 250	- 6 864 762	-
		Total Op.70	14 662 165	3 622 110	3 431 250	6 864 762	-
C7H-PIA19Q51*	projet AVENIR projet ADEME	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	488 836	- 105 828 -	- 145 876	- 145 876	-
		Total Op.71	488 836	105 828	145 876	145 876	-
C7H-UEE18L70	PACIFIC contrat européen	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	864 083	- 685 313 -	- 178 771	- 178 761	-
		Total Op.72	864 083	685 313	178 771	178 761	-
C7H-UEE19S25 C7H-UER19S25 FIN 2027	IRICE-GEMELLI	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 034 375	- -	- 103 438	- 149	-
		Total Op.73	1 034 375	-	103 438	149	-
C7H-UEE20B27 C7H-UER20B27	EXACT	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	2 744 119	- 960 442 -	- 560 013	- 560 013	-
		Total Op.74	2 744 119	960 442	560 013	560 013	-
C7H-UEE20B66 C7H-UER20B66	DEEP TRIGGER	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 926 170	- 674 157 -	- 544 561	- 561 580	-
		Total Op.75	1 926 170	674 157	544 561	561 580	-
C7H-UEE19R74 C7H-UER19R74	FOCETA	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	609 910	- 453 682 -	- 120 982	- 14 533	-
		Total Op.76	609 910	453 682	120 982	14 533	-
C7H-PEGASB85	MEET	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	6 467 213	- 3 762 225 -	- 1 293 443	- 1 077 746	-
		Total Op.77	6 467 213	3 762 225	1 293 443	1 077 746	-
C7H-UEE21B05	PEGASE	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	6 440 126	- 705 873 -	- 488 839	- 489 984	-
		Total Op.79	6 440 126	705 873	488 839	489 984	-
C7H-PRI21A16 fin 2025	ECSEL STORAGEE 20CVD01	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	1 026 851 627 688	- 242 455 73 595	- 205 370 165 575	- -	- 154 596
		Total Op.81	627 688	73 595	165 575	154 596	-
		Ss total financement de l'Etat	1 360 000	1 100 000	190 000	155 098	-
		Ss total autres financements publics	238 405 146	145 061 705	18 089 264	15 212 951	-
		Ss total autres financements	3 646 103	1 823 033	165 575	166 867	-
		TOTAL	243 411 249	147 984 739	18 444 839	15 534 915	-

1 050 840	1 050 840	1 050 840	3 512 890
1 050 840	1 050 840	1 050 840	3 512 890
641 610	641 610	641 610	1 098 157
641 610	641 610	641 610	1 098 157
1 129 240	1 129 240	1 129 240	3 512 100
1 129 240	1 129 240	1 129 240	3 512 100
150 000	28 469	-	-
150 000	28 469	-	-
543 630	543 630	-	-
543 630	543 630	-	-
-	106 981	-	-
-	106 981	-	-
111 195	111 195	-	-
111 195	111 195	-	-
384 311	138 193	-	-
384 311	138 193	-	-
3 431 250	744 043	-	-
3 431 250	744 043	-	-
237 132	-	-	-
237 132	-	-	-
10	-	-	-
10	-	-	-
465 469	568 757	-	-
465 469	568 757	-	-
-	611 832	611 832	-
-	611 832	611 832	-
300 000	-	300 000	90 433
300 000	-	300 000	90 433
-	141 695	-	-
-	141 695	-	-
-	1 293 443	-	333 800
-	1 293 443	-	333 800
733 772	372 267	770 597	3 367 633
733 772	372 267	770 597	3 367 633
205 370	579 027	-	-
205 370	579 027	-	-
125 506	91 018	182 973	-
125 506	91 018	182 973	-
44 902	60 000	-	-
44 902	60 000	-	-
19 592 203	15 742 007	29 677 061	13 134 639
19 592 203	15 742 007	29 677 061	13 134 639
440 606	406 118	498 073	315 100
440 606	406 118	498 073	315 100
20 077 711	16 208 125	30 175 135	13 449 739

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
** Autres financements publics et autres financements publics fléchés
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2022

BUDGET UGA SANS PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2022 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES													
	AE				CP				RE				
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
Personnel	393 518 963	410 260 824	409 868 183	404 956 972	393 464 176	410 260 824	409 868 183	404 902 614	453 994 624	457 602 566	474 497 129	455 413 299	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	375 964 019	380 381 459	386 531 492	380 702 944	Subvention pour charges de service public
									1 147 268	2 281 841	4 101 202	4 983 840	Autres financements de l'Etat
									3 123 726	3 147 740	3 393 926	2 227 354	Fiscalité affectée
Fonctionnement	68 894 567	84 345 148	93 781 697	84 742 881	63 975 014	84 286 505	94 297 636	78 317 065	21 752 667	18 568 231	19 057 918	17 382 057	Autres financements publics
									52 006 945	53 223 295	61 412 591	50 117 104	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-					
									27 607 692	74 145 677	63 907 930	44 227 249	Recettes fléchées*
									6 223 173	11 816 698	6 635 879	14 548 795	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	66 909 469	38 753 138	39 261 715	30 451 129	28 978 370	50 221 932	51 837 320	40 788 025	20 714 899	60 652 879	55 793 478	29 176 001	Autres financements publics fléchés
									669 620	1 676 100	1 478 573	502 453	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	529 322 999	533 359 110	542 911 595	520 150 982	486 417 561	544 769 261	556 003 139	524 007 704	481 602 317	531 748 243	538 405 059	499 640 548	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)					-	-	-	-	4 815 244	13 021 018	17 598 080	24 367 156	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2022 - UGA sans Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	12 736 056	12 736 056	4 315 061	4 052 822	1 063 194	931 454	18 114 311	17 720 333
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	5 219 228	5 219 228	4 369 552	3 537 476	196 656	198 224	9 785 437	8 954 927
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	40 276	40 276	631 866	952 017	28 141	16 482	700 283	1 008 775
D105 - Bibliothèques et documentation	295 376	295 376	2 633 185	2 544 488	57 378	56 964	2 985 938	2 896 827
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 213 741	4 213 741	5 054 260	5 185 427	1 362 820	662 256	10 630 821	10 061 424
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	2 948 645	2 948 645	3 627 920	3 200 486	1 059 261	551 478	7 635 826	6 700 609
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 392 413	3 392 383	3 118 423	2 835 505	1 552 265	1 423 423	8 063 101	7 651 311
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	146 480	146 480	91 466	50 705	68 197	90 581	169 749	287 767
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	4 824 061	4 824 061	3 275 580	2 930 420	662 467	1 791 584	8 762 108	9 546 065
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	2 650 425	2 650 425	3 596 592	3 416 854	256 354	241 889	6 503 371	6 309 167
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 256 352	1 256 352	5 501 019	4 989 400	140 784	153 513	6 898 155	6 399 264
D113 - Diffusion des savoirs et musées	3 526	3 526	169 219	147 236	3 073	5 658	175 817	156 420
D114 - Immobilier	14 105	14 105	26 386 621	23 980 819	18 299 869	30 908 086	44 700 595	54 903 010
D115 - Pilotage et support	367 000 856	366 946 528	19 591 765	18 374 737	5 801 962	3 731 013	392 394 582	389 052 278
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	57 736	53 807	-	-	57 736	53 807
D202 - Aides indirectes aux étudiants	67 092	67 092	1 425 530	1 157 993	8 123	7 950	1 500 745	1 233 036
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	148 342	148 342	897 083	906 873	26 981	17 469	1 072 406	1 072 684
TOTAL	404 956 972	404 902 614	84 742 881	78 317 065	30 451 129	40 788 025	520 150 982	524 007 704

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	380 702 944	-	-	-	-	-	-	-	380 702 944
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 391 265	-	-	-	6 391 265
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	14 724 169	-	-	-	14 724 169
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 002 060	-	-	-	1 002 060
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	147 799	-	-	-	147 799
VALORISATION	-	-	-	-	1 667 954	-	-	-	1 667 954
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	431 125	-	-	12 178 040	-	12 609 165
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	6 799 253	-	-	232 425	-	7 031 678
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 603 135	23 970	-	4 082 281	-	6 709 386
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	3 568 053	-	-	5 127 450	-	8 695 502
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	4 983 840	-	3 776 314	2 479 757	14 548 590	6 554 118	129 922	32 472 540
FONDACTIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	204 178	1 183 302	-	906 179	325 000	2 618 659
AUTRES RECETTES	-	-	2 227 354	-	22 496 829	205	95 509	47 530	24 867 428
TOTAL	380 702 944	4 983 840	2 227 354	17 382 057	50 117 104	14 548 795	29 176 001	502 453	499 640 548

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

24 367 156

TABLEAU 4
Equilibre financier 2022 de l'UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	4 815 244	13 021 018	17 598 080	24 367 156
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	90	-	-	31 638
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	8 281 158	4 189 782	8 619 089	11 093 839
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	7 377 139	6 725 422	7 267 714	12 238 135
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	20 473 631	23 936 222	33 484 883	47 730 767
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	18 007 118
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	4 091 165	-	-
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	6 063 189	-	-	29 449 612
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	20 473 631	23 936 222	33 484 883	65 737 884

FINANCEMENTS				
Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
-	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
7 614 148	4 178 690	8 788 967	11 463 506	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
6 150 048	10 431 377	11 502 215	54 274 379	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
13 764 196	14 610 067	20 291 182	65 737 884	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
6 709 435	9 326 155	13 193 702	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
12 772 624	-	4 453 900	11 442 494	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
-	13 417 320	8 739 802	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
20 473 631	23 936 222	33 484 883	65 737 884	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

différence entre variation tréso (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2022 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Personnel	388 488 340	404 860 824	404 468 183	399 949 026	Subventions de l'Etat	405 416 227	382 768 597	390 451 526	424 170 088
dont contributions employeur CAS Pension	106 416 673	116 416 911	109 139 753	107 293 338	Fiscalité affectée	3 185 716	3 147 740	3 393 926	2 327 706
Fonctionnement autre que les charges de personnel	97 925 894	114 502 844	122 679 226	139 173 203	Autres subventions	25 011 174	61 396 086	60 071 877	19 958 731
					Autres produits	66 332 513	69 746 817	74 710 856	90 930 778
TOTAL DES CHARGES (1)	486 414 234	519 363 668	527 147 409	539 122 229	TOTAL DES PRODUITS (2)	499 945 629	517 059 240	528 628 185	537 387 304
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	13 531 395	-	1 480 777	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	2 304 428	-	1 734 925
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	499 945 629	519 363 668	528 628 185	539 122 229	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	499 945 629	519 363 668	528 628 185	539 122 229

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	13 531 395	- 2 304 428	1 480 777	- 1 734 925
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (c/68)	25 897 223	24 816 339	24 917 192	50 617 400
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (c/7815)	- 400 000	- 21 140	- 271 857	- 623 662
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (c/656)	297 078	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs (c/756)	- 150 000	-	-	- 334
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/7813 et c/7817)	- 16 756 313	- 15 649 541	- 15 724 144	- 41 292 560
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	22 419 382	6 841 230	10 401 968	6 965 919

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	22 419 382	6 841 230	10 401 968	6 965 919
Investissements	30 882 475	50 221 932	51 837 320	231 214 603	Financement de l'actif par l'État	5 273 119	11 754 618	10 831 131	185 039 110
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	10 241 931	22 673 493	19 881 457	24 658 521
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	Autres ressources	3 855 983	1 109 780	562 191	7 795 830
					Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	30 882 475	50 221 932	51 837 320	231 214 603	TOTAL DES RESSOURCES (6)	41 790 415	42 379 121	41 676 747	224 459 380
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	10 907 940	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	7 842 811	10 160 573	6 755 222

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	10 907 940	- 7 842 811	- 10 160 573	- 6 755 222
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	17 617 375	1 483 344	3 033 128	- 24 762 340
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 6 709 435	- 9 326 155	- 13 193 702	18 007 118
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	48 031 812	40 189 001	37 871 239	41 276 590
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 14 370 888	- 12 887 544	- 11 337 759	- 39 133 228
Niveau de la TRESORERIE	62 402 700	53 076 545	49 208 998	80 409 818

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie prévisionnel du Compte Financier de l'exercice 2022 - UGA sans Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	62 402 700	41 617 252	100 933 485	85 746 562	154 941 926	121 213 683	93 081 068	195 203 193	162 572 743	128 864 182	172 005 818	130 901 241	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	1 588 804	7 077 746	5 462 350	4 744 987	5 659 343	3 602 362	197 570 762	2 320 089	136 562 222	9 423 232	5 043 101	76 358 301	455 413 299
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	191 494 175	-	131 204 399	234 492	-	57 769 878	380 702 944
Autres financements de l'État	3 351	2 352 575	1 256 083	13 554	272 013	21 708	50 267	3 410	174 461	459 117	12 000	365 300	4 983 840
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	7 630	4 700	7 008	-	2 150 444	-	57 572	2 227 354
Autres financements publics	80 784	1 173 105	631 264	665 878	2 399 509	1 202 683	1 305 392	1 389 534	1 866 315	2 099 746	1 737 628	2 830 220	17 382 057
Recettes propres	1 504 669	3 552 065	3 575 004	4 065 555	2 987 821	2 370 341	4 716 228	920 137	3 317 048	4 479 433	3 293 473	15 335 331	50 117 104
Recettes budgétaires fléchées	689 253	1 920 545	660 856	2 056 610	4 180 776	2 737 820	4 181 642	3 381 065	3 487 823	9 538 856	6 063 424	5 328 579	44 227 249
Financements de l'État fléchés	400 000	762 093	-	-	47 661	61 661	3 863 915	-	-	9 163 465	-	250 000	14 548 795
Autres financements publics fléchés	289 152	1 155 685	603 369	2 050 000	3 949 019	2 667 915	317 444	3 057 570	3 410 146	371 199	6 200 786	5 103 716	29 176 001
Recettes propres fléchées	101	2 767	57 486	6 610	184 096	8 244	284	323 495	77 678	4 192	-	25 137	502 453
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	14 152 405	93 722 991	26 209 088	105 422 995	2 749 080	8 897 942	50 841 878	1 503 540	128 361 468	67 970 393	898 022	74 789 182	65 737 884
- TVA encaissée	87 009	109 018	258 551	180 792	126 937	106 733	83 765	29 569	166 937	188 061	98 396	1 081 688	2 517 454
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	596 861	1 309 571	3 737 149	136 296	7 330	1 234 718	286 987	-	244 334	375 636	2 261 292	1 273 331	11 463 506
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	13 468 535	92 304 401	22 213 388	105 105 908	2 614 813	7 556 491	51 212 630	1 473 971	128 772 739	67 406 696	3 257 709	77 144 201	51 756 924
A. TOTAL	16 430 462	102 721 282	32 332 295	112 224 591	12 589 200	15 238 124	150 910 527	7 204 694	11 688 577	86 932 481	10 208 503	6 897 699	565 378 432
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	33 563 948	38 543 960	38 642 343	37 719 463	38 932 167	38 132 965	38 886 137	36 564 312	38 961 128	39 791 657	43 057 113	45 542 768	468 337 961
Personnel	30 302 618	32 785 584	32 022 124	31 362 519	31 686 107	31 994 735	32 555 957	33 827 111	29 889 554	33 554 083,17	33 768 539	32 908 327	386 657 256
Fonctionnement	3 062 744	5 243 717	5 536 545	4 753 000	5 991 259	5 001 086	4 651 171	2 152 274	7 207 190	4 213 381,57	7 656 102	10 495 940	65 964 408
Investissement	198 587	514 659	1 083 674	1 603 944	1 254 801	1 137 144	1 679 009	584 928	1 864 384	2 024 192,30	1 632 472	2 138 502	15 716 296
Dépenses liées à des recettes fléchées	2 185 186	2 841 646	5 621 557	3 698 123	6 609 746	4 202 072	8 649 689	2 947 070	5 603 010	2 971 431	4 404 173	5 936 041	55 669 743
Personnel	1 540 827	1 573 449	1 474 548	1 477 584	1 472 325	1 457 575	1 480 907	1 557 623	1 417 395	1 527 600,01	1 714 143	1 551 381	18 245 358
Fonctionnement	326 118	470 846	1 165 858	533 748	1 121 924	694 385	2 275 205	265 413	725 969	829 254,99	849 099	3 094 837	12 352 657
Investissement	318 241	797 351	2 981 151	1 686 791	4 015 496	2 050 112	4 893 577	1 124 034	3 459 646	614 575,75	1 840 931	1 289 823	25 071 729
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 638	31 638
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	1 466 776	2 019 443	3 255 318	1 611 641	775 530	1 035 703	1 252 576	323 761	833 000	1 027 756	3 851 794	5 878 675	23 331 974
- TVA décaissée	248 555	375 092	513 733	468 047	422 897	520 964	466 256	225 070	714 597	554 052	744 535	1 533 551	6 787 349
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	857 461	1 382 205	2 751 242	976 613	22 011	344 624	707 954	33 004	123 153	22 074	2 927 793	945 705	11 093 839
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	360 759	262 145	9 657	166 981	330 622	170 115	78 366	65 688	4 750	451 631	179 465	3 399 419	5 450 786
B. TOTAL	37 215 910	43 405 049	47 519 218	43 029 227	46 317 442	43 370 739	48 788 402	39 835 143	45 397 139	43 790 844	51 313 080	57 389 122	547 371 315
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	20 785 448	59 316 233	15 186 923	69 195 364	33 728 242	28 132 616	102 122 125	32 630 450	33 708 561	43 141 637	41 104 578	50 491 423	18 007 118
SOLDE CUMULE (1) + (2)	41 617 252	100 933 485	85 746 562	154 941 926	121 213 683	93 081 068	195 203 193	162 572 743	128 864 182	172 005 818	130 901 241	80 409 818	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2022

BUDGET SACD PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2022 - SACD Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RE				
	AE				CP				RE				
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
Personnel	479 391	534 250	534 250	526 743	479 391	534 250	534 250	526 743	20 722 153	19 143 461	19 435 184	23 923 456	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
									11 659 813	16 129 520	16 129 520	15 261 001	Autres financements de l'Etat
									-	-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	16 810 999	7 635 559	6 875 159	6 737 021	8 324 423	8 173 322	8 021 022	7 531 982	8 285 936	1 600 000	2 081 723	7 970 033	Autres financements publics
									776 403	1 413 941	1 223 941	692 422	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Recettes fléchées*
									-	-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	6 130 204	8 201 674	7 400 040	5 787 150	12 519 020	19 422 208	17 213 574	16 621 665	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
									-	-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	23 420 594	16 371 483	14 809 449	13 050 914	21 322 835	28 129 780	25 768 846	24 680 390	20 722 153	19 143 461	19 435 184	23 923 456	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)					-	-	-	-	600 682	8 986 319	6 333 662	756 934	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2022 - SACD Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	-	-	6 737 021	7 531 982	5 787 150	16 621 665	12 524 171	24 153 647
D115 - Pilotage et support	526 743	526 743	-	-	-	-	526 743	526 743
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	526 743	526 743	6 737 021	7 531 982	5 787 150	16 621 665	13 050 914	24 680 390

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-	-
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	-	-	-	-
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	-	-	-	-
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-
VALORISATION	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	6 889 115	-	-	-	-	6 889 115
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	15 261 001	1 080 918	-	-	-	-	16 341 919
FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES RECETTES	-	-	-	692 422	-	-	-	692 422
TOTAL	-	15 261 001	7 970 033	692 422	-	-	-	23 923 456

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 756 934

TABLEAU 4
Equilibre financier du SACD Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				
	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	600 682	8 986 319	6 333 662	756 934
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	-	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	-	-	-	-
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	1 808 517	2 345 620	2 345 620	1 749 233
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	2 409 199	11 331 939	8 679 282	2 506 167
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	13 930 489
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	-	-
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	-	-	13 930 489
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	2 409 199	11 331 939	8 679 282	16 436 655

FINANCEMENTS				
Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	
-	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
-	-	-	-	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
- 4 610 548	4 634 682	4 634 682	16 436 655	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
- 4 610 548	4 634 682	4 634 682	16 436 655	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
7 019 746	6 697 257	4 044 600	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
-	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
7 019 746	6 697 257	4 044 600	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
2 409 199	11 331 939	8 679 282	16 436 655	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - SACD Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Personnel	472 377	534 250	534 250	518 540	Subventions de l'Etat	7 942 790	8 059 543	7 907 243	7 339 100
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	12 651 897	12 260 984	12 108 684	11 849 346	Autres subventions	-	-	-	-
					Autres produits	4 776 768	4 735 691	4 735 691	4 992 935
TOTAL DES CHARGES (1)	13 124 274	12 795 234	12 642 934	12 367 886	TOTAL DES PRODUITS (2)	12 719 558	12 795 234	12 642 934	12 332 036
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	404 716	-	-	35 850
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	13 124 274	12 795 234	12 642 934	12 367 886	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	13 124 274	12 795 234	12 642 934	12 367 886

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 404 716	-	-	- 35 850
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (c/68)	4 007 886	4 087 662	4 087 662	4 011 881
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (c/7815)	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (c/656)	178 951	-	-	440 730
- produits de cession d'éléments d'actifs (c/756)	- 203 017	-	-	- 412 826
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/7813 et c/7817)	- 3 982 266	- 4 061 750	- 4 061 750	- 3 976 031
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 403 162	25 912	25 912	27 904

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Insuffisance d'autofinancement	403 162	-	-	-	Capacité d'autofinancement	-	25 912	25 912	27 904
Investissements	8 544 949	19 422 208	17 213 574	12 344 462	Financement de l'actif par l'État	10 123 111	17 056 296	15 634 662	13 538 172
Dépôts et cautionnement (dotation de l'Etat)	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	895 446	1 600 000	1 003 000	1 324 425
Remboursement des dettes financières	4 105 263	-	-	4 240 964	Autres ressources	1 739 720	740 000	550 000	1 833 964
TOTAL DES EMPLOIS (5)	13 053 375	19 422 208	17 213 574	16 585 426	Augmentation des dettes financières	94 953	-	-	-
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	139 039	TOTAL DES RESSOURCES (6)	12 853 230	19 422 208	17 213 574	16 724 465
					Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	200 145	-	-	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget 2022 après BR3	Compte Financier 2022
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 200 145	-	-	139 039
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	6 819 602	6 697 257	4 044 600	- 13 791 450
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 7 019 746	- 6 697 257	- 4 044 600	13 930 489
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 345 187	9 345 187	9 345 187	9 484 226
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 26 948 290	- 20 251 033	- 22 903 690	- 40 739 740
Niveau de la TRESORERIE	36 293 477	29 596 220	32 248 877	50 223 966

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie prévisionnel du Compte Financier de l'exercice 2022 - SACD Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	36 293 477	41 069 217	41 000 102	38 242 588	38 132 674	38 008 707	34 601 094	35 351 990	35 302 094	31 915 392	32 018 023	31 981 657	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	795 488	-	274 609	-	45	140 123	52 944	-	-	224 753	182	22 435 403	23 923 456
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements de l'État	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 261 001	15 261 001
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics	795 488	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 174 544	7 970 033
Recettes propres	-	-	274 609	-	45	140 123	52 944	-	-	224 753	182	143	692 422
Recettes budgétaires fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	4 065 523	-	54 922	3 977 142	168 465	28 025	4 031 921	-	-	44 993	4 065 523	143	16 436 655
- TVA encaissée	-	-	54 922	-	45	28 025	10 589	-	-	44 993	-	143	138 716
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	4 065 523	-	-	3 977 142	168 420	-	4 021 332	-	-	-	4 065 523	-	16 297 940
A. TOTAL	4 861 011	-	329 530	3 977 142	168 420	168 147	4 084 865	-	-	269 745	4 065 705	22 435 546	40 360 111
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	82 983	68 290	2 703 799	4 084 335	271 992	3 133 119	3 299 854	49 424	2 967 071	161 528	4 091 021	3 766 974	24 680 390
Personnel	43 494	44 413	42 761	43 563	43 794	44 304	44 672	44 735	42 514	43 262	43 485	45 746	526 743
Fonctionnement	3 250	11 731	1 525 445	12 609	-	1 680 096	2 913	-	1 592 249	52 731	148 083	2 502 876	7 531 982
Investissement	36 239	12 147	1 135 594	4 028 162	228 198	1 408 720	3 252 268	4 688	1 332 308	65 536	3 899 453	1 218 352	16 621 665
Dépenses liées à des recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	2 288	824	383 245	2 721	20 395	442 641	34 117	472	419 631	5 586	11 050	426 263	1 749 233
- TVA décaissée	2 288	824	383 245	2 721	20 395	442 641	34 117	472	419 631	5 586	11 050	426 263	1 749 233
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. TOTAL	85 271	69 114	3 087 044	4 087 056	292 387	3 575 760	3 333 970	49 896	3 386 702	167 114	4 102 071	4 193 237	26 429 623
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	4 775 740	- 69 114	- 2 757 514	- 109 914	- 123 967	- 3 407 613	750 895	- 49 896	- 3 386 702	102 631	- 36 366	18 242 309	13 930 489
SOLDE CUMULE (1) + (2)	41 069 217	41 000 102	38 242 588	38 132 674	38 008 707	34 601 094	35 351 990	35 302 094	31 915 392	32 018 023	31 981 657	50 223 966	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

mazars

Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

Deloitte.

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Université Grenoble Alpes

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes
Siège social : 109, rue Tête d'Or - CS 10363 - 69451 Lyon Cedex 06
Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649

Deloitte & Associés
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes
Siège social : 6, place de la Pyramide 92908 Paris-La Défense Cedex
Capital de 2 188 160 euros – RCS Nanterre 572 028 041

Université Grenoble Alpes

Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental
621, avenue centrale 38400 Saint Martin d'Hères

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Au conseil d'administration de l'établissement public expérimental Université Grenoble Alpes,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'établissement Université Grenoble Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves

- Comme indiqué dans les notes *I-1) C. La revalorisation de l'actif* et *I-3-2) Immobilisations corporelles* de l'annexe, les services France Domaine ont procédé en 2018 et 2019 à une nouvelle évaluation du patrimoine immobilier des biens situés sur les départements de l'Isère et de la Drôme. Ces valeurs ont été intégrées dans le patrimoine de l'UGA en 2022, conduisant aussi à la sortie des anciennes valeurs, comprenant d'une part les travaux sur ces bâtiments mis à disposition et d'autre part les financements perçus pour la réalisation de ces travaux. Cependant à date, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la justesse des valeurs retenues dans les comptes de l'Université pour les terrains non bâtis et leurs contreparties dans les capitaux propres.
- Comme indiqué dans la note *II-1) Actif immobilisé* de l'annexe, un inventaire physique des biens mobiliers est en cours. La procédure de suivi des biens et le rapprochement avec les données inscrites en comptabilité n'étant pas achevés, nous ne pouvons pas nous assurer de la réalité et de l'exhaustivité des matériels et mobiliers figurant à l'actif.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les modalités de comptabilisation de la dotation IDEX dévolue pour l'exercice 2022, décrites dans la note I-1) *E. Pérennisation de l'IDEX* de l'annexe des comptes annuels,
- la correction d'erreur relative à l'intégration des valeurs France Domaine décrite dans la note II-4) *Fonds propres* de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du

conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi qu'à l'ordonnateur et à l'agent comptable, de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été conjointement arrêtés par l'ordonnateur et l'agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites l'ordonnateur et l'agent comptable, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par l'agent comptable de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Annecy et Paris-La Défense, le 13 mars 2023

Mazars

Deloitte & Associés

DocuSigned by:
Xavier MARMMEYS
C2FD9F336672460...

Xavier Marmey

DocuSigned by:
EJ
69B4EE4A6B304A6...

Eric Godeau



COMPTES ANNUELS 2022

BILAN

ACTIF	Bilan au	31/12/2022			PASSIF	Bilan au	31/12/2022
	31/12/2021	Brut	Amortissements et dépréciations	Net		31/12/2021	
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	1 016 715	5 087 223	4 352 314	734 909	Financements reçus	481 193 141	512 696 960
Immobilisations corporelles	611 113 863	855 649 043	226 750 428	628 898 615	Financements de l'actif - Etat	389 101 131	429 317 207
Terrains	214 155 141	234 279 459	27 038 429	207 241 030	Financement de l'actif par des tiers	92 092 009	83 379 753
Constructions	315 780 404	402 958 769	82 193 494	320 765 275			
Installations techniques, matériels, et outillage	23 951 310	91 149 818	68 749 611	22 400 207			
Collections	146 232	148 918	3 830	145 088			
Biens historiques et culturels					Réserves	115 637 260	115 637 260
Autres immobilisations corporelles	19 466 958	64 689 372	48 765 065	15 924 307	Report à nouveau	-6 280 069	-9 635 724
Immobilisations mises en concession					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	13 126 679	-1 770 775
Immobilisations corporelles en cours	37 613 817	62 422 707	0	62 422 707	Provisions réglementées		
Avances et acomptes sur commandes							
Immobilisations grevées de droits							
Immobilisations corporelles (biens vivants)							
Immobilisations financières	443 362 394	448 185 432	6 553 149	441 632 283	TOTAL FONDS PROPRES	603 677 011	616 927 720
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 055 492 972	1 308 921 697	237 655 891	1 071 265 807	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
ACTIF CIRCULANT					Provisions pour risques	491 912	591 915
Stocks					Provisions pour charges	3 675 582	4 026 977
Créances	216 976 860	250 059 201	880 403	249 178 797	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 167 494	4 618 892
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	193 287 266	222 216 485		222 216 485	DETTES FINANCIERES		
Créances clients et comptes rattachés	21 701 048	24 657 334	880 403	23 776 931	Emprunts obligataires		
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				0	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		
Avances et acomptes versés sur commandes	860 034	1 824 929	0	1 824 929	Dettes financières et autres emprunts	503 840 572	499 599 608
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				0	TOTAL DES DETTES FINANCIERES	503 840 572	499 599 608
Créances sur les autres débiteurs	1 128 512	1 360 453	0	1 360 453	DETTES NON FINANCIERES		
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	6 063 698	7 047 583		7 047 583	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 677 115	21 247 704
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	223 040 558	257 106 784	880 403	256 226 381	Dettes fiscales et sociales	10 239 450	10 655 179
TRESORERIE					Avances et acomptes reçus	217 184 206	282 194 596
Valeurs mobilières de placement					Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		0
Disponibilités	98 695 962	130 381 154		130 381 154	Autres dettes non financières	5 379 132	5 353 788
Autres					Produits constatés d'avance	16 064 512	17 275 855
TOTAL TRESORERIE	98 695 962	130 381 154	0	130 381 154	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	265 544 415	336 727 122
Comptes de régularisation					TRESORERIE		
Ecarts de conversion Actif					Autres éléments de trésorerie passive	0	
TOTAL GENERAL	1 377 229 492	1 696 409 635	238 536 294	1 457 873 341	TOTAL TRESORERIE	0	0
					Comptes de régularisation		
					Ecarts de conversion Passif		
					TOTAL GENERAL	1 377 229 492	1 457 873 341

COMPTE DE RESULTAT					
CHARGES	Exercice 2022	Exercice 2021	PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Achats	105 068	108 814	Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	453 795 626	441 555 907
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	63 392 425	53 150 086	Subventions pour charges de service public	387 547 603	376 042 639
Charges de personnel	400 467 566	388 960 717	Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	63 681 419	62 176 753
Salaires, traitements et rémunérations diverses	241 803 758	233 427 319	Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Charges sociales	156 550 585	153 582 872	Dons et legs	238 898	150 799
Intéressement et participation			Produits de la fiscalité affectée	2 327 706	3 185 716
Autres charges de personnel	2 113 224	1 950 526			
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	28 342 415	22 545 879	Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	50 022 085	49 934 305
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	54 965 649	30 113 690	Ventes de biens ou prestations de services	31 210 144	31 311 645
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	547 273 123	494 879 186	Produits des cessions d'éléments d'actif	413 160	353 017
CHARGES D'INTERVENTION			Autres produits de gestion	18 398 780	18 269 642
Dispositifs d'intervention pour compte propre			Production stockée et immobilisée		
Transferts aux ménages			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Transferts aux entreprises			Autres produits	45 892 253	21 138 579
Transferts aux collectivités territoriales			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	623 662	605 683
Transferts aux autres collectivités			Reprises du financement rattaché à un actif	45 268 591	20 532 896
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme			TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
Dodations aux provisions et dépréciations			TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	547 273 123	494 879 186
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-	PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	547 273 123	494 879 186	Produits des participations et prêts		
CHARGES FINANCIERES			Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Charges d'intérêts	4 102 574	4 346 237	Intérêts sur créances non immobilisées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Pertes de change	10 056	45 638	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières			Gains de change	9 376	36 397
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	104 362	267 448	Autres produits financiers		
			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 216 992	4 659 323	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9 376	36 397
Impôt sur les sociétés			RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	1 770 775,26	
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)		13 126 679	RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)		
TOTAL CHARGES	551 490 115	512 665 187	TOTAL PRODUITS	551 490 115	512 665 187

ANNEXE

PREAMBULE

L'annexe constitue un document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence de l'information financière des établissements publics nationaux, et donc des Universités.

Il s'agit d'un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat. L'information fournie doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe d'importance relative. Ainsi, l'annexe contient-elle toutes les informations significatives susceptibles d'éclairer les administrateurs et les autorités de tutelle de l'établissement, et plus largement tout lecteur des états financiers.

L'annexe se fonde sur les travaux de l'agence comptable, responsable de la tenue des comptes et de la production des états financiers. La qualité des informations présentées et la sincérité générale du document dépendent étroitement du partenariat unissant l'agence comptable et les services financiers, qui concourent tous deux étroitement au correct exercice de la chaîne comptable et financière.

Précisons que l'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES

A - Crise sanitaire « COVID-19 »

L'année 2022 s'est caractérisée par un allègement progressif des contraintes de la crise sanitaire due au COVID, permettant à l'établissement d'exercer finalement ses activités dans les conditions habituelles. Cette reprise d'activité s'est traduite par un dynamisme retrouvé de certaines dépenses, à l'instar des fluides, frais de déplacement ou de colloques par exemple.

B – Les tensions inflationnistes

L'UGA a été soumise, au cours de 2022, à l'augmentation généralisée des fluides ainsi qu'à la hausse du point d'indice de 3,5%. Ces évolutions n'ont pas été entièrement compensées par des abondements budgétaires, impliquant in fine des coûts supplémentaires pour l'établissement.

C – La revalorisation de l'actif

Dans le cadre de l'établissement de ces comptes individuels et consolidés, l'Université Grenoble Alpes (UGA) est exposée depuis plusieurs années à une problématique portant sur la correcte valorisation et comptabilisation de ses actifs immobiliers, faisant l'objet d'une réserve récurrente de la part des commissaires aux comptes de l'établissement. Pour disposer de valeurs actualisées, l'UGA a diligenté une intervention du service France Domaine et de nouvelles évaluations ont été réalisées au cours de l'exercice 2018. Elles ont été intégrées dans les comptes de l'UGA au titre de l'exercice 2022.

Dans les faits, les travaux ont consisté en la sortie de l'ensemble des actifs historiques de l'établissement, en contrepartie de l'intégration systématique

des valeurs actualisées. En outre, des travaux d'ajustement des amortissements ainsi que des financements extérieurs de l'actif ont été menés, pour garantir le traitement exhaustif de la démarche.

D - Transfert de l'IAE et de Polytech à Grenoble INP

Un processus de transfert progressif est mis en œuvre à compter de septembre 2020 afin de transférer à l'INP (Institut National Polytechnique) de Grenoble deux composantes de l'UGA, à savoir l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) et l'école d'ingénieurs Polytech.

La démarche doit aboutir au contrôle de la totalité des activités d'enseignement et de recherche, des personnels, du patrimoine et des ressources financières par l'INP au cours de 2023.

Au 31 décembre 2022, deux conventions ont été établies pour arrêter les divers aspects financiers :

- une convention de reversement, recensant les charges et produits enregistrés par chaque établissement et relevant de la comptabilité de l'autre établissement ;
- une convention « empreinte » déterminant une compensation financière pour les charges assumées par l'INP à l'occasion du transfert, l'UGA continuant de percevoir l'intégralité de la dotation de l'Etat par le biais de la subvention pour charges de service public (SCSP).

E. Pérennisation de l>IDEX

La dotation non consommable n'a pas été enregistrée au bilan de l'établissement au 31.12.2022. Des démarches sont en cours auprès de la DRFIP 75 afin d'obtenir l'accès de l'UGA sur le compte du trésor.

Concernant les intérêts de la dotation non consommable permettant le financement des projets IDEX, ils faisaient l'objet jusqu'en 2021, d'une comptabilisation à l'avancement. A ce titre, les dépenses annuellement engagées faisaient l'objet d'un produit à recevoir, garantissant ainsi la neutralisation des flux sur cette période. Cette méthode s'appuyait sur le caractère probatoire des financements obtenus, qui devaient faire l'objet d'une justification in fine pour acquérir un statut définitif. Or, par décision de transmission en 2021, l'ANR a décidé la pérennisation des IDEX pouvant impliquer l'acquisition immédiate des droits induits. Pour autant, il n'existe pas à ce jour de schémas de comptabilisation arrêtés par les services de l'Etat. Susceptibles d'être précisés en 2023, l'établissement se conformera dès lors à ces derniers. Dans cette attente, la méthode à l'avancement a donc été conservée en 2022.

I-2) COMPARABILITE DES COMPTES

Le périmètre comptable de l'établissement n'a subi aucune évolution entre 2021 et 2022.

I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- Selon le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP),
- Selon les principes édictés par le Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP) publié par arrêté du 1^{er} juillet 2015 modifié par arrêté du 16 février 2020,
- Selon l'Instruction Comptable Commune (ICC) de la DGFIP du 17 décembre 2019 (BOFIP-GCP-19-0055 du 16.01.2020 / NOR : CPAE1937939J)
- Selon le plan de compte spécifique à l'enseignement supérieur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode évoqués supra.
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leurs coûts d'acquisition.

I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Biens acquis

Les immobilisations propriété de l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires : dépenses directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

Biens mis à disposition et contrôlés par l'université

Le patrimoine immobilier mis à disposition et contrôlé par l'université a été inscrit au bilan pour une valeur actualisée dans le cadre de l'opération de revalorisation de l'actif conclue au cours de l'exercice 2022.

La contrepartie de l'inscription du patrimoine immobilier à l'actif constitue un Financement Externe de l'Actif ; en conséquence, et conformément à l'instruction sur les financements de l'actif, l'université reprend le financement en résultat d'exploitation à hauteur de la charge d'amortissement comptabilisée.

Décomposition du patrimoine immobilier

Le traitement comptable n'est pas homogène dès lors que les immeubles issus de l'ex Université Stendhal sont décomposés ce qui n'est pas le cas des constructions en provenance des deux autres ex Universités. L'instruction DGFIP du 9 avril 2014 a rendu optionnel, l'application de la méthode des composants, toutefois la méthode retenue doit être appliquée à l'ensemble des biens de même nature. Depuis 2016, le traitement comptable retenu par l'UGA est le suivant :

- Les composants préexistants à la fusion continuent d'être gérés en tant qu'immobilisations amorties séparément,
- Les nouvelles constructions suivent la règle définie à l'UGA qui consiste à ne pas décomposer.

Amortissements

Les durées d'amortissement appliquées aux acquisitions s'appuient sur des fourchettes selon le tableau ci-après approuvé par le conseil d'administration du 16 décembre 2019 :

Catégorie d'immobilisation	Compte comptable	Durée Amortissement
Brevets	205	3 à 10 ans
Licences et logiciels informatiques	20531/20532	3 à 5 ans
Aménagement et agencement de terrains	212	15 à 35 ans
Construction de bâtiment	2131/2141	30 à 50 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	2135/2145	20 à 35 ans
Installations techniques complexes	2151/2154	8 à 15 ans
Matériels scientifiques	2154	3 à 15 ans
Outils et autres agencements	2155	3 à 15 ans
Matériels pédagogiques	2156	3 à 10 ans
Agencements divers dans constructions dont l'établissement n'est pas propriétaire ou n'a pas reçu en dotation	2181	10 à 20 ans
Matériel de transport	2182	5 à 10 ans
Matériel de bureau	2183	5 à 7 ans
Matériel informatique	2183	3 à 5 ans
Mobilier	2184	5 à 10 ans
Matériels divers	2188	3 à 10 ans
Serveurs informatiques	21832	3 à 10 ans

Modalités de calcul des amortissements : l'amortissement est calculé selon la méthode du prorata temporis.

I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont principalement constituées des titres de participation.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'acquisition est appréciée notamment en fonction de la quote-part de l'actif net réévalué, de la rentabilité et de la valeur économique de l'investissement.

I-3-4) CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire déterminée en fonction de sa recouvrabilité est inférieure à la valeur comptable.

I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

Au 31 décembre, la valeur d'inventaire correspond au cours de clôture.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour la différence.

I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Conformément à l'instruction comptable commune, une distinction est effectuée entre les financements reçus de l'Etat et les financements reçus de tiers autres que l'Etat.

Pour chaque source de financement, les financements rattachables à un actif déterminé sont distingués de ceux non rattachables. Les financements rattachés à des actifs clairement identifiés évoluent symétriquement aux amortissements et dépréciations de l'actif financé.

Les financements associés à des immobilisations en cours sont comptabilisés au sein des financements non rattachés à des actifs.

I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément à l'instruction commune du 21 décembre 2018 (fascicule 12), c'est-à-dire lorsqu'il existe une obligation envers un tiers à la date de clôture, s'il y a une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes et sans contrepartie équivalente et s'il est possible d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante.

Au cours de l'exercice 2021, un travail de recensement et de regroupement d'informations relatif à la présence d'amiante au sein des bâtiments de l'université a été effectué. Il souligne la présence d'amiante dans un nombre significatif d'implantations (13) dont le traitement exposerait l'établissement à un risque financier, sans qu'aucune découverte n'ait été répertoriée au cours de 2022. En outre, l'analyse ne permet pas de disposer d'une évaluation précise des sommes concernées, ni de la distinction entre les interventions potentiellement urgentes et celles ne nécessitant aucune intervention dans les conditions actuelles. Pour leur part, les faits générateurs du passif, matérialisés par les diagnostics techniques amiante (DTA), ont été systématiquement produits au cours d'années antérieures.

Aucune obligation ne peut donc, *strico sensu*, être rattachée à 2022.

L'absence d'évaluation précise de l'exposition financière de l'établissement, de l'échéance et de la maturité des risques, s'opposent à l'enregistrement d'un passif au bilan de l'université. Cependant, leur évolution fait désormais l'objet d'un suivi comptable et financier régulier au sein de l'établissement

I-3-8) CHARGES A PAYER

Fournisseurs

Les charges à payer sont identifiées d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

Personnel

Les principales charges à payer relatives à la masse salariale sont les suivantes :

Congés payés des agents titulaires hors enseignants-chercheurs et des personnels contractuels

L'ensemble des droits à congés acquis et non pris à la clôture de l'exercice, qu'ils concernent des fonctionnaires titulaires (hors enseignants chercheurs) ou des agents contractuels de droit public, fait l'objet d'une inscription au passif.

Les coûts, utilisés pour déterminer les charges à payer, ont été déterminés par catégories (A, B, C) et par statut (personnel titulaire ou non titulaire).

La charge à payer est valorisée sur la base des droits acquis de septembre à décembre, sous déduction d'un nombre constaté de jours déjà consommés à la date de clôture, et du salaire moyen par catégorie de personnel. Le calcul des coûts moyens journaliers par catégorie retenu pour le calcul de la charge à payer CP s'appuie sur le nombre de jours ouvrés annuel.

Compte épargne temps

Pour les CET inférieurs ou égaux à 15 jours, ces jours peuvent être pris sous forme de congés. Il n'y a pas de paiement possible. Il y a donc lieu de comptabiliser une provision qui est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours et en cas de demande de paiement, il y a lieu de constituer une charge à payer. Elle est calculée en fonction de la valorisation journalière réglementaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours pour lesquels aucune demande de paiement n'a été faite, il y a lieu de comptabiliser une provision. Elle est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Heures complémentaires

Les heures complémentaires sont les heures d'enseignement réalisées par les enseignants chercheurs au-delà de leur quota d'heures sur l'année universitaire.

Une partie des heures complémentaires réalisés au titre d'une année universitaire portant sur 2 exercices N et N+1 correspond à des services faits durant la période septembre-décembre de l'année N. Elle sera mise en paiement en N+1 après réalisation du service statutaire.

Les services prévisionnels ne sont pas visibles dans le système d'information des ressources humaines au moment du recensement des charges à payer. L'évaluation de la charge est faite sur la base de la réalisation de l'année antérieure car le volume d'heures complémentaires d'une année sur l'autre est régulier du fait que les maquettes pédagogiques ont un périmètre constant.

Vacations d'enseignement

Les vacations d'enseignement sont les heures d'enseignement faites par les intervenants extérieurs à l'établissement et par les personnels contractuels et titulaires n'ayant pas de service statutaire d'enseignement

L'évaluation de la charge est basée

- Sur les heures effectuées entre le 1/9/N et le 31/8/N+1 qui n'ont pas été payées en N+1.
- Sur les heures effectuées entre le 1/10 et le 31/12 de l'année N, celles-ci sont mises en paiement début de l'année N.

Rappels de salaires

Les charges à payer correspondent à l'estimation des rappels de salaires effectivement versés sur l'exercice suivant.

Toutes les charges à payer relatives à la masse salariale donnent également lieu à comptabilisation des charges patronales correspondantes selon la nature des charges de personnel (traitement de base ou rémunérations accessoires) et la catégorie de salarié (titulaire ou contractuel).

Forfait Mobilité Durable (FMD)

De nouveaux textes réglementaires élargissent le nombre de bénéficiaires du forfait mobilité durable, dans le cadre d'une utilisation régulière d'un mode de transport assimilable au co-voiturage ou d'une modalité "douce" (vélo, trottinette...).

Le paiement en 2023 des forfaits relatifs à 2022 a concerné 2300 agents éligibles.

RIFSEEP - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

La régularisation de la revalorisation du RIFSEEP des BIATSS a été engagée en 2022, à la suite d'une allocation d'enveloppes complémentaires par le MESR. Leur montant cumulé a ainsi atteint 602 632 €.

I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir sont identifiés d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE

Les prestations de recherches sont comptabilisées sur la base des échéanciers des conventions, ces derniers reflètent généralement l'avancement scientifique. Précisons que l'université gère tous les nouveaux contrats sur financements publics selon la méthode de comptabilisation des subventions reçues (instruction DGFIP du 20.11.2013).

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

Au 31.12.2022, l'actif immobilisé brut s'élève à **1 308 919 K€**.

L'actif immobilisé net atteint 1 071 265 K€ fin 2022 (1 055 492 K€ au 31/12/2021), déduction faite des amortissements et dépréciations à hauteur de 237 656 K€, soit une variation de 15 773 K€ pour 2022.

Les acquisitions (hors évaluation de France Domaine) effectuées au cours de l'exercice 2022 atteignent **52 844 K€** pour l'exercice 2022.

Concernant les logiciels, (comptes 20531-20532), elles s'élèvent **193 K€** et comptabilisent en autres :

Développement application mobile et web : 30 K€

Logiciel de modélisation moléculaire : 12 K€

Licences 360 Eyes : 27 K€

Evolution application web : 35 K€

Développement application WEB JDL : 12 K€

Terminaux d'affichage : 18 K€

Concernant les Constructions (compte 213-214), elles s'élèvent **3 749 K€**. Elles comptabilisent en autres les travaux suivants :

Remplacement tableau haute tension : 233 K€

Création salle de cours les Alpilles : 150 K€

Extension chalets Chavanne et Balmes – Les Houches : 1 038 K€

Eclairage public – plan de relance : 479 K€

Travaux de voirie, réseaux et distribution : 387 K€

Concernant les installations spécifiques et complexes acquises sol propre (compte 215), elles s'élèvent à **4 336 K€** et comptabilisent entre autres les installations suivantes :

Installation éclairage de sécurité : 26 K€

Réfection faux plafonds douches et WC : 12 K€

Mise en place de fermeture rebord de toiture : 22 K€

Rénovation logement : 39 K€

Rénovation Chimie C suite sinistre explosion : 80 K€

Déploiement plan de comptage CVC : 23 K€

Profilomètre stylet Dektak : 59 K€

Câblage VDI : 126 K€

Acquisition système stéréovision : 151 K€

Millimeter-Wave Source Module 220-325Ghz : 53 K€

Ensemble de 2 caméras rapides : 236 K€

Console électronique spectromètre RMN : 270 K€

2 Caméras OCAM 2K : 278 K€

Système d'amplification enregistrement neurophysiologique : 59 K€

Sonde HR-MAS pour spectromètre RMN : 50 K€

Tomographe de fluorescence : 99 K€

Système d'acquisition d'images numériques : 200 K€

Les acquisitions pour les autres Immobilisations Corporelles (compte 218) s'élèvent à **4 919 K€** dont les acquisitions les plus importantes sont les suivantes :

2 Véhicules (Duster + Peugeot 3008 hybride) : 57 K€

5 vélos + 5 triporteurs électriques : 29 k€

Ordinateurs – tablettes – écrans – Serveurs - Périphériques : 3 646 K€

Mobiliers divers : 201 K€

Vidéoprojecteurs : 213 K€

Matériels audiovisuels (cameras, appareil photo, barre de visio, ...) : 160 K€

Les Immobilisations en cours :

Sur l'exercice 2022, les immobilisations en cours totalisent un montant de **62 422 K€** (Acquisition et mise en service) contre **37 614 K€** en 2021, soit une augmentation de **24 808 K€** :

Des travaux de rénovation, réhabilitation et aménagement de bâtiments (compte 2313) 3 117 K€

Créations et installations techniques (compte 2315) : 177 K€

Intégration audiovisuelle INSPE (compte 2318) : 24 k€

UPGRADE sur microscope à deux photons (compte 2318) : 50 K€

Les Sorties d'inventaire :

Les principales sorties d'inventaire votées aux CA du 15/03/2022 et 13/10/2022 concernent des mises au rebut en masse ainsi que la sortie des bâtiments et terrains de l'INSPE :

- Les bâtiments de l'ESPE Grenoble et Bonneville pour un montant de 13 327 K€
- Biens avec une VNC supérieure à 10 000.00 € pour un montant de 188 K€
- Biens avec une VNC inférieure à 10 000.00 € pour un montant de 22 712 K€

Ces sorties ne prennent pas en compte celles liées à l'intégration des valeurs France Domaine.

Les Immobilisations financières : elles passent de 443 M€ fin 2021 à **442 M€** (valeur nette).

➤ Ce poste concerne les participations au capital d'entités privées, à savoir :

- La filiale de valorisation de la recherche **FLORALIS** pour un montant de **5 500 K€**, filiale détenue à 100 % depuis 2014. Une dépréciation pour 4 444 K€ est toujours maintenu au compte 29 pour tenir compte de la valeur nette de la participation de l'UGA au capital de la filiale.
- La société **SUPERGRID** conformément aux engagements pris dans le cadre de ce consortium et de l'augmentation de la participation de l'UGA ce qui porte le niveau de participation à 979 K€ à fin 2022. Sachant que la société est en déficit et que ses capitaux propres sont inférieurs à son capital social, il a été comptabilisé une dépréciation de 104 K€ au compte 29.
- La **SATT Linksium** : une prise de participation pour un montant de **1 129 K€** constituée d'une régularisation de prise de participation faite en 2014 par l'UJF (Université Joseph Fourier) pour 153 K€ et d'une prise de participation faite en 2020 pour 976 K€. La SATT étant en déficit, il a été comptabilisé d'une part une dépréciation à hauteur de 1 129 K€ au compte 29 et d'autre part une reprise du financement pour le même montant afin de déprécier, en parallèle, le financement de cette participation et ainsi neutraliser l'impact sur le résultat.
- Prise de participation sociétés Microlight, Sentin'Health, Sisprobe, Skopai pour **24 K€**.
- D'une prise de participation à hauteur de 5 K€ aux PUG -Presses Universitaires de Grenoble.
- La comptabilisation d'une créance sur l'Etat pour 39 953 K€ afin de mettre à l'actif le montant du remboursement de l'emprunt restant à devoir sur le PPP GREENER.

- Elles sont également constituées de placements ou de prêts :
 - De placements financiers de l'ex-UPMF valorisés à **487 K€** (fonds gérés par Dexia Dexcapi) dont un placement « Eckstein » pour 94 K€,
 - De la convention UJF avec la MGEN pour **22 K€** et Dépôt de garantie pour **32 K€**.
 - De prêts accordés à Floralis pour le financement de diverses sociétés (startup) pour 48 K€.

- Elles comprennent également les **400 000 K€** de la **dotation non-consomptible (DNC)** de l'opération Campus (suite à l'intégration de la COMUE au 1^{er} janvier 2020)

II-1-1) IMMOBILISATIONS

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS	31/12/2021	Augmentations			Diminutions			31/12/2022
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mad / Transferts	Evaluation France Domaine	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Evaluation France Domaine	
Immobilisations Incorporelles	4 902 933	29 370	192 998		-29 370	-8 708		5 087 223
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 902 933	29 370	192 998		-29 370	-8 708		5 087 223
Immobilisations Corporelles	845 273 441	14 692 112	13 004 317	190 555 638	-295 198	-37 145 690	-232 861 293	793 223 327
Terrains et aménagements	239 101 613			42 503 014		-9 500 187	-37 827 981	234 276 459
Constructions	429 578 561	11 445 369	3 748 933	148 052 624	-273 497	-4 672 547	-184 920 674	402 958 769
Installations techniques, matériels et outillages	110 274 874	3 225 041	4 336 032			-19 284 297	-7 401 841	91 149 809
Collections	149 362					-444		148 918
Autres immobilisations corporelles	66 169 032	21 701	4 919 352		-21 701	-3 688 215	-2 710 797	64 689 372
Immobilisations Corporelles en cours	37 613 817	361 579	39 646 533		-14 758 492	-440 730		62 422 707
Participations et créances rattachées à des participations	5 610 551	0	0		0	-62 500		5 548 051
Titres de participation	5 500 002							5 500 002
Créances rattachées à des participations	110 549					-62 500		48 049
Autres Immobilisations Financières	444 200 630	0	159 580		0	-1 722 829		442 637 381
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	2 015 917		127 942					2 143 859
Dépôts et cautionnements versés	400 021 759		31 638					400 053 397
Autres créances immobilisées	42 162 954					-1 722 829		40 440 125
TOTAUX	1 337 601 373	15 083 060	53 003 428	190 555 638	-15 083 060	-39 380 457	-232 861 293	1 308 918 688

II-1-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les amortissements et dépréciations ont varié de la façon suivante :

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31/12/2021	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	31/12/2022
Immobilisations Incorporelles	3 886 218	474 804	-8 708	4 352 314
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 886 218	474 804	-8 708	4 352 314
Immobilisations Corporelles	271 773 396	54 200 534	-99 223 502	226 750 428
Terrains	24 946 471	2 091 957	0	27 038 429
Constructions	113 798 157	39 138 901	-70 743 564	82 193 494
Installations techniques, matériels et outillages	86 323 564	6 406 202	-23 980 155	68 749 611
Collections	3 130	700		3 830
Autres immobilisations corporelles	46 702 074	6 562 775	-4 499 783	48 765 065
Immobilisations Corporelles en cours				
Participations et créances rattachées à des participations	4 444 870	0	0	4 444 870
Titres de participation	4 444 870	0	0	4 444 870
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	2 003 917	104 362	0	2 108 279
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	2 003 917	104 362	0	2 108 279
Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0
TOTAUX	282 108 401	54 779 700	-99 232 210 *	237 655 891

*SUR LES 99 232 210 € DE DIMINUTION DES AMORTISSEMENTS, 74 361 476 € CONCERNENT LES SORTIES RELATIVES AUX EVALUATIONS DE FRANCE DOMAINE

II-1-3) TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

RUBRIQUE	31/12/2021	Financements reçus	Financ. Reçus Evaluation France Domaine	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut	Sorties de financements Evaluation France Domaine	31/12/2022
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	389 101 131	27 908 384	170 718 866	-38 628 589	-406 159	-119 376 425	429 317 208
Financements non rattachés à un actif	-39 578 010	24 650 304	0	0	0		-14 927 706
Financements rattachés à un actif	428 679 141	3 258 080	170 718 866	-38 628 589	-406 159	-119 376 425	444 244 914
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	301 998 422		170 718 866	-31 055 903	-346 945	-102 459 811	338 854 629
Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	1 039 588	0		2 326	-444		1 041 470
Financement des autres actifs	125 641 131	3 258 080	0	-7 575 012	-58 770	-16 916 614	104 348 815
- Etat	117 765 542	1 755 361		-4 918 951	-8 806	-16 916 614	97 676 532
- ANR IA	6 140 265	1 087 359		-2 155 205			5 072 419
- Autres	1 735 324	415 360		-500 856	-49 964		1 599 863
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	92 092 009	12 681 345	13 326 752	-6 733 076	-12 615 818	-15 371 460	83 379 752
- Autres collectivités (y compris taxe d'apprentissage)	87 906 836	11 369 556	13 326 752	-5 526 481	-12 615 818	-15 371 460	81 134 093
- Union Européenne	4 185 173	1 311 789		-1 206 595			4 290 367
TOTAUX	481 193 141	40 589 729	184 045 618	-45 361 665	-13 021 977	-134 747 885	512 696 960

II-2) CREANCES ET DETTES

• COMPTES D'ATTENTE

Du fait de la mise en place de la GBCP (gestion budgétaire et comptable issue des décrets de 2012), les recettes ne sont inscrites au budget de l'établissement que lorsqu'elles ont été rapprochés de leur encaissement. Dès lors, les encaissements reçus sont conservés en avances sur des comptes d'attente pour être ensuite sortis et rapprochés des titres de recettes lorsque ces derniers sont produits. Il est donc nécessaire que les factures de vente, d'acompte et d'avance soient émises et prises en charge avant le 31/12/2022 pour impacter les bons comptes de contrepartie en recettes et créer ainsi l'impact budgétaire en « mode GBCP » (recettes encaissées budgétaires).

Sur l'exercice 2022, une analyse régulière par l'agence comptable des comptes clients a permis d'identifier les reclassements à effectuer dans les comptes au 31 décembre 2022. Ce reclassement est effectué de manière extracomptable à la demande des commissaires aux comptes en vue de la certification des comptes de l'UGA.

Ainsi, sur les 90 088 K€ en compte d'attente au 31/12/2022 (29 139 K€ en 2021), un total de 89 242 K€ a pu être identifié et faire l'objet de ce reclassement extracomptable (sans être rapproché comptablement).

Il est à noter que la forte augmentation des comptes d'attente durant cet exercice 2022 est dû à la perception des versements de l'ANR au titre de la fin de la période probatoire (non versés en 2021) et des échéances trimestrielles au titre de la dévolution des projets IDEX, LABEX et IDEFI. Elle est également dû à l'encaissement du dernier versement fait par le Ministère de la SCSP 2022.

Les sommes identifiées et donc reclassées dans le bilan concernent essentiellement :

- Les « avances reçues » sur contrats (comptes 4419 et 419) pour 71 420 K€ :
L'analyse du compte 419 (avances reçues sur les contrats gérés en prestations) a permis d'identifier 1 366 K€ d'encaissements qui aurait dû être classés au compte 4419 (avances reçues sur les contrats gérés en subventions) et qui ont donc été reclassés dans le bilan.
- 3 096 K€ correspondent à des encaissements qui n'ont pas été identifiés à temps pour être rapprochés avec les titres de recettes au compte 411.
- 11 406 K€ sont identifiés pour des subventions suivies au compte 4417 qui font fait l'objet d'une comptabilisation en factures à établir dont 6 135 K€ au titre de la SCSP 2022.
- Environ 1 948 K€ d'encaissements correspondent à des sommes à traiter au titre des opérations pour comptes de tiers.
- Et 1 032 K€ correspondent à des reversements à effectuer.

Au final, il ressort un montant de **845 K€** pour lequel le travail de reclassement n'a pu être mené, les informations disponibles étant insuffisantes pour identifier ces sommes. Pour rappel, cette analyse des comptes d'attente avait abouti à un montant de versements reçus non identifiables pour 736 K€ en 2021.

D'une manière générale, l'agence comptable se mobilise pour affecter au plus vite l'ensemble des sommes reçues. Ce travail permet de maîtriser la part des sommes non identifiées : en dépit d'une multiplication par 3 du montant des sommes inscrites en comptes d'attentes entre 2021 et 2022, la part restante à identifier reste stable par rapport aux exercices précédents.

A ce titre, il apparaît important de maintenir le lien entre les différents services de l'UGA pour recueillir les informations nécessaires à l'identification.

Il semble aussi primordial d'émettre et de prendre en charge les factures de vente, d'acompte et d'avance régulièrement, pour permettre l'émargement des encaissements reçus et réduire ainsi les comptes d'attente qui sont automatiquement alimentés à chaque encaissement reçu.

Ce travail constitue un chantier prioritaire pour la Direction Recettes de l'Agence Comptable.

Les tableaux des créances et des dettes tiennent compte de ce travail de reclassement, ainsi que la présentation du bilan.

Libellés	Comptes	31/12/2022 dans SIFAC	Retraitement	31/12/2022 au BILAN
Comptes d'attente	4718	-90 087 732	89 242 126	-845 606
Avances clients sur commandes en cours	419	-2 225 765	1 366 011	-859 754
Avances sur subventions	4419-44191	-196 063 073	-72 786 368	-268 849 442
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401	-1 190 842	-4 247	-1 195 089
Excédent à reverser	466	-137 513	-1 032 475	-1 169 988
Autres dettes	467-471-473-478	-3 251 669	-79 563	-3 331 232
Subventions à recevoir (sur titres recettes émis)	441d	5 618 607	-11 406 765	-5 788 158
Créances clients	411-412-416	12 691 307	-3 096 308	9 594 999
Opérations particulières avec entités publiques	4434	0	-1 948 116	-1 948 116
Autres comptes débiteur (ORV Paie)	463	72 695	-1 665	71 029
Compte trésor (retour de fonds)	5151	130 564 523	-252 414	130 312 109
Chèques impayés	5117	60 204	-215	59 989

- CREANCES

Compte	CREANCES	Montant net retraite au bilan	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an
Créances de l'actif immobilisé		400 588 728	0	400 588 728
	Créances rattachées à des participations	48 049		
26710000	Creances rattachees a des participations	48 049		48 049
	Autres créances immobilisées	400 540 679		
27510000	Dépôts	400 053 191		400 053 191
27550000	Cautions	206		206
27610000	Créances diverses	487 282		487 282
Créances de l'actif circulant		256 226 381	26 436 788	229 789 592
	Créances sur des entités publiques, ...	222 216 485		
44110000	Subventions d'investissement	1 240 843	1 240 843	
44170000	Subventions d'exploitation	-7 029 001	-7 592 292	563 291
44343100	Opérations pr cptes tiers entités publiques	-1 948 116	-1 948 116	
44567000	Crédit de TVA	1 317 732	1 317 732	
44586000	TVA sur factures non parvenues	541 050	541 050	
44871000	Subvention d'investissement à recevoir	27 658 450		27 658 450
44877000	Subvention d'exploitation à recevoir	200 435 527	6 839 834	193 595 693
	Créances clients et comptes rattachés	23 776 931		
41110000	Clients Ventes de biens ou prestations de services	8 728 100	8 728 100	
41200000	Clients Etudiants, élèves, stagiaires	0		0
41600000	Clients douteux ou litigieux	866 899		866 899
41810000	Clients Factures à établir	15 062 335	14 080 638	981 697
49110000	Dépréciation Clients divers	-880 403		-880 403
	Avances et acomptes versées sur commandes	1 824 929		
40910000	Fournisseurs - Avances versées sur commandes	1 824 929	1 663 080	161 849
	Créances sur les autres débiteurs	1 360 453		
46300000	Autres comptes débiteurs demandes de reversement	71 029	68 746	2 284
46780000	Autres	726 536	726 536	
47211100	DPAO Avances sur mission	72 124	72 124	
47211200	DPAO Services bancaires	3 923	3 923	
47213000	Dépenses payées avant ordonnancement fournisseurs	426 863	426 863	
47250000	Dépenses des régisseurs à vérifier	-1 569	-1 569	
47280000	Autres dépenses à régulariser	61 546	61 546	
	Charges constatées d'avance	7 047 583		
48600000	Charges constatées d'avance	7 047 583	7 047 583	
	TOTAL	656 815 108	26 436 788	630 378 320

Actif immobilisé + 1 an 100%

Actif circulant à + 1 an 90%

Total créances à + 1 an 96%

Les créances se décomposent en 2 catégories : les créances de l'actif immobilisé et les créances de l'actif circulant.

En ce qui concerne les créances de l'actif immobilisé soit **400 588 K€**, le degré de liquidité est à plus d'1 an pour l'ensemble de celui-ci.

Ce montant est élevé suite à l'intégration au 1^{er} janvier 2020 dans les comptes de l'UGA de la dotation non consommable (DNC) du plan Campus de 400 000 K€.

Concernant les créances de l'actif circulant pour un total de **256 226 K€**, on constate que le degré de liquidité n'est pas le même en fonction de la nature de la créance.

➤ Créances sur des entités publiques : 222 216 K€

Certains financeurs versent leurs subventions sur plusieurs exercices, à l'instar de l'ANR. Il convient donc d'inscrire une partie des recettes sur subventions en échéance supérieure à 1 an, soit un montant de 563 K€. En outre, du fait du reclassement du dernier encaissement reçu au titre de la SCSP 2022 non titré, le compte se situe en négatif.

Les subventions à recevoir (PAR au comptes 44871 et 44877) pour 228 094 K€, concernent des contrats qui ne sont pas terminés et pour lesquels la facture finale n'est pas encore émise. Ce poste comprend également le PAR qui vient régulariser la notification définitive de la SCSP 2022. Le degré de liquidité est donc là inférieur à 1 an.

➤ Créances clients et comptes rattachées : 23 777 K€

Certaines de ces créances disposent d'un degré de liquidité à plus d'1 an. Il s'agit notamment des créances sur clients douteux (dossiers en contentieux confiés à des huissiers de justice) et d'autres créances pour des clients en difficulté financière (redressement et liquidation judiciaire, plan de sauvegarde) pour 866 K€. Dès lors, la provision visant à couvrir ce risque a été ajustée fin 2022, en fonction de l'évolution de la situation des dossiers. Portée à hauteur de 880 K€ (compte 49 – dépréciation des comptes de tiers), elle permettra de compenser les éventuelles admissions en non-valeur enregistrées lors du dénouement de ces dossiers contentieux, par l'intermédiaire de reprises sur provisions.

En ce qui concerne les produits à recevoir (PAR) sur les prestations de recherche, ces créances disposent aussi d'un degré d'exigibilité à plus d'1 an pour un montant de 982 K€.

➤ Avances et acomptes sur commandes fournisseurs : 1 825 K€ dont 162 K€ en échéances de plus d'1 an.

➤ Créances sur autres débiteurs : 1 360 K€ : il s'agit de dépenses payées avant ordonnancement (PDAO) pour 503 K€, le reste concernant des dépenses à régulariser. Le degré de liquidité est essentiellement à moins d'1 an hormis quelques dossiers litigieux (2 K€).

Du fait de l'importance des programmes pluriannuels, 90 % des créances de l'actif circulant ont un degré de liquidité à plus d'1 an.

Sur le périmètre global des créances, on constate un taux de liquidité de plus d'1 an de 96 %.

• **DETTES**

Compte	DETTES	Montant net retraité au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an	Échéances + 5 ans
Dettes financières		-499 599 608	-4 206 873	-18 028 286	-477 364 449
	Dettes financières et autres emprunts				
16550000	Cautionnements	-1 005		-1 005	
16740000	Avances de l'état et des collectivités publiques	-400 000 000			-400 000 000
16870000	Autres dettes	-99 598 603	-4 206 873	-18 027 281	-77 364 449
Dettes non financières		-336 727 122	-54 475 397	-282 251 725	0
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-21 247 704			
40110000	Fournisseurs-Achats de biens ou presta.de services	-1 195 089	-1 195 089		
40170000	Retenues de garantie et oppositions	0	0		
40410000	Fournisseurs d'immobilisations	-53 609	-4 282	-49 327	
40470000	Fournisseurs d'immobilisat°-retenues garantie	-182 672	-181 870	-802	
40810000	Fournisseurs - Factures non parvenues	-6 870 361	-6 870 361		
40811000	Fournisseurs-Factures non parvenues-Biens&Services	-10 636 721	-10 636 721		
40840000	Fournisseurs-Fact non parvenu.Immo non auxiliairisé	-1 049 750	-1 049 750		
40841000	Fournisseurs-Fact non parvenu.Immo	-1 259 503	-1 259 503		
	Dettes fiscales et sociales	-10 655 179			
42860000	Personnel-autres charges a payer	-9 422 708	-9 422 708		
44587000	TVA sur facturation à établir	-680 471	-680 471		
44860000	État autr coll. publiques - Charges a payer	-552 000	-552 000		
	Avances et acomptes reçues	-282 194 596			
41910000	Clients - Avances reçues sur commande en cours	-859 754		-859 754	
41920000	Clients Etudiants,élèves,stagiaires avances reçues	0	0		
44191000	Avances sur subventions	-268 849 442		-268 849 442	
44193200	Avances sur revenus de dotation financement actifs	-12 485 400		-12 485 400	
	Autres dettes non financières	-5 353 788			
46631000	Virements a reimputer non auxiliairisé	-16 260	-16 260		
46633000	Virements a reimputer (fournisseur)	-100 290	-100 290		
46640000	Excedents de versement à rembourser	-1 053 438	-1 053 438		
46710000	Aide à la mobilité internationale	-690 179	-690 179		
46740000	Taxe d'apprentissage	-274 922	-274 922		
46780000	Autres	0			
47110000	Recettes perçues avant émission de titre	-441 250	-441 250		
47150000	Recettes des regisseurs a verifier	-195 634	-195 634		
47182100	Autres recettes a classer client	-639 463	-639 463		
47182800	Autres recettes à classe	-195 552	-195 552		
47183000	Autres recettes a classer fournisseurs	-10 591	-10 591		
47310000	Recettes à transférer	-1 710 302	-1 710 302		
47312100	Recettes à transférer auxiliairisé client	-18 907	-18 907		
47400000	Comptes d'attente	-7 000		-7 000	
	Produits constatés d'avance	-17 275 855			
48700000	Produits constatés d'avance	-17 275 855	-17 275 855		
	TOTAL	-836 326 730	-58 682 269	-300 280 011	-477 364 449
	<i>Taux de liquidité</i>		<i>7%</i>	<i>36%</i>	<i>57%</i>

Le total des dettes d'élève à **836 327 K€** en tenant compte de la dotation non-consomptible de l'Etat pour le plan Campus, soit 436 327 K€ sans la DNC. Le degré d'exigibilité du passif dépend de la nature de la dette.

- Pour les dettes financières : **499 600K€** dont 400 000 K€ de DNC (compte 1674) et 99 599 K€ concernant l'emprunt PPP restant à rembourser au 31.12.2022 aux 3 « PPPistes » dans le cadre des contrats PPP GREENER, PILISI et SHS au titre du R1-capital (compte 1687).
- Pour les dettes non financières pour un total de **336 727 K€**, elles se décomposent ainsi :
 - Fournisseurs et comptes rattachés (21 248 K€) : il s'agit de l'ensemble des factures fournisseurs qui doivent être payées réglementairement sous 30 jours, à savoir les factures en attente de règlement (1 431 K€) dont l'échéance est à moins d'1 an d'une part et les charges à payer (factures non parvenues) pour 19 816 K€ (17 507 K€ en fonctionnement et 2 309 K€ en investissement) dont les échéances sont à moins d'1 an.
 - Dettes fiscales et sociales (10 655 K€) : ce sont des charges à payer (CAP) sur masse salariale (9 423 K€), de la TVA collectée sur les flux croisés entre l'UGA et sa filiale FLORALIS (680 K€) et une charge à payer (CAP) au titre des taxes foncières TFPB dues sur l'année 2019 au titre des bâtiments PPP (552 K€). Ces dettes relèvent d'une échéance à moins d'1 an.
 - Avances reçues et acomptes (282 194 K€ aux comptes 419 et 4419) : cela concerne des versements reçus pour des prestations de recherche et des subventions sur contrats de recherche pour lesquelles le contrat est toujours en cours dont les échéances sont à plus d'1 an. Le poste des avances tient compte également des revenus perçus au titre de la dotation non consomptible (12 485 K€).
 - Autres dettes non financières (5 353 K€) : ce sont des encaissements en attente de reclassement vers les comptes clients ou de rapprochement aux titres de recettes (3 219 K€), des excédents de versements à rembourser (1 053 K€), le solde sur la subvention « Aide à la Mobilité Internationale » (690 K€), des reliquats de taxe d'apprentissage (275 K€).
 - Produits constatés d'avance (17 276 K€) : il s'agit de rattacher la part des recettes titrées en 2022 mais qui concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières).

II-3) TRESORERIE NETTE

La situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

Données exprimées en euros		31/12/2021	Mouvements	31/12/2022
Dépôt de fonds et caisse	5151 -5159+531	98 646 670	31 917 853	130 564 523
Valeurs à l'encaissement	511	-42 135	22 794	-19 341
Régies et menues dépenses	543+545+548	91 642	-3 041	88 601
TRESORERIE ACTIVE		98 696 177	31 937 606	130 633 783
Cautionnements	165	-1 005	0	-1 005
DETTES FINANCIERES		-1 005	0	-1 005
TRESORERIE NETTE		98 695 172	31 937 606	130 632 778

La trésorerie de l'UGA s'élève à **131 633 K€** fin 2022 dont 252 K€ de retours de fonds

II-4) FONDS PROPRES

Les fonds propres de l'université sont composés des éléments suivants :

- La valeur de biens remis en dotation, sous déduction des amortissements neutralisés,
- Les réserves de l'établissement, représentant le montant cumulé des résultats des exercices précédents des ex-universités,
- Le report à nouveau regroupant des écritures de régularisations et des résultats en attente d'affectation définitive dans les réserves,
- Le résultat de l'exercice,
- Les financements en provenance de l'Etat et de son opérateur public, l'ANR,
- Les financements en provenance d'autres tiers, collectivités locales ou établissements publics, Union européenne.

Le tableau de variation des fonds propres se présente ainsi :

Comptes	31/12/2021	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Reprise en résultat des financements	Correction erreur	Sorties de financements	Sorties de financements Evaluation France Domaine	Financ. Reçus	Financ. Reçus Evaluation France Domaine	31/12/2022
101 & 104	389 101 131			-38 628 589		-406 160	-119 376 425	27 908 384	170 718 866	429 317 207
131 & 134	92 092 009			-6 733 076		-12 615 818	-15 371 460	12 681 345	13 326 752	83 379 752
106	115 637 260									115 637 260
11	-6 280 069	13 126 679			-16 482 335					-9 635 724
12	13 126 679	-13 126 679	-1 770 775							-1 770 775
	603 677 010	0	-1 770 775	-45 361 665	-16 482 335	-13 021 978	-134 747 885	40 589 729	184 045 618	616 927 719

Les corrections d'erreurs sont essentiellement constituées de l'impact de l'intégration des nouvelles évaluations du service France Domaine :

	Montant	Note de l'annexe
Valeur brute des biens avant revalorisation	-232 861 293	II-1-1)
Amortissements cumulés des biens avant revalorisation	74 361 476	II-1-2)
Financements comptabilisés avant réévaluation	134 747 885	II-1-3)
Valeur brute des biens après réévaluation	190 555 638	II-1-1)
Financements des biens après réévaluation	-184 045 618	II-1-3)
Autres corrections	<u>759 577</u>	
Correction d'erreur	-16 482 335	

II-5) PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

UGA AGREGE Année 2022	Tableau des provisions			
	31/12/2021	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/2022
Provisions pour risques	491 912	301 768	- 201 765	591 915
Provisions pour litiges	491 912	301 768	- 201 765	591 915
Autres provisions pour risques				-
Provisions pour charges	3 675 582	351 395	-	4 026 977
Provisions pour CET	3 620 897	344 419		3 965 316
Prov alloc perte d'emploi indemnités licenciement	54 685	6 976		61 661
Total des provisions	4 167 494	653 163	- 201 765	4 618 892

Les **provisions** de l'exercice 2022 comptabilisés pour **4 618 K€** (compte 15) concernent :

- o Une provision pour risques sur des litiges juridiques pour **592 K€** pour des dossiers suivis par le service juridique de l'université en cours d'instruction (592 K€) ainsi que le dossier FIPH (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées) dont le risque de redressement a été évalué à 60 K€.
- o Des provisions pour passifs pour **4 027 K€** dont l'essentiel (+ de 98%) concerne la provision pour CET le reste concernant les ARE (allocation de retour à l'emploi).

Par ailleurs, des **dépréciations** pour tenir compte des valeurs nettes des participations de l'UGA au capital de FLORALIS, de SUPERGRID et de la SATT Linksum ont été comptabilisées pour **6 553 K€** ainsi que des dépréciations des comptes clients pour **880 K€** (clients douteux).

RUBRIQUE	Comptes	Solde ouverture	Dotations exercice	Reprises exercice	Solde clôture exercice
Dépréciations des immobilisations	2961/2971	6 448 787	104 362	-	6 553 149
Dépréciations des stocks en cours		-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	4911	1 184 895	130 659	- 435 150	880 403
Dépréciations des comptes financiers		-	-	-	-
Total des dépréciations		7 633 682	235 021	- 435 150	7 433 552

II-6) COMPTES DE REGULARISATION

Les charges constatées d'avance (CCA) pour un total de **7 047 K€** recouvrent les opérations liées à FLORALIS pour 6 221 K€ et le solde pour une série de petits mouvements habituels en lien avec la maintenance, les locations ou les abonnements. Ces CCA seront reportées (méthode de l'extourne) pour être rattachées en charges sur 2022.

Les produits constatés d'avance pour un total de **17 276 K€** concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières

FLORALIS :

L'UGA a obtenu un état détaillé des produits et des charges engagées par FLORALIS dans le cadre des contrats tripartites devant faire l'objet de flux croisés.

Sur la base de ces éléments, ont été comptabilisés en 2022 :

Sur les contrats en cours : Un produit à recevoir (PAR) de **2 961 K€ HT** et une charge à payer (CAP) de **2 705 K€ HT** sur la base d'un état détaillé de la situation comptable des contrats en cours et des pièces justificatives correspondantes (documents attestés par la direction de FLORALIS).

Sur les contrats clos : FLORALIS reverse des reliquats à l'UGA sur des contrats clos ce qui donne lieu à des PAR dans les comptes de l'UGA. En 2022, des PAR ont été comptabilisés à hauteur de **243 K€ HT**.

Contrats de « resourcing » : L'UGA confie à sa filiale FLORALIS des prestations de soutien au développement de l'activité de recherche de ses laboratoires. Des contrats de prestations (appelés « resourcing ») sont établis avec des échéances. En fin d'année, FLORALIS, sur la base de sa comptabilité analytique, détermine les produits sur contrats de prestations non encore consommés et comptabilise des PCA à due concurrence. C'est la raison pour laquelle l'UGA a enregistré en 2022 des CCA à hauteur de **6 221 K€** correspondant aux PCA comptabilisés par FLORALIS afin d'assurer la réciprocité des comptes avec sa filiale.

Reversement des frais de gestion (4%) : FLORALIS reverse à l'UGA des frais de gestion sur l'ensemble des contrats ce qui donne lieu à un PAR annuel : **199 K€ HT** en 2022.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

III-1) PRODUITS

Le total des produits de fonctionnement du compte de résultat d'exploitation s'élève à **549 710 K€**.

Produits sans contrepartie

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	453 795 626	441 555 907
Subventions pour charges de service public	387 547 603	376 042 639
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	63 681 419	62 176 753
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs	238 898	150 799
Produits de la fiscalité affectée	2 327 706	3 185 716

Il s'agit des subventions publiques (Etat, collectivités locales, Union européenne) comptabilisées au compte 74 pour un total de **453 795 K€** :

- **La SCSP, subvention pour charge de service public (c/7411)** s'élève 387 547 K€. Il est à noter une augmentation par rapport à 2021 sur ce poste.
- **Les Subventions de l'Etat et des entités publiques (c/741-744-748)** représentent 63 681 K€ dont 387 K€ au titre de la taxe d'apprentissage.

Il s'agit, également, des **produits de la fiscalité affectée** pour 2 327 K€ qui correspondent à l'enregistrement de la CVEC. Ce poste est en diminution par rapport à 2021 (3 185 K€) du fait d'un changement des modalités de versements survenu en fin d'exercice.

Produits avec contrepartie (produits directs d'activité)

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	50 022 085	49 934 305
Ventes de biens ou prestations de services	31 210 144	31 311 645
Produits des cessions d'éléments d'actif	413 160	353 017
Autres produits de gestion	18 398 780	18 269 642
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		

Les ventes et prestations de services en 2022 pour 31 210 K€ correspondent principalement à l'enregistrement de :

- Droits d'inscription pour 9 749 K€
- Formation continue et apprentissage pour 11 231 K€
- Mise à disposition de personnels pour 3 508 K€
- Locations de locaux pour 1 551 K€
- Etudes, prestations de recherche et publications pour 2 915 K€

Pour les produits de cession d'éléments d'actif s'élevant à 413 K€ : il s'agit notamment de la refacturation de travaux (FMT) dans la cadre du PPP Greener.

Les autres produits de gestion courante pour 18 398 K€ se composent essentiellement :

- 5 343 K€ pour des factures de vente vers FORMASUP,
- 3 402 K€ de PAR (produits à recevoir) envers la filiale FLORALIS dont 2 961 K€ au titre des flux croisés 2022 et 243 K€ pour les reliquats dû à l'UGA sur des contrats arrivés à terme fin 2022 et 198 K€ de frais de gestion,
- 3 276 K€ de refacturation concernant la gestion IAE et Polytech
- 2 260 K€ provenant de facturations au titre de l'aménagement Campus (refacturation d'eau ...).
- 837 K€ de cession de brevet.

Les autres produits (reprises sur financements, sur dépréciations et provisions) :

PRODUITS	Exercice 2022	Exercice 2021
Autres produits	45 892 253	21 138 579
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	623 662	605 683
Reprises du financement rattaché à un actif	45 268 591	20 532 896

- **Les reprises de provisions pour risques et charges de fonctionnement de 201 K€** concernent des reprises de provisions sur des dossiers suivis par le service juridique de l'université.
- **Les reprises des dépréciations d'actifs circulants pour 422 K€** concernent des provisions pour clients douteux dont les dossiers se sont dénoués favorablement (les clients ont réglé leurs dettes) ou ont été admis en non-valeur (vote en CA).
- **Les reprises de financement** externe de l'actif (en lien avec les amortissements des biens rattachés à ces financements) ont été comptabilisées pour **45 269 K€** fin 2022 (20 533 K€ fin 2021) dont 75 K€ ont été comptabilisés au titre de la reprise des financements sur les biens financés sur conventions RA (Ressources affectées de 2009 à 2012).

Les produits financiers

Il a été comptabilisé **9 K€** de recettes sur des gains de change sur des opérations effectuées en devises étrangères.

III-2) CHARGES

Le total des charges du compte de résultat d'exploitation s'élève à **551 490 K€**.

Les achats et consommations

Pour un total de **63 392 K€**, ces achats concernent les dépenses enregistrées sur les comptes 60 (achats), 61 (services extérieurs) et 62 (autres services extérieurs) correspondant aux dépenses dites « en relation directe avec l'activité ». Elles sont nécessaires et indispensables à la viabilisation et au bon déroulement des activités de l'établissement : fluides, fournitures et petits équipements des composantes, laboratoires et services centraux, prestations de service assurés par des tiers extérieurs dans le cadre de contrats pour la maintenance des locaux et installations, les locations de photocopieurs et autres petits équipements.

Parmi ces dépenses, les postes les plus significatifs sont :

- Fournitures, matériels d'enseignements et de recherche 3584 K€
- Fournitures d'entretien 3 709 K€
- Frais de transport et frais de déplacements, frais de missions et de colloques 2 730 K€
- Frais de restauration et de réception 1 736 K€
- Frais de formation des personnels 1 644 K€
- Frais d'électricité 5 141 K€
- Frais de gaz et de chauffage 5 142 K€
- Frais de nettoyage 5 400 K€
- Frais de maintenance-réparation des biens 2 148 K€
- Frais de Gardiennage 979 K€
- Frais de Sous-traitance 2 613 K€
- Petits équipements 4043 K€
- Publications et frais de publicité et frais postaux 1 235 K€

Charges de personnel

Les charges de personnels sont composées comme suit :

Charges de personnel	2022
Salaires, traitements et rémunérations diverses	241 803 758
Charges sociales	156 550 585
Autres charges de personnel	2 113 224
TOTAL	400 467 566

Les charges de personnel s'élèvent à **400 468 K€**.

Autres charges de fonctionnement

Pour un total de **28 342 K€**, les principaux postes sont :

- Les redevances sur brevets (2 904 K€)
- Les reversements aux partenaires sur conventions (3 880 K€)
- Les annulations de recettes sur exercices antérieurs (954 K€)
- Versement des subventions et aides diverses (1 319 K€)

Charges d'intérêts

Elles concernent pour 4 102 K€ les intérêts d'emprunts et dettes assimilées

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions (comptes 68) ont été comptabilisés en 2022 pour **54 629 K€** et se décomposent en :

- Des dotations aux amortissements sur les biens immobilisés pour 53 754 K €
- Des dotations aux provisions et pour dépréciations (cf. chapitre II-5 sur le détail des provisions) pour 875 K€, qui permettent de couvrir les risques liés aux congés posés sur le CET (Compte Epargne Temps) et ARE (Allocation Recherche d'Emploi) pour 351 K€, les risques liés aux litiges 302 K€, les risques sur clients douteurs pour 117 K€ et pour tenir compte de la dévalorisation de la participation au capital de la société SUPERGRID et de la SATT LINKSIUM pour 104 K€ (c/6866).

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant.

IV-2) EFFECTIFS

En 2022, les effectifs rémunérés, en dehors des heures complémentaires et vacations d'enseignement, s'élèvent à 5 827 ETPT (équivalents temps plein travaillés) pour un plafond d'emplois de 5 938 ETPT. Ces effectifs rémunérés sont répartis en 2 682 ETPT en personnels non enseignants et 3 145 ETPT en personnels enseignants.

IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La CAF atteint 6 993 K€ sur l'exercice.

Par ailleurs le différentiel entre les dotations aux amortissements et provisions et les reprises de financements (neutralisation des amortissements) et des reprises de provisions crée un impact net sur la CAF 2022 de 8 485 K€.

UGA 2022	
Résultat	-1 770 775
+ Dot aux amortissements et provisions	54 629 282
- Reprises des quotes-parts de financement d'actifs	-45 268 591
- Reprises provisions et dépréciations	-623 662
- Produit de cession d'actifs	-413 160
+ VNC (Valeur nette comptable des actifs cédés)	440 730
CAF	6 993 823

IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Le fonds de roulement net global incluant les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur actif circulant, passe de **57 377 K €** (31.12.2021) à **50 761 €** (31.12.2022), soit une diminution de 6 616 K €. Il représente **36 jours** de dépenses de fonctionnement 2022 (en dépenses décaissables).

Le besoin en fonds de roulement BFR de fin d'exercice est négatif (- 79 873 K€) constituant ainsi une situation favorable en termes de trésorerie puisqu'un besoin négatif (dettes supérieures aux créances) signifie qu'il n'y a pas nécessité de faire appel au fonds de roulement pour financer les besoins de trésorerie.

IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Etat néant.

IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Soldes liés à FLORALIS	2021	2022
Titres de participation (brut)	5 500 002	5 500 002
Créances rattachées à des participations	110 549	48 049
Créances clients et comptes rattachés	4 908 116	4 617 898
Charges constatées d'avance	-5 285 142	- 6 221 223
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 466 399	3 446 614
PAR flux croisés FLORALIS	4 199 932	3 552 933
CAP flux croisés FLORALIS	3 310 079	3 246 298

Une dépréciation des titres de participation reste comptabilisée au compte 296 pour 4,4 M€.

Informations financières sur FLORALIS	2021	2022*
Chiffre d'affaires	11 833 149	11 510 409
Résultat de l'exercice	117 174	104 259
Capitaux propres (avant résultat)	1 230 623	1 347 797
Capitaux propres (avec résultat)	1 347 797	1 452 056

* Sur la base des comptes provisoires 2022 transmis à l'UGA et non encore certifiés par le commissaire aux comptes de la filiale.